

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA TRAITE DES NOIRS ET DE L'ESCLAVAGE

LA CONFÉRENCE DE BRUXELLES ET SES RÉSULTATS

« C'est la nature qui a voulu que l'être
doué de prévoyance commandât en maître,
et que l'être capable par ses facultés corpo-
relles d'exécuter ses ordres obéît en esclave. »

(ARISTOTE, *Politique*, L. 1, Ch. I).

« Ceux dont il s'agit sont noirs depuis
les pieds jusqu'à la tête, et ils ont le nez
si écrasé qu'il est presque impossible de les
platandre. »

(MONTESQUIEU, *Esprit des lois*, L. 15, Ch. V).

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi, 29 Mai 1907, à 8 heures 1/2

PAR

HENRY QUENEUIL

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. RENAULT, *Professeur*.

Suffragants : { MM. LAINÉ, *Professeur*.
GEOUFFRE DE LAPRADELLE,
chargé de cours.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY & DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrd.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRE



BAR-LE-DUC

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA TRAITE DES NOIRS ET DE L'ESCLAVAGE

LA CONFÉRENCE DE BRUXELLES

ET SES RÉSULTATS

« C'est la nature qui a voulu que l'être
doné de prévoyance commandât en maître,
et que l'être capable par ses facultés corpo-
relles d'exécuter ses ordres obéît en esclave. »

(ARISTOTE, *Politique*, L. 1, Ch. I).

« Ceux dont il s'agit sont noirs depuis
les pieds jusqu'à la tête, et ils ont le nez
si écrasé qu'il est presque impossible de les
plaindre. »

(MONTESQUIEU, *Esprit des lois*, L. 15, Ch. V).

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi, 29 Mai 1907, à 8 heures 1/2

PAR

HENRY QUENEUIL

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. RENAULT, Professeur.

Suffragants : { MM. LAINÉ, Professeur.
GEOUFFRE DE LAPRADELLE,
chargé de cours.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY & DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrd.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1907



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

À LA MÉMOIRE
DE
P.-F. QUENEUIL

Mon Grand-Père

À MON FILS

INTRODUCTION

Définition de l'esclavage et de la traite; connexité de ces deux faits. — Leur distinction. — Différence entre la traite et la piraterie. — Origine ancienne de l'esclavage et de la traite. — Leur universalité. — L'esclavage en Orient, en Grèce, à Rome. — Influence libératrice du christianisme. — Le servage. — Objet de la présente étude.

INTRODUCTION

L'esclavage et la traite sont deux faits distincts et cependant intimement liés. Il importe de les définir avant d'en aborder l'étude. L'esclavage c'est la privation de toute liberté et de toute propriété. C'est aussi une forme de travail. La traite c'est le commerce des esclaves.

L'esclavage et la traite sont donc étroitement connexes et dépendants comme les deux faces d'une même question, la question esclavagiste. En effet, l'esclavage est la seule raison d'être de la traite. Il y a des marchands d'esclaves, parce qu'il y a des amateurs d'esclaves. Et le but de la traite est de répondre à leurs demandes. Plus elles sont nombreuses, plus est grande son activité. Elle est la principale source du recrutement des esclaves. Nous pouvons vérifier l'existence de ce rapport étroit en considérant ce qui s'est passé sur la côte occidentale d'Afrique. Tant que les colonies espagnoles et portugaises et les États-Unis y recrutèrent des esclaves, la traite fit de cruels ravages parmi sa population. Mais dès que ces pays eurent aboli l'esclavage, la traite y diminua et disparut.

En revanche, la traite se reporta sur la côte orientale d'Afrique, sollicitée par les nombreuses demandes des États esclavagistes musulmans (Turquie, Perse). Les faits nous montrent aussi clairement que, malgré leur connexité, la traite et l'esclavage sont nettement distincts. La traite peut disparaître sans que l'esclavage succombe du même coup. C'est ainsi que les États-Unis supprimèrent l'esclavage après la guerre de Sécession. Il y avait déjà bien longtemps qu'ils avaient défendu la traite sur leur territoire. De même le Danemark, qui le premier condamna la traite, avait maintenu l'esclavage dans ses colonies. Et, en effet, le droit international réprouve la traite, mais on ne peut dire que l'esclavage est contraire au droit des gens. C'est pour cela que des États très abolitionnistes, comme l'Angleterre et comme la France, ont maintenu l'esclavage, l'Angleterre à Zanzibar jusqu'en 1877, la France à Madagascar jusqu'à l'annexion en 1896. Une raison étrangère au droit international a contribué aussi à distinguer la traite et l'esclavage dans les décisions des peuples. La traite venait concurrencer l'esclavage du pays et diminuer la valeur de ceux possédés par les propriétaires indigènes.

Il ne faut pas non plus confondre la traite avec la piraterie, ni même les assimiler. L'Angleterre, au cours du xix^e siècle, a longtemps tenté ce rapprochement, tant pour servir ses intérêts politiques et commerciaux que pour assurer la répression de la traite. Mais, si l'on a dû, par dérogation au droit commun, accorder aux navires de guerre le droit

de visite en temps de paix, pour réprimer la piraterie, c'est que la piraterie est un crime du droit des gens. Le pirate est un danger constant pour le commerce maritime de tous les pays. Il est dénationalisé et ne saurait se réclamer légalement de la protection d'aucun pavillon. Il en va tout autrement de la traite. Certes, c'est un crime grave contre la liberté individuelle. Mais elle n'entrave pas le commerce légitime, ne compromet pas la sécurité des mers. Le négrier, lui, ne perd pas sa nationalité. Il est possible pour un État de déclarer dans sa législation interne, ou dans des traités particuliers qu'il considérera les faits de traite comme des faits de piraterie et qu'il les punira comme tels. Ainsi firent l'Angleterre et les États-Unis. Mais le crime de piraterie introduit et défini par les lois d'un pays quelconque est exclusivement justiciable devant les tribunaux de ce pays.

Considérés d'une façon aussi générale, l'esclavage et la traite remontent à la plus haute antiquité. De bonne heure la Méditerranée fut sillonnée de navires de pirates transportant d'un point à l'autre du monde grec ou romain des hommes, des femmes, des enfants capturés et vendus. L'esclavage, lui, remonte sans doute au jour où la terre compta deux habitants de force inégale. Son origine en tout cas est au moins aussi ancienne que celle des peuples. Car de bonne heure l'homme prétendit abuser de sa force pour s'affranchir du travail et l'imposer à tous ceux qui se trouvèrent sous sa main. La femme et les enfants servirent les premiers à ce titre. Puis cette soumission sortit du ca-

dre familial. Le plus fort, par la guerre ou par le rapt, réduisit son voisin plus faible en servitude. Et cela n'est pas un fait isolé, particulier à certains peuples. Tous les peuples anciens l'ont connu et l'ont pratiqué ⁽¹⁾. Il ne faudrait pas cependant en conclure que c'était une loi nécessaire au développement de l'humanité. Nous trouvons dans la Bible la preuve de l'existence de l'esclavage en Orient. La mythologie et la littérature nous fournissent de nombreux exemples. Apollon servit chez Admète, Hercule fila aux pieds d'Omphale. L'Illiade et l'Odyssée, reflet des mœurs de l'ancienne Grèce, nous montrent la pratique constante de l'esclavage à Troie, comme en Grèce. Le siège de Troie fut le prétexte de brigandages quotidiens. Agamemnon, Achille et les autres chefs vivaient de rapines et de rapt d'esclaves opérés aux villages voisins. Briséis fut la captive d'Achille. Au sein même d'une civilisation très avancée, l'aristocratique Sparte entretenait l'esclavage durement en Laconie — c'est ainsi que Chio fut un des premiers marchés d'esclaves. — Athènes et sa démocratie le considéraient comme nécessaire socialement. L'esclavage, en effet, était la base de ces sociétés antiques. L'organisation du travail reposait entièrement sur lui. Tandis que les citoyens, les hommes libres pratiquaient les exercices physiques et par la conquête étendaient la puissance nationale, l'esclave entretenait la vie économique. Il était voué au commerce, à l'industrie et à l'agriculture.

(1) Cf. Wallon, *Histoire de l'esclavage dans l'antiquité*, Introduction, p. XII et suiv.

C'est encore à lui que revenaient les fonctions domestiques. La famille antique ne peut se concevoir sans l'esclave. Il vit dans son sein, privé de toute liberté, considéré comme la chose de son maître. C'est en somme un animal domestique. Ainsi le considèrent Aristote et Lycurgue, deux génies bien équilibrés pourtant. La nature a créé l'esclave pour obéir au maître.

Dans la Rome primitive, un fils pouvait être vendu jusqu'à trois fois par son père. Les esclaves étaient si nombreux 72 ans avant Jésus-Christ que Spartacus ne craignit pas de se mettre à leur tête pour se mesurer aux légions réputées invincibles. Mais cette situation semblait si naturelle aux esclaves eux-mêmes, qu'ils ne songaient dans leurs révoltes qu'à leur affranchissement personnel et pas à la suppression de l'institution. Justinien donnait au maître le droit de vie et de mort sur ses esclaves et lui attribuait la propriété de tout ce qui était acquis par eux. Les services de l'État et des particuliers réclamaient constamment des esclaves. Les constitutions politiques, la jurisprudence et les lois fournissaient une base solide à cette institution. Le droit pénal faisait de l'esclavage un châtement légal. Mais la guerre était la source principale de recrutement des esclaves. La servitude était la conséquence fatale de la défaite. Rome regorgea bientôt d'esclaves de toutes couleurs. Ils étaient jetés sur son marché, le plus brillant de tous, par les marchands qui suivaient les armées, convoqués le plus souvent par les généraux eux-mêmes. Ils en ramenaient aussi d'Afrique,

d'Espagne, de Gaule et surtout des royaumes asiatiques. Enfin des chevaliers romains portant des noms illustres n'hésitèrent pas à se faire pirates, pour réduire en servitude les matelots des vaisseaux qu'ils attaquaient ou les habitants des villes qu'ils occupaient. Pourtant, les rigueurs de l'esclavage s'adoucirent, quand se fut développée la communauté de vie du maître et de l'esclave au sein de la famille et que le maître eut intérêt à ménager ses serviteurs, devenus marchandise plus rare. La loi vint d'ailleurs, dès les premiers siècles de l'Empire, imposer aux maîtres sous des peines sévères de notables améliorations et réglementer leur trafic. D'autre part, sous l'influence des gens de lettres et du développement de la culture intellectuelle puisée chez les Grecs, se firent jour des sentiments plus modérés. Cicéron, Atticus pratiquèrent la douceur à l'endroit des esclaves. Et plus tard, Pline le Jeune et Sénèque proclamèrent qu'ils étaient des hommes et même d'humbles amis.

Le christianisme porta le premier coup à l'esclavage. La lutte fut longue. Il y eut longtemps encore des esclaves parmi les peuples que l'Évangile avait régénérés. Mais, sous l'influence de ses enseignements et de son action, les excès de la servitude antique avaient disparu. La doctrine de saint Paul enseignait que maîtres et esclaves étaient frères, parce qu'ils avaient pour père commun le même Dieu créateur et que par le baptême ils étaient égaux et jouissaient des mêmes droits. L'esclavage dura des siècles d'Empire et de Moyen âge. Il dé-

crut progressivement. De nouvelles conditions du travail se faisant jour, il se transforma en servage, état intermédiaire entre la servitude et la liberté. La période agricole remplaça la période des conquêtes. Alors le maître allégea le joug qui pesait sur la personne pour revendiquer surtout les fruits du travail. Le serf fut attaché à la glèbe et considéré comme partie intégrante du domaine sur lequel il vivait. Il put s'y constituer une famille durable, s'y créer un foyer sans crainte d'en être arraché pour être transplanté. Le servage, à son tour entraîné dans l'évolution, finit par s'adoucir sous l'influence des idées religieuses. Puis il succomba sous l'action du temps. L'élan d'émancipation qui affranchit les communes toucha aussi les serfs, qui par un lent progrès ont fini par être tous affranchis par le mouvement généreux du XVIII^e siècle.

Telles sont les origines et les transformations de l'esclavage ancien. Nous avons pensé, qu'il pouvait être utile d'en esquisser les grands traits. L'étude que nous nous proposons de faire a trait à l'esclavage et à la traite des noirs. Nous verrons comment ils sévirent pendant de longs siècles, comment ils furent combattus et nous essaierons enfin de dégager les résultats obtenus jusqu'à nos jours.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

La traite coloniale.

Persistence de l'esclavage ancien jusqu'au XIII^e siècle. — Les origines de la traite coloniale. — La monopolisation du trafic des noirs, l'Espagne et les contrats d'assiento. — La rivalité économique des Puissances et les Compagnies coloniales. — Concessions de l'Espagne aux États européens. — Les dévastations. — La législation de l'esclavage. — Le Code noir, 1685. — Édit de 1724. — Les mœurs publiques au XVII^e siècle et l'état de l'opinion. — L'ordonnance de 1762. — Abolition des encouragements au commerce des noirs.

CHAPITRE PREMIER

La traite coloniale.

A la chute de l'Empire romain, tandis que se dispersaient les derniers débris de l'esclavage païen, cet esclavage lui-même avait depuis longtemps repris une vie nouvelle. Les Barbares le pratiquaient quand ils envahirent l'Occident. Pépin le Bref et Charlemagne firent beaucoup d'esclaves dans leurs campagnes contre les Aquitains, les Germains ou les Arabes. Les Visigoths en ramenèrent beaucoup d'Espagne en Gaule. C'était le plus souvent le but des expéditions et les prisonniers de guerre étaient vers le milieu du ix^e siècle la principale marchandise des grandes foires d'Allemagne ou du Nord. Il est certain que l'esclavage ancien n'avait pas disparu et qu'il s'était prolongé. Au xi^e siècle on vendait des esclaves en Dalmasie, des Slaves pour la plupart. Il y en eut commerce entre l'Irlande et l'Angleterre jusqu'en 1170.

Au Moyen âge, les chrétiens vendirent incontestablement des esclaves aux Musulmans et leur en achetèrent. La longue lutte des peuples de l'Europe méridionale et surtout de l'Espagne contre les Maures développa beau-

coup le nombre des esclaves captifs pris aux Sarrazins, ou aux chrétiens. Et les Maures, repoussés dans les États barbaresques, continuèrent à alimenter de chrétiens leurs marchés et leurs sérails. Au ^{xii}^e siècle, il semble probable que l'on vendait des esclaves aux célèbres foires de Champagne. Et l'on vit à la même époque tel évêque du Midi de la France posséder comme esclaves des Sarrazins prisonniers. On épargnait le vaincu autant par intérêt que par pitié. L'esclavage qui suivait la capture militaire avait donc une grande utilité. Au ^{xiii}^e siècle, le commerce d'esclaves existait encore à Narbonne et en Provence. En Roussillon il existera jusqu'à l'annexion définitive à la France. Toutefois la France manifestait une certaine aversion pour l'esclavage. Ainsi voyons-nous Toulouse rendre la liberté aux esclaves fugitifs sur son territoire. Loisel traduira ces sentiments par une règle juridique qui sera méconnue au ^{xviii}^e siècle encore⁽¹⁾.

Mais ces scrupules et ce respect de la liberté humaine n'étaient pas partagés par tous les peuples de la chrétienté. Les Républiques italiennes se livraient à ce commerce et le protégèrent longtemps. Les Croisades avaient révélé la servitude subie chez les Musulmans par les chrétiens fidèles à leur religion. Quand elles furent terminées, les Vénitiens qui n'avaient plus à transporter en Palestine des soldats pèlerins imaginèrent pour utiliser

(1) « Toutes personnes sont franchises en ce roïaume et, si tost qu'un esclave a atteint les marches d'icelui, se faisant baptiser est affranchi ». Loisel, *Inst.*, édit Laboulaye et Dupin, t. I, règle 24, p. 38.

leurs navires de prendre des captifs en Tunisie et de les revendre dans certains ports d'Asie. Les anathèmes des Papes n'empêchèrent pas les Espagnols et les Portugais, maîtres de la mer à cette époque, de dépeupler les côtes d'Afrique pour importer en Europe leurs habitants. Le Prince Henri de Portugal acquit une certaine réputation dans ce commerce. L'exemple de l'esclavage mahométan, qu'ils avaient vu s'acclimater chez eux si longtemps, avait d'ailleurs étouffé leurs scrupules. En 1434, le pape Nicolas V, en exprimant l'espoir que se convertiraient beaucoup de noirs réduits en servitude, sanctionnait la traite.

Ils troquaient à leur grand bénéfice les Maures captifs contre des noirs de Guinée. Séville et Lisbonne regorgeaient d'esclaves nègres. On pouvait en voir aux environs de Séville cultiver la canne à sucre que les Maures y avaient implantée. Leur existence d'ailleurs ne fut peut-être pas toujours pénible. Ils vivaient relégués dans une sorte de ghetto. On en vendait encore sur les marchés publics, alors qu'il n'y avait plus d'esclaves partout ailleurs en Europe. Ceci se passait au xv^e siècle, assez longtemps avant la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb le 12 octobre 1492. La traite pratiquée par les Européens est donc antérieure aux grandes découvertes.

Mais le commerce ne devint intense et ne prit son caractère odieux que lorsque le nouveau monde fut tombé aux mains des Européens. La traite coloniale ne commence véritablement que vers 1493. L'esclavage, chassé d'Europe, allait régner dans ce continent devenu son Em-

pire. La traite des nègres est le corollaire de l'esclavage colonial, conséquence lui-même de l'esprit de conquête et de lucre. Les Indiens furent d'abord soumis, sans repos, à de pénibles travaux dans les mines d'or et au fond des mers à la recherche des pierres précieuses.

Mais la race caraïbe n'était pas assez vigoureuse pour supporter de telles fatigues. Race souple et agile de chasseurs, éprise de liberté, elle eut tôt fait de succomber sous le dur joug des Conquistadors. Saint-Domingue qui comptait 1.000.000 d'habitants indiens n'en comptait déjà plus que 14.000 en 1517. La race noire, robuste et accoutumée aux ardeurs tropicales, pouvait combler les vides. Cette situation fut exposée avec beaucoup de courage par Bartolomé de Las Casas, évêque de Chiapa, au roi d'Aragon et de Castille. Il se fit le défenseur dévoué de la race caraïbe, qu'il conseilla de remplacer par les noirs inutiles à Séville. De là est née l'injuste légende qui attribue à Las Casas l'origine du commerce des esclaves. Mais le régent d'Espagne, Cardinal Ximénès, n'écouta pas Las Casas. Pourtant en 1511, le Gouvernement de Madrid, reconnaissant dans un statut royal la productivité des nègres supérieure à celle des Indiens, se préoccupait de transporter dans ses possessions américaines un grand nombre de noirs de Guinée. Et déjà de 1501 à 1506 des esclaves transportés de Séville parmi les Caraïbes avaient reçu l'étrange mission de leur enseigner le catéchisme.

Mais c'est seulement en 1517 que la traite des nègres

devint un commerce monopolisé. Charles-Quint le premier donna l'autorisation à un gentilhomme des Flandres d'introduire à Hispanola (Saint-Domingue) 4.000 esclaves africains. C'est dès lors un privilège véritable que la Cour d'Espagne octroie à ses favoris besogneux sous le nom de « reales assientos » ⁽¹⁾, autorisations royales grâce auxquelles vont s'enrichir les hommes de Cour. Des Compagnies se fondèrent pour exploiter le monopole du commerce des esclaves d'Afrique. Une spéculation éhontée sévit sur ces titres d'un genre nouveau. L'Espagne organisa d'abord jalousement la traite des noirs. C'était en effet la branche de commerce la plus importante, car toutes les autres en dépendaient, puisqu'elle fournissait la main-d'œuvre sans laquelle la mise en valeur des colonies était impossible. L'Assiento était alors une institution de droit public interne. Mais l'Espagne dut faire appel à des auxiliaires étrangers. Elle passa un contrat d'Assiento pour 9 ans avec un Portugais. Puis Hollandais, Anglais et Français profitant des revers de l'Espagne cherchèrent à accaparer un commerce qui leur ouvrirait la porte de l'Amérique. Leurs corsaires, flibustiers

(1) Cf. Scelle, ouvrage cité, Livre préliminaire, p. 24, 25, 29. L'Assiento de nègres est le privilège exclusif de fournir de nègres les colonies espagnoles de l'Amérique, du Mexique, des Antilles. Le particulier ou la Compagnie, à qui il est accordé, s'engage à remplacer le Gouvernement espagnol dans le commerce de la main-d'œuvre noire. Une commission spéciale, « la Junte des nègres », intervenait quand il s'agissait de négocier un Assiento. Ces Assientos assuraient au Gouvernement espagnol une rente de 300.000 pesos par an.

et boucaniers faisaient des raids sur les côtes d'Amérique.

Les Gouvernements portugais, gênois, anglais, français, danois, hollandais donnèrent de semblables autorisations à leurs nationaux pour occuper leurs voiliers. Colbert avait cherché, sans succès, à obtenir le monopole du transport des noirs au Nouveau-Monde pour la prospérité de notre marine. En 1673, il donna à une Compagnie du Sénégal le privilège de faire seule le commerce des esclaves sur la côte du Sénégal, au Cap Vert et dans la rivière de Gambie. Il lui accordait en outre une prime de 13 livres par tête de noir porté par elle dans les possessions de la Compagnie française des Indes Orientales. Deux ans après fut créée la Compagnie de Guinée, sous la condition de porter tous les ans 800 nègres aux colonies. Faute de ne pas exécuter la clause, son privilège passa à la Compagnie du Sénégal, qui dut transporter 2.000 nègres par an aux colonies avec prime de 13 livres par tête. Enfin fut créée une nouvelle Compagnie de Guinée en 1685. Elle partagea le monopole de la traite avec celle du Portugal. La France occupait en effet les côtes du Sénégal et de Gambie. Les Hollandais s'étaient établis dans le voisinage de la rivière de Gambie, les Anglais sur le littoral de la Guinée septentrionale, la côte d'Ivoire, la Côte d'Or, dans la baie du Bénin et de Biafra; les Brésiliens s'adjugeaient la Guinée avec les ports d'Ambriz, Loanda, Benguela, Zaïre et Cabinda. Les Portugais avaient leurs établissements dans la Guinée méridionale,

aux royaumes d'Angola et de Benguela, dans les îles du Cap Vert, à Sierra Leone, dans l'archipel de Bissaos, aux embouchures du Rio Nunès, du Rio Pongo et sur la côte orientale d'Afrique à Mozambique. Ils faisaient la traite en toute sécurité à l'abri des forts installés pour les protéger.

Cependant les difficultés nées des compétitions et de la lutte économique ne tardèrent pas à compliquer la politique européenne. La monarchie espagnole menacée préféra renoncer au caractère rigoureux d'institution de droit public international, qu'elle avait donné à l'Assiento pour sauver ses intérêts vitaux menacés. Elle obtint en 1701 l'alliance des Portugais au prix de la concession de ce monopole. Elle l'accorda pareillement aux Français engagés dans la guerre de succession d'Espagne pour les dédommager de leur concours. Mais, à Utrecht en 1713, Philippe V, renonçant au trône de France, dut acheter aux Anglais son maintien sur le trône d'Espagne et la conservation de ses immenses colonies contre la concession de ce privilège. Le traité du 13 juillet consacrait le « Pacto del Assiento de negros », par lequel les deux rois convenaient que la Compagnie anglaise de l'Amérique du Sud introduirait pendant trente ans 4.800 esclaves par an dans les colonies espagnoles d'Amérique contre paiement d'un prix fixé par tête d'esclave. Un quart des bénéfices devait revenir à chacun des deux rois. Ce contrat renouvelé en 1748, à la paix d'Aix-la-Chapelle, tomba en désuétude quatre ans après. Les Portugais pen-

dant ce temps développaient de plus en plus la traite pour compenser le commerce des Indes qu'ils sentaient leur échapper. L'activité pour dépeupler l'Afrique était considérable, à ce point que les Anglais à leur départ de la Havane laissaient 60.000 esclaves. Pourtant, quand ils s'emparèrent de Cuba en 1762, il n'y en avait que bien peu. En vain plusieurs papes frappèrent-ils d'anathème ce honteux commerce, Paul III en 1537, Urbain VIII le 22 avril 1639, Benoît XIV en 1711 dans une bulle aux évêques du Brésil et dans une lettre au roi de Portugal. Les Rois Très Chrétiens bravaient leurs lettres apostoliques.

Ainsi, pendant près de trois siècles l'Europe se rua sur le continent noir et le mit à sac avec frénésie. Partout les civilisés provoquèrent les chasses à l'homme, les guerres, la piraterie. Leur œuvre retarda la civilisation et refoula bien loin dans les terres les indigènes horrifiés et contraints à la vie nomade. Dans leur concurrence, ils arrachèrent environ 40 à 50.000.000 de noirs à l'Afrique de 1511 à 1789. L'Angleterre se signala surtout par l'abondance de ses importations. Ce n'est qu'au cours du XIX^e siècle que se décidant à faire acte de contribution, elle devint le champion acharné de l'antiesclavagisme ⁽¹⁾.

(1) En 1792, le Parlement anglais fit une enquête sur l'esclavage. Un des témoins, John Nedwton, ancien négrier devenu par ses paroles et par ses écrits le 1^{er} champion de la cause antiesclavagiste, disait dans un sermon comme recteur de Sainte-Marie de Woolmoth : « Il s'élève contre nous un

Pendant que ces dévastations se produisaient sur la terre d'Afrique sanctionnées par les souverains chrétiens, le statut des esclaves se légalisait. Louis XIII le premier se résolut, avec peine sans doute, à sanctionner légalement l'esclavage dans nos colonies. Mais on triompha de ses répugnances en lui persuadant que c'était la voie la plus sûre pour les convertir ⁽¹⁾. Un peu plus tard, Colbert réglementa et protégea avec sollicitude le commerce des noirs. Nous l'avons vu de 1673 à 1685 donner le privilège aux Compagnies du Sénégal et de Guinée. Nos colonies regorgaient d'esclaves noirs. Cependant Louis XIV décréta que les enfants nés d'une mère noire et d'un père blanc seraient captifs comme leur mère. L'édit de 1685 appelé Code noir, s'il admettait certaines mesures humanitaires, proclamait néanmoins la propriété absolue du maître sur l'esclave et le droit pour le maître de lui infliger conformément aux usages admis certaines peines cruelles, telles que celles réservées aux fugitifs, la marque au fer rouge, la décollation de l'oreille, la section des jarrets, la mort. Le préjugé politique contre les noirs fut tel que les gens de couleur étaient frappés d'une tache indélébile par les mœurs et les lois et maintenus dans un état d'in-

cri de sang grandissant sans cesse, par le rôle de nouvelles victimes, et elles sont des milliers, que dis-je, des centaines de milliers, se renouvelant d'année en année ». Cité *Bulletin de la Société antiesclavagiste de la France*, juin 1878, p. 51.

(1) Montesquieu, *De l'esprit des lois*, livre XV, chap. 4. Cf. Wallon, *Introd.*, p. LXXXI, LXXXII.

fériorité sociale⁽¹⁾. A quelque degré qu'il fût de son ancêtre nègre, l'homme de couleur ne fut jamais admis à la condition des blancs. L'article 57 de l'édit semblait partout les laisser jouir dans la vie publique et dans la vie civile des mêmes droits. Mais par l'édit de mars 1724 Louis XV ne craignit pas d'apporter des restrictions. Les alinéas 2 et 3 de l'article 52 les frappaient de l'incapacité de recevoir des donations des blancs, entre-vifs ou pour cause de mort. Ils étaient dans « un état mitoyen entre les blancs et les esclaves » ⁽²⁾. Et malgré les naissances énormes des enfants de couleur dans nos colonies, le mariage était défendu entre les Européens et les Africains.

La servitude était donc reconnue alors comme conforme au droit des gens. Bodin, dès le milieu du x^v^e siècle, avait bien repoussé le principe de l'esclavage et ses excès. Les théoriciens de la liberté, dans la deuxième moitié du xvi^e siècle, Hotman, Linguet, Doneau, Buchanan, Boucher, Guillaume Rosé avaient en vain posé les principes de respect de la personnalité humaine et de la solidarité humaine, les Rois ne voulaient pas l'admettre. Ils suivaient en cela la doctrine de Bossuet qui justifiait la servitude. Bien plus, eux-mêmes se servirent d'esclaves pour les besoins publics. Louis XIV fit acheter pour le service des galères des esclaves nègres, turcs, juifs et russes.

Certains papes aux xvi^e, xvii^e, xviii^e siècles avaient

(1) Cf. Aug. Lebeau, *De la condition des gens de couleur libres sous l'ancien régime*, Paris, 1903. — Introd., 1 à v et p. 2 et 3.

(2) Lebeau, *Ouvrage cité*, p. 3.

usé de Turcs sur leurs galères. Puis les particuliers aussi voulurent avoir leurs esclaves, comme les Américains, pour leurs besoins personnels. Des colons, sous prétexte de confirmer des nègres dans les exercices du christianisme, obtinrent du roi Louis XV, par édit de 1716, la permission d'en envoyer en France contrairement à la grande maxime nationale. Cet édit fut renouvelé en 1738 avec des entraves nouvelles à l'importation en France. Bientôt on oublia même les formalités prescrites par l'édit de 1716 et l'on vendit des noirs aux enchères publiques à Paris. Ces mêmes faits se reproduisaient d'ailleurs dans presque toute l'Europe; et dans les docks de Liverpool on entassait les esclaves débarqués des navires de commerce avec les denrées coloniales, les rhums et les goudrons. Dans la rue des Nègres on en vendait publiquement et régulièrement sur les marches mêmes de la maison de douane. On achetait couramment dans les magasins les instruments dont se servaient les négriers, fers à marquer, colliers, poucettes.

Pourtant le Gouvernement français coupa court à cette irruption de l'esclavage américain sur notre territoire. Une ordonnance imprégnée d'esprit antiesclavagiste fut rendue dans ce but par le duc de Penthièvre, amiral de France, les 31 mars, 5 avril 1762. Enfin une loi en deux articles, votée à l'unanimité par l'Assemblée constituante les 28-16 octobre 1791⁽¹⁾, consacra le vieux principe de

(1) Duvergier, à sa date, t. 3, p. 398, Paris, 1831.

Loisel, peu à peu établi chez nous, que tout esclave qui touchait le sol français était libre. Elle lui permettait en outre de jouir de tous les droits de citoyen quelle que fût sa couleur, à condition toutefois qu'il eût les qualités prescrites par la Constitution.

Mais les encouragements au commerce d'esclaves continuèrent jusqu'à la fin de l'ancien régime. Un arrêt du 2 juillet 1789 lui accorde encore des immunités. Elles ne disparurent que par un décret de la Convention du 27 juillet 1793 ⁽¹⁾. Toutefois le trafic lui-même subsistait.

(1) Déjà le 11 août 1792 l'Assemblée législative avait supprimé la prime accordée à la traite. Mais cette disposition ne fut pas suivie.

CHAPITRE II

Le mouvement abolitionniste.

Origines du mouvement : les philosophes français à la fin du XVIII^e siècle. — Abolition de la traite au Danemark, 1792. — La Convention abolit l'esclavage dans les colonies françaises, 1794. — Attitude de Bonaparte en 1802. — Les Quakers en Amérique et l'abolition de la traite. — La politique anglaise. — Abolition de la traite en 1807. — Les Congrès : condamnation de la traite par les déclarations des Puissances. — Mesures prises par les législations internes : lois françaises de 1817, 1818, 1827, 1831. — Les traités conclus par l'Angleterre et le droit de visite réciproque. — Conventions franco-anglaises de 1831-33. — Traité de Londres de 1841. — L'opinion en France. — La convention de Londres du 29 mai 1841. — Les instructions aux croiseurs anglais et français, 1845-59-67. — Hostilité des États-Unis pour le droit de visite. — Traité de 1842. — Leur nouvelle attitude en 1862. — Convention anglo-égyptienne, 1877. — Anglo-turque, 1880. — Anglo-italienne, 1889. — L'abolition de l'esclavage en Angleterre, 1833. — L'abolition en France et le décret de 1848. — L'abolition aux États-Unis, 1863; — dans les colonies portugaises, espagnoles, au Brésil, 1888.

CHAPITRE II

Le mouvement abolitionniste.

Mais les esprits devenaient à la fin du xviii^e siècle plus attentifs aux récits des drames maritimes et terrestres que faisaient les capitaines négriers et leurs armateurs, malgré le silence que les Américains gardaient sur le sort de leurs esclaves. On connut les guerres suscitées parmi les roitelets nègres pour arriver à satisfaire les incessantes demandes de captifs. On connut les horreurs de la marche des caravanes; les esclaves enchaînés marchaient sous le fouet des traitants et mouraient en grand nombre. On sut également les bénéfices énormes réalisés par ceux qui échangeaient des nègres contre des étoffes de peu de valeur pour les revendre en Amérique dix fois plus cher. Et l'on s'émut du triste sort réservé à ces malheureux esclaves dans les plantations. Ils étaient incapables de se fonder un foyer, exposés qu'ils étaient à se voir séparés des leurs et vendus. Les écrivains et philosophes, d'autre part, signalèrent les anomalies contenues dans le Code noir et dans l'édit de 1724. Ils attaquèrent le vieux préjugé qui pesait sur les gens de couleur et soulevèrent les protestations des

nations civilisées. En France, les premiers, Voltaire critiqua l'esclavage, Montesquieu combattit avec une ironie fine le trafic honteux. Mais Rousseau, Mably protestèrent plus catégoriquement. Dès 1786, de concert avec quelques jeunes gens de couleur originaires de Saint-Domingue, Brissot de Varville, Condorcet, La Rochefoucault, Lacépède, La Fayette, Siéyès fondaient « La Société des Amis des noirs ». En Angleterre, un membre de la Chambre des Communes voulut que le Parlement déclarât que la traite des noirs était contraire aux lois de Dieu et au droit des hommes. Mais la gloire d'avoir élevé la première protestation officielle contre la traite revient au Danemark. En 1792, il interdit par décret royal ce négoce sur ses navires et l'importation d'esclaves dans ses colonies. L'Assemblée législative, par une loi du 11 août 1792, supprima la prime accordée à la traite et la Convention nationale renouvela cette suppression; mais l'esclavage florissait toujours aux colonies et les agents supérieurs de la République ne semblaient pas favorables à la libération. La Convention, par un décret des 4 février-11 avril 1794, abolissait l'esclavage dans toutes les colonies françaises et donnait à tous les nègres la qualité de citoyens français. Cela pouvait accroître, pensait-on, les moyens de défense de nos colonies dont l'Angleterre était sur le point de s'emparer ⁽¹⁾. Mais le moment était mal

(1) Déjà l'Assemblée législative avait assimilé les noirs libérés aux blancs par décret des 28 mars-4 avril 1792 (Duvergier, à sa date, t. 4, p. 90, 2^e édit., Paris, 1834), décret relatif aux moyens d'apaiser les trou-

choisi. Les colonies françaises traversaient une crise. Les nègres de Saint-Domingue revendiquaient depuis trois ans leur liberté les armes à la main. La mesure ne put comprimer la révolte. Huit ans après, Bonaparte au pouvoir empêcha la réalisation des vues de la Révolution. Estimant que l'esclavage était nécessaire à la prospérité de nos colonies, il rétablit l'esclavage en 1802 le 20 mai (30 floréal an X) ⁽¹⁾.

Il remit en vigueur le régime antérieur à 1789 sur la traite des noirs et leur importation dans les colonies déterminées aux articles 1 et 2 (art. 3). Mais les nègres de Saint-Domingue, malgré le guet-apens que leur dressa Napoléon, surent rester maîtres de l'île et conserver leur indépendance. Malgré le système des immunités et des primes d'autrefois, l'état de guerre qui existait entre la France et l'Angleterre ne permit pas à ce trafic de prendre un grand essor. Une proclamation du 9 novembre 1805, du gouverneur anglais de Sainte-Lucie récemment enlevée à la France, autorise l'importation d'esclaves par tout pavillon, pour relever la traite. C'est le dernier acte. La traite fut à peu près nulle dans nos colonies, sauf à Bourbon pendant la Révolution.

Mais en même temps que les philosophes français du XVIII^e siècle commençaient une nouvelle campagne contre

bles des colonies. Il fait appel à l'amour des colons pour la France, leur patrie, pour oublier les torts respectifs des colons et des noirs et se réunir franchement, et proclame (art. 1) leur égalité politique.

(1) Duvergier, à sa date, t. 13, p. 208, 2^e édition, 1836.

l'esclavage, un mouvement abolitionniste d'esprit chrétien partait d'Amérique. Le signal fut peut-être donné par une secte religieuse de l'Amérique du Nord, les Quakers. En effet, dès 1751, elle accorda en bloc la liberté à tous ses esclaves. Elle déclarait l'esclavage contraire aux lois de la nature et aux droits de l'humanité. Elle excluait de la communion dans son sein quiconque refusait l'émancipation. En 1772 l'Assemblée de Virginie, dans une pétition au roi d'Angleterre, manifestait la crainte que la continuation du commerce d'esclaves ne compromette l'existence des colonies d'Amérique. En 1780, l'État de Pensylvanie proclamait la liberté de tous les nègres nés depuis la proclamation de l'Indépendance et défendait l'importation. L'impulsion était donnée, le mouvement se propagea assez rapidement. D'autres États de l'Union émancipèrent leurs esclaves. Pourtant, la motion d'abolition de l'esclavage présentée au Congrès de 1787 par Jefferson fut repoussée. Les intérêts l'emportèrent sur les sentiments humanitaires. On craignait alors de rompre le lien très fragile de la Fédération. Une loi du 22 mars 1794 avait sanctionné de l'amende la prohibition pour les citoyens américains de faire la traite. Le Congrès défendit le 1^{er} janvier 1808 l'importation d'esclaves et décida en 1819 qu'elle serait punie de mort. C'était dès lors l'abolition de la traite mais l'esclavage, lui, restait sauf.

L'Angleterre devint alors le centre du mouvement d'émancipation. En 1787 se fondait chez elle une « Société des Amis des noirs » à caractère religieux et philanthropi-

que. Wilberforce, son plus illustre représentant, déposa à chaque nouvelle session du Parlement pendant vingt ans une motion d'abolition de la traite. Sa motion adoptée en 1804 par la Chambre des Communes, devant qui il la soutint avec vigueur, échoua devant la Chambre des Pairs. L'opposition fut vive de la part des propriétaires des colonies et des trafiquants d'esclaves. Car ce commerce était pour la marine marchande anglaise une grande source de profits. Georges III craignait de porter un coup sensible à la fortune de l'Angleterre et de permettre à d'autres pays de s'enrichir à ses dépens.

Mais la cause des noirs avait d'illustres et ardents défenseurs, tels que Clarkson, Burke, Pitt, Fox, Shéridan, lord Grey, le marquis de Lansdowne. Le Parlement anglais prononça enfin l'abolition de la traite en 1807 (bill de lord Granville). Le roi donna sa sanction. L'Angleterre, alors devenue très négrophile, devint le champion de l'anti-esclavagisme. On a prétendu que la persévérance de l'Angleterre à défendre cette cause était surtout motivée par ses intérêts commerciaux et politiques. Il semble bien, en effet, que ce ne furent pas seulement des sentiments philanthropiques qui occasionnèrent cette rapide évolution vers l'émancipation. L'abolition de l'esclavage servait ses intérêts immédiats. Les colonies d'Amérique étaient émancipées. L'Inde nouvellement conquise avait une population surabondante. L'Angleterre n'avait plus besoin d'esclaves pour fournir le monde de coton et de canne à sucre. Elle s'assurait un monopole et développait ainsi sa pros-

périté aux dépens des colonies des autres pays moins peuplés et produisant moins. En outre, elle avait compris que le droit de visite lui permettait de ruiner le commerce étranger en temps de guerre. Elle voulait donc conserver en temps de paix cette police qui lui donnait l'Empire des Mers. De plus le Gouvernement anglais, alors en guerre avec la France, avait besoin du parti abolitionniste. Toutefois l'esclavage subsistait dans les colonies anglaises.

Quoi qu'il en soit, l'Angleterre prit la tête du mouvement abolitionniste et malgré la réaction napoléonienne le mouvement se continua. L'Angleterre par tous les moyens qu'elle put mettre en œuvre chercha à obtenir l'adhésion de toutes « les Puissances de la chrétienté » à son programme de répression de la traite. Elle usa de prières, de menaces. Parfois aussi elle paya les engagements. Ainsi offrit-elle la Guadeloupe à la Suède. Elle donna à l'Espagne 10.000.000 de francs pour empêcher la traite dans ses colonies des Antilles. Et partout pour son propre compte elle fit la police des mers et se déclara la protectrice des noirs. Alors commença contre les négriers une chasse à outrance.

La suppression était tellement dans ses idées, qu'après le triomphe de la première coalition elle fit insérer dans les articles⁽¹⁾ additionnels du traité de Paris du 30 mai

(1) Clerq, t. 2, p. 426. Art. 1. Traité de paix entre la France et la Grande-Bretagne.

1814 un article imposant à la France « l'abolition de la traite des noirs » « dans un délai de cinq années » (art. 1). La France s'engageait en outre à unir ses efforts à ceux de l'Angleterre dans le futur Congrès pour obtenir l'adhésion des autres puissances (art. 1). En France l'opinion publique voyait d'un mauvais œil cette abolition dictée par l'étranger. Pourtant une déclaration du 8 février 1815 au Congrès de Vienne⁽¹⁾ condamnait solennellement la traite sans renfermer toutefois aucun engagement précis. Chaque puissance, ayant le désir de la voir finir le plus tôt possible, devait choisir l'époque favorable pour son abolition. Aucun délai n'était imposé. On ne faisait non plus aucune allusion aux moyens par lesquels l'abolition une fois proclamée serait mise à exécution. Après la deuxième coalition, une nouvelle déclaration fut faite sans grand changement en faveur de l'abolition de la traite dans l'article additionnel au deuxième traité de Paris du 20 novembre 1815. Les puissances devaient se concerter au plus vite pour prendre les mesures les plus efficaces pour l'abolition entière et définitive de ce commerce. Napoléon à son retour de l'île d'Elbe, pensant faire une concession à l'animosité anglaise, avait aboli la traite dans nos colonies par un décret du 29 mars 1815⁽²⁾. Louis XVIII, malgré

(1) Clerq, t. 2, p. 450. Déclaration du Congrès de Vienne en date du 8 février 1815, au sujet de l'abolition de la traite des nègres d'Afrique ou du commerce des esclaves. Annexe n° 15 à l'acte final du Congrès de Vienne du 9 juin 1815.

(2) Décret du 29 mars, 1^{er} avril 1815 à sa date dans Duvergier, t. 19, p. 385, 2^e édition.

sa reconnaissance pour le Régent d'Angleterre qui avait amené sa restauration, s'était refusé à prohiber ce commerce pour ses sujets avant un délai de 5 ans, afin de leur laisser le temps de se mettre sur le pied d'égalité avec les colons anglais. Il s'était borné à défendre immédiatement l'importation d'esclaves dans nos colonies aux étrangers. A son retour de Gand, il dut donner l'assurance formelle que désormais la traite serait défendue à ses sujets. Il répétait à peu près les termes du décret impérial de 1815.

L'ère des congrès et des déclarations solennelles s'ouvrait. Elle eut un résultat : ce fut d'amener les puissances signataires de ces conventions à participer à l'œuvre internationale par des mesures particulières. Chacune pour son propre compte devait interdire l'importation et l'exportation chez elle ou dans ses colonies. La répression devenait ainsi plus effective. Des lois nouvelles furent édictées dans ce but par chaque gouvernement. En effet, conformément à l'engagement pris par les Bourbons en 1814-1815, une ordonnance du 8 janvier 1817 ⁽¹⁾ décide la confiscation des bâtiments « qui tenteraient d'introduire dans une de nos colonies des noirs de traite, soit française, soit étrangère ». Elle frappe le capitaine d'interdiction de tout commandement, s'il est Français. C'est aussi la confiscation de toute la cargaison qui ne consiste pas en esclaves. Mais le Roi ne pouvait édicter des peines par une ordonnance. Une loi des 15-18 avril 1818 ⁽²⁾ vint la

(1) Duvergier, à sa date, t. 21, 2^e édition.

(2) *Ibid.*, à sa date, t. 21, p. 305, 2^e édition.

sanctionner. Elle étend ces peines à tous les sujets et navires français et même aux étrangers soumis à notre domination qui prendraient une part quelconque à ce commerce quel que soit le prétexte invoqué. L'article 1 attribue aux tribunaux compétents en matière de douane la charge de l'instruction et du jugement de ces affaires.

Pour rendre ces interdictions effectives et empêcher toute contravention à la loi d'avril 1818, une croisière était instituée sur nos côtes d'Afrique par l'ordonnance du 24 juin 1818. Cette croisière devait visiter tous les navires français dans les parages de nos établissements et exercer sur eux un contrôle sérieux. Le Congrès d'Aix-la-Chapelle en 1818 renouvelait les déclarations des précédents congrès. Ce fut sans résultat que l'on proposa une police commune, un pouvoir neutre sur la côte occidentale d'Afrique et l'enregistrement des esclaves existants aux colonies. Et cependant la traite continuait toujours, malgré le concours promis à l'Angleterre par les autres puissances et malgré la nouvelle législation élaborée par elles conformément à ces promesses. La traite surveillée devint plus odieuse. Le Congrès de Vérone en 1822⁽¹⁾, constatait en ces termes le peu de résultats du Congrès de Vienne. Le commerce avait « gagné en intensité ce qu'il a perdu en étendue ». Les souverains y déclaraient encore « qu'ils sont prêts à concourir à son abolition ». On reconnaissait que les mesures prises pour mettre fin à ce commerce

(1) Clerq, t. 3, p. 301.

avaient échoué faute d'un effort universel. En conséquence, différentes mesures furent proposées. Castlereagh demanda, sans résultat, un engagement de la part des souverains de refuser l'entrée de leurs États aux produits des colonies des puissances qui n'avaient pas encore aboli la traite, ou continuaient de la faire ouvertement. L'Angleterre proposa encore d'assimiler la traite à la piraterie et de faire adopter par les puissances un acte général par lequel tous les signataires se trouveraient liés les uns envers les autres et qui établirait ainsi l'égalité des droits et devoirs et la complète réciprocité nécessaire pour une répression uniforme. Mais la France repoussa une assimilation qui aurait soumis au droit de visite en temps de paix tout navire de commerce soupçonné de se livrer à la traite. Ainsi avait déjà fait Talleyrand en 1814.

La France prit pourtant des mesures sévères dans une loi du 25 avril 1827 ⁽¹⁾. Ce n'était plus seulement la confiscation du navire engagé dans des opérations de traite et l'amende pour le délinquant, mais (art. 1) le bannissement frappait quiconque coopérait directement ou indirectement à ce trafic. La loi ne passa pas sans discussion. Les adversaires de la politique anglaise faisaient ressortir l'esprit mercantile qu'elle dissimulait derrière des raisons philanthropiques et craignaient de nous voir nous engager trop loin dans ses combinaisons.

(1) Clerq, t. 3, p. 438.

Mais l'Angleterre était trop attachée à ses nouveaux sentiments antiesclavagistes et la France devait se montrer plus conciliante. Elle modifia en effet son attitude après la Révolution de Juillet 1830. Louis-Philippe avait eu besoin de l'appui diplomatique de l'Angleterre pour faire reconnaître son gouvernement, issu d'une Révolution et que l'Europe considérait avec peu de sympathie. Pour donner une preuve de sa reconnaissance la France adopta la loi du 4 mars 1831 ⁽¹⁾ sur la répression de la traite. Elle punissait selon leur gravité les actes touchant à la traite, déterminait soigneusement les responsabilités et organisait un système de peines. L'article 1 dit que : « Quiconque aura armé ou fait armer un navire dans le but de se livrer au trafic connu sous le nom de traite des noirs sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans ». La même peine frappait les bailleurs de fonds et assureurs qui avaient agi en connaissance de cause. Les peines des travaux forcés, de la réclusion, de l'emprisonnement frappaient les armateurs, capitaines, officiers et hommes d'équipage. Elles variaient suivant que le navire en pleine mer avait ou non commis un fait de traite. Les étrangers étaient soumis à notre loi pénale dans les limites de notre juridiction, suivant les principes généraux du droit international, pour les faits commis à bord d'un navire contre les noirs embarqués (art. 7). Aucune restriction n'était admise pour les navires français. Ils

(1) Clerq, t. 4, p. 18.

tombaient sous notre loi pénale en pleine mer ou dans un port étranger.

Des punitions sévères visaient l'achat ou la vente de fers spécialement destinés à la traite. La libération des esclaves noirs de traite était prévue. La Cour d'assises connaissait des faits réputés crimes ou délits de traite. La France avait donc entre les mains une arme solide pour combattre dans ses territoires la traite. Peu de temps après, des mesures étaient prises pour améliorer le sort des esclaves dans nos colonies en 1833.

Mais cela ne suffisait pas pour porter un coup décisif. Un accord entre les puissances pouvait seul produire ce résultat. C'était bien aussi ce que l'Angleterre tentait d'obtenir. Elle avait mené dans les Congrès une campagne en faveur des mesures internationales effectives contre la traite. Toute sa campagne diplomatique tendait à obtenir le droit de visite réciproque, mais qui, grâce à la supériorité numérique de ses vaisseaux, lui aurait donné la police de toutes les autres marines et la domination des mers. Or, le droit de visite était exclusivement un droit de guerre, un acte de force que seule la nécessité pouvait justifier. Les puissances ne se montrèrent pas favorables à ce système, qui pouvait ruiner leur commerce. Elles savaient combien de coups cruels et funestes leur avait portés le droit de visite en temps de guerre. La France en particulier résistait. On associait à nos défaites la suppression de la traite.

Beaucoup de familles en France avaient souffert de l'é-

mancipation des noirs. De plus, nous avions à redouter davantage la concurrence anglaise et par suite plus d'intérêts au maintien de l'esclavage que les autres puissances qui n'avaient pas d'esclaves, de colonies ou de marine. L'Angleterre changeant de politique déclara qu'elle assimilait chez elle la traite à la piraterie et qu'elle sanctionnait ce crime par la peine de mort. Puis, par une série de traités spéciaux, elle chercha à obtenir de chacun en particulier ce qu'elle s'était vu refuser de tous réunis. C'est ainsi que des traités pour la répression de la traite maritime conclus avec le Portugal en 1817, l'Espagne 1817, les Pays-Bas 1818, la Suède 1824, le Brésil 1826 stipulent le droit de visite réciproque et attribuent la compétence des faits de traite, tantôt à des tribunaux mixtes, tantôt à des tribunaux nationaux du navire capturé. Une convention anglo-américaine du 13 mars 1824 repoussait les tribunaux mixtes⁽¹⁾ et déclarait la traite crime de piraterie par les lois des deux pays. Mais elle n'accordait que partiellement le droit de visite. Il ne pouvait être exercé que par des officiers de marine dûment autorisés et dans une zone déterminée. Cette zone était restreinte aux côtes « de l'Afrique, de l'Amérique et des Indes occidentales ». Mais le cabinet anglais refusa d'accepter les modifications propo-

(1) Les États-Unis prétendirent au cours des négociations que leur Constitution exigeait le jugement de leurs sujets par des tribunaux nationaux. Ces juges, soupçonnés de partialité, pouvaient être alors mis en accusation. Mais cela était impossible à l'égard des juges étrangers siégeant dans les tribunaux mixtes.

sées par le Sénat américain. Elles tendaient à refuser l'exercice du droit de visite sur les côtes de l'Amérique, parties de mer qui, déclarait le Sénat, devaient rester sous la souveraineté exclusive des États-Unis. Les États-Unis avaient néanmoins fait bon accueil à la politique anglaise. L'Angleterre n'hésita pas à recourir à la violence pour imposer le droit de visite au Portugal. Elle autorisait ses croiseurs, par une loi du 24 août 1839, à visiter et saisir les navires portugais suspects de traite. Elle agit de même à l'égard du Brésil (Bill du 8 août 1845).

Le moment était bien favorable pour vaincre les résistances que la France avait toujours opposées à ses promesses et pour obtenir d'elle une renonciation à ses traditions en faveur de la liberté des mers. Les intérêts et les idées de la France étaient bien restés les mêmes, mais les influences politiques lui inspiraient un changement d'orientation. Elle ne devait pas borner sa reconnaissance à la loi du 4 mars 1831. Elle conclut avec l'Angleterre les conventions des 30 novembre 1831 et 22 mars 1833 ⁽¹⁾. Le droit de visite réciproque pouvait être exercé en des parages déterminés, à bord des navires de l'une et de l'autre nation. Et ce droit de visite s'exerçait dans toute son étendue (droit d'arrêt, droit d'accès, droit d'appel, droit de perquisition) comme le comprenait le vocabulaire commun des peuples maritimes ⁽²⁾. Le croiseur devait reconnaître non seulement la ré-

(1) *Recueil de Clerq*, t. 4, p. 227.

(2) L'Angleterre distingue en effet le « right of search » du « right of visit ».

gularité des expéditions, mais le caractère des opérations entreprises, perquisitionner dans le navire et dresser procès-verbal de ses opérations avec description du navire et de la cargaison. L'Angleterre obtenait gain de cause; mais le général Sébastiani avait repoussé ce droit de visite sans restrictions et des précautions étaient prises contre ses abus.

En effet, le droit de visite était limité, aux termes de l'article 1 de la Convention de 1831, à certains parages, les suspects comme point de départ ou d'arrivée des négriers. C'étaient : Les côtes occidentales d'Afrique depuis le Cap Vert jusqu'au 10° de latitude au Sud de l'Équateur, une zone de 20 lieues de longueur autour de Madagascar, une même zone autour des îles de Cuba et de Porto-Rico, les côtes du Brésil à même distance. La visite d'autre part ne pouvait être exercée que par des navires de guerre commandés par des officiers d'un grade déterminé et dont le nombre était fixé chaque année par une convention spéciale. En aucun cas le nombre des croiseurs d'une nation ne pouvait dépasser le double des croiseurs de l'autre. Cette mesure avait pour but d'empêcher l'Angleterre d'abuser par trop de sa supériorité. Des instructions devaient être rédigées et arrêtées en commun par les deux gouvernements, à l'usage de leurs croiseurs. La juridiction compétente était, conformément au droit commun, celle du capturé (art. 7). La visite ne pouvait, suivant l'article 8, s'exercer à bord des bâtiments de guerre. L'article 9 contenait une clause

d'accession. Les autres nations devaient être invitées à donner leur adhésion dans le plus bref délai possible. La France s'engageait à faire de la propagande. Ses efforts combinés à ceux de l'Angleterre aboutirent à la conclusion de nombreux traités de 1831 à 1841. Seize États européens et 10 États américains ont conventionnellement admis le principe posé dans le traité anglo-français de 1831. La Convention du 22 mars 1833 posant les règles de la procédure de la visite, complétait celle de 1831. Elle s'occupait des formes de la saisie (art. 1 et 2). Les bâtiments convoyés par des navires de guerre devaient, en principe, être exempts de la visite (art. 8). La parole du commandant convoyeur devait être acceptée comme suffisante. Les présomptions de traite étaient énumérées (art. 6). Ainsi en était-il, quand on trouvait à bord du navire certains objets (écouilles et treillis, chaînes, colliers de fer, menottes, abondance de vivres). Enfin, les articles 8 et 9 prévoyaient le cas où des abus se produiraient dans l'exercice du droit de visite. Ils édictaient des dommages-intérêts prononcés par le tribunal saisi de l'affaire. Des garanties spéciales étaient organisées pour le vaisseau visité, conformément à l'annexe à la Convention supplémentaire, relative à la répression de la traite des noirs en date du 29 mars 1833. Aucune durée n'était prévue dans les Conventions de 1831-1833. Pourtant les contractants n'avaient pas l'intention de se lier indéfiniment. Cela ressort des circonstances et de l'esprit du traité. Le Gouvernement anglais dans

une dépêche avait parlé d'expérience partielle et temporaire. Une note du duc de Broglie montrait qu'ils étaient révisables. Du reste l'accord dura dix ans et ne souleva pas de difficultés.

L'opinion publique semblait s'être désintéressée de la question. Guizot affirmait que les mers restaient libres comme auparavant. D'autre part, les rigueurs contre la traite ne l'avaient rendue que plus active. Le prix des esclaves africains monta. Les Compagnies d'assurances relevèrent leurs primes sur les cargaisons d'esclaves. Mais un trafic énorme d'enfants noirs se faisait pour répondre à la demande des planteurs américains redoutant la menace d'un prochain arrêt complet du trafic par mer. Des sociétés de riches armateurs de Boston, New-York, Charleston et la Nouvelle-Orléans s'étaient formées pour continuer ce trafic. Sous prétexte de porter du rhum à Cuba, leurs navires portaient chargés de fûts, mais faisaient bientôt voile vers les côtes d'Afrique, de Guinée ou de Mozambique pour y prendre des esclaves. Les autorités espagnoles, complices à la Havane, visaient moyennant fortes redevances les papiers de bord.

Aussi, malgré le zèle des croisières anglaises qui, du 1^{er} janvier 1839 au 9 mars 1840 saisirent 82 navires avec 5.458 nègres, le transport des noirs aux États-Unis ne diminuait pas. Cette situation, le Gouvernement britannique l'avait fait valoir pour arriver à conclure le traité de Londres du 20 décembre

1841 ⁽¹⁾ entre la France, l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse, la Russie. Il avait déclaré que le droit de visite était le moyen d'atteindre efficacement les négriers, toujours prêts à usurper une nationalité de circonstance. Dans ces conditions, M. Guizot avait cru pouvoir signer une convention qui confirmait la convention de 1831 acceptée en France sans protestations. L'Autriche, la Prusse, la Russie déclaraient, à l'article 1, prohiber et considérer comme un « crime de piraterie » toute la traite accomplie soit par « leurs sujets respectifs, soit sous leur pavillon respectif, soit au moyen des capitaux appartenant à leurs sujets respectifs ». Ils renonçaient aussi à protéger les navires usurpant leur pavillon et se déchargeaient de leur jugement. L'article 2 reconnaissait le droit de visite réciproque exercé par les navires de guerre sur les navires de commerce soupçonnés de faire la traite ou d'avoir été armés dans ce but. Pourtant, d'après les instructions jointes au traité ⁽²⁾, on voit que ces puissances entendaient bien conserver leur juridiction respective sur les navires saisis. Et même en ce qui les concerne, elles n'avaient donc pas admis l'assimilation de la traite à la piraterie. Mais à la différence de ce que prévoyait le traité de 1831, le nombre des vaisseaux visiteurs n'était pas limité. En revanche, on avait étendu la zone dans laquelle le droit de visite devrait

(1) Clerq, t. 15, p. 324.

(2) *Ibid.*, p. 335.

s'exercer (art. 2, alin. 3). D'autres stipulations réglaient l'exercice du droit de visite, déterminaient la juridiction compétente (art. 10) et la fixation des dommages-intérêts en cas de faute du capteur, suivant des règles analogues à celles adoptées en 1831.

Mais quand fut connue en France, en janvier 1842, la nouvelle de ce nouveau traité, ce fut un réveil de l'opinion. Des discussions violentes s'élevèrent au sein du Parlement français lors de la présentation de l'adresse à la Chambre des députés. Billault, Dupin, Thiers, Berryer, l'amiral Lalande firent appel au patriotisme français et s'élevèrent contre les empiètements de l'Angleterre. Guizot, devant ce déchaînement de passions, en faveur de la ratification promise invoquait en vain l'honneur national. Sur le point de former une entente avec l'Angleterre grâce aux sentiments conciliants de lord Aberdeen, il semblait qu'il dût rompre avec l'Angleterre ou se fâcher avec le Parlement français.

Sans doute le traité de 1841 par certains côtés pouvait être critiquable. La zone déterminée par l'article 2 en livrant l'Atlantique et l'Océan Indien au droit de visite permettait aux navires anglais de ruiner notre commerce au Sénégal, à la Guyane et aux Antilles. D'autant plus qu'aucune limitation n'existait plus au nombre des croiseurs et que l'Angleterre pouvait rendre illusoire la réciprocité du droit de visite par la supériorité numérique de sa flotte. Et bien que ce traité fût conclu avec trois autres puissances, c'était surtout nous qui avions à en souffrir.

La Prusse, l'Autriche et la Russie n'avaient pas de marine ou de colonies et leurs navires ne venaient guère dans la zone déterminée. Mais les grandes raisons qui motivèrent cette opposition violente et profonde tiraient leur origine de circonstances étrangères à la Convention. Si les Gouvernements anglais et français s'étaient rapprochés, il n'en était pas de même des peuples, sourdement hostiles, gardant le souvenir des luttes incessantes du siècle précédent. Le Gouvernement semblait avoir négligé de tenir compte de l'opinion publique encore toute émue des démêlés internationaux de la veille, provoqués par les affaires d'Égypte et de Syrie. Lord Palmerston avait réglé la question d'Orient sans nous et signé le traité de la quadruple alliance (15 juillet 1840). Louis-Philippe avait su éviter la guerre en renversant le ministère Thiers.

Le Roi aurait pu ratifier sans l'autorisation des Chambres. Mais aussi, les Chambres pouvaient faire tomber le ministère. C'était la lutte entre le pays et le Gouvernement. La situation de Guizot était difficile. Il dut envoyer à Londres le 17 février M. de Saint-Aulaire et faire connaître l'impossibilité dans laquelle se trouvait le Gouvernement français non seulement de ratifier, mais de fixer la date précise de la ratification. La note qu'il remit le 8 novembre au comte d'Aberdeen ⁽¹⁾ parlait « de la survenance d'événements graves et notoires ». Mais on n'osait avouer l'opposition rencontrée au sein du Parlement et

(1) Clercq, t. 15, p. 338.

la protestation générale du pays. Le 9 novembre 1842 ⁽¹⁾ le principal secrétaire de S. M. B. pour les affaires étrangères communiquait aux représentants de l'Autriche, Prusse et Russie invités par lui à se réunir, que le roi de France avait cru de son devoir de ne pas ratifier le traité du 20 décembre 1841. Sur le conseil de Metternich, le protocole qui avait déjà constaté la situation le 11 mai 1842 fut clos pour la France, après avoir à nouveau enregistré la déclaration du Gouvernement de Paris.

Nous restions donc soumis aux arrangements de 1831 et 1833.

Mais le mouvement qui venait de se manifester en France contre le droit de visite n'était pas calmé. Et l'opinion, stimulée par la récente victoire des États-Unis contre le droit de visite dans le traité conclu avec l'Angleterre le 9 avril 1842, dont nous ferons l'étude plus loin, pressait le Gouvernement de s'affranchir des traités de 1831-33 et de replacer nos navires sous notre seul contrôle. Les négociations furent menées en ce sens. La conversation fut engagée lors d'un voyage de lord Aberdeen à Eu et Guizot se rendant à Windsor profita de l'entente rétablie entre les deux Gouvernements pour demander de rechercher d'autres moyens efficaces que le droit de visite. Des deux côtés, on nomma pour engager des négociations des commissaires connus pour leur esprit de conciliation et animés de sentiments antiesclavagistes. Le duc de

(1) Clercq, t. 15, p. 338.

Brooglie représenta la France, le docteur Lushington et lord Aberdeen l'Angleterre. On aboutit à une Convention conclue à Londres le 29 mai 1845⁽¹⁾. C'était une transaction. Et en effet, de part et d'autre on avait manifesté un vif désir de s'entendre. Pour donner satisfaction à la France, le traité de 1845 écartait à dessein l'expression de droit de visite. On parlait de surveillance. La vérification du pavillon était substituée à la visite (art. 8). Mais les Gouvernements devaient de concert organiser des croisières composées d'un nombre déterminé de navires pour empêcher la traite sur les côtes d'Afrique. Chacune des croisières devait borner son action aux croiseurs de même nationalité. Chaque nation gardait l'exercice séparé et respectif du contrôle sur ses navires. Mais elles devaient se prêter un mutuel concours et l'on prévoyait les traités à conclure avec les chefs indigènes pour obtenir leur coopération à la suppression de la traite⁽²⁾. Le droit au pavillon pouvait être vérifié par le croiseur étranger, quand bien même le pavillon arboré n'était pas de la nationalité du croiseur enquêteur. En effet, l'article 8 de la Convention déclarait que l'expérience ayant montré que dans les

(1) Clercq, t. 5, p. 277.

(2) C'est ainsi que la France conclut avec Soliman, chef principal du Rio-Grande une Convention du 22 mai 1845. Art. 1. Le chef s'engage à bien recevoir les navires français. Art. 2. Garantie de nos nationaux contre les mauvais traitements. Art. 3. Engagement de livrer à nos troqueurs différents produits du pays. La traite est bannie comme trafic criminel. Il usera de nos soldats pour la faire cesser. En échange (art. 3 bis), il recevra l'eau-de-vie, la poudre, le tabac. Clercq, t. 5, p. 275.

parages où s'exerçait la traite des noirs, ce commerce était accompagné d'actes de piraterie, la présomption de nationalité qui s'attachait au pavillon arboré ne pouvait être suffisante pour écarter sa vérification. Autrement les pavillons pourraient être arborés abusivement et couvrir la piraterie ou des commerces illicites. Ainsi était nettement distingué le droit de visite et l'enquête du pavillon. La Convention prévoyait que des instructions seraient adressées aux commandants des escadres. Elles étaient destinées à éviter les difficultés qui pouvaient naître de la vérification des bâtiments. On les rédigerait conformément aux « principes du droit des gens » et à « la pratique constante des nations maritimes ». Les instructions de 1845⁽¹⁾ furent annexées au traité. C'était l'interdiction aux croiseurs anglais de visiter les navires français. En cas de soupçons une chaloupe devait se détacher du croiseur anglais, contourner le navire français pour reconnaître si possible la nationalité et se retirer aussitôt que ses soupçons seraient écartés. Mais ce droit de vérification du pavillon pouvait être exercé par tout navire de guerre, sur toute la surface des mers. Les instructions britanniques étaient également très nettes et très énergiques. Les Conventions de 1831-33 étaient « suspendues » pendant 10 ans (art. 10). Elles devaient être abrogées et remplacées définitivement par la Convention nouvelle si, à l'expiration de ce terme, elles n'étaient pas remises en vigueur.

(1) Clerq, t. 5, p. 281.

Guizot pouvait être content, il venait de remporter un véritable succès diplomatique et laissait ses adversaires décontenancés. La différence entre les Conventions de 1834-33 et celle de 1845 était plus profonde que l'on a voulu le prétendre. Les Chambres ne s'y trompèrent pas. Et, quand leur furent demandés les crédits nécessaires pour l'entretien des croisières, elles les votèrent à la presque unanimité. Le traité ne fut pas renouvelé au bout de dix ans, le Gouvernement français n'ayant pas accepté les ouvertures faites par le Gouvernement anglais. L'entente franco-anglaise était néanmoins complète entre les deux pays, en 1855. Leurs troupes combattaient côte à côte en Crimée. Tout accord sur la répression de la traite ne disparaissait pas. Des instructions furent données le 31 mars 1859 aux commandants des croiseurs, arrêtés par les deux gouvernements d'un commun accord. Elles déclaraient que l'examen des papiers de bord établissant la nationalité du navire constituait la vérification du pavillon prévue en 1845 (art. 5, 6, 9). Aucun autre document ne pouvait être demandé.

En 1867, de nouvelles instructions parurent. Ce sont encore elles qui constituent le droit commun de notre marine marchande et de notre marine de guerre. Le navire marchand, soupçonné d'arborer indûment un pavillon, devait s'arrêter après double avertissement par coups de canon, l'un à blanc, l'autre à boulet. En cas de doute sérieux sur la sincérité du pavillon hissé, un officier commissionné, en uniforme, pouvait faire la vérification des

papiers, déterminés avec plus de précision par ces instructions. Ces pièces étaient le « certificate of Registry » et les « Ships articles », pour les Français « l'acte de francisation » et le « congé ». De plus, les instructions décidaient que le navire soupçonné de fraude, arrêté par un croiseur étranger, devrait être conduit le plus tôt possible au port, ou devant les autorités les plus proches de la nation dont il avait hissé le pavillon, afin que les autorités de la puissance à laquelle appartenait le pavillon pussent vérifier sa sincérité. Dans le cas d'abus ou de vérification de pavillon injustifiée, des dommages-intérêts restaient prévus pour les parties lésées. Ainsi la France repoussait toujours le droit de visite, l'examen de la cargaison et l'assimilation de la traite maritime à la piraterie. Et pourtant, malgré les violentes déclamations contre le droit de visite, il est peut-être permis de penser que ce sont des circonstances extrinsèques qui ont prédisposé la France contre lui. Il présentait déjà en 1867 moins d'inconvénients que par le passé. La mer était déjà moins déserte pour le navire de guerre tenté de commettre des abus, les moyens d'informations plus aisés, surtout si l'exercice de ce droit était limité à certains parages et à certains navires. Nous verrons encore en 1891 se manifester une grande hostilité contre lui. La raison en est surtout dans des rivalités politiques. L'exercice du droit de visite dans certains parages et dans certaines circonstances pouvait sembler constituer la manifestation d'une véritable suprématie dangereuse et insupportable.

Nous venons de voir que la France et l'Angleterre après de longues et passionnées discussions sur le droit de visite avaient dû s'arrêter à de simples instructions révocables. Un mouvement analogue s'était développé en Amérique dans les mêmes temps. Les États-Unis repoussaient le droit de visite proprement dit et celui même de s'assurer de la nationalité d'un bâtiment. Le traité du 9 août 1842 signé à Washington avec l'Angleterre manifestait clairement cette volonté de suivre leurs propres lois et de les faire exécuter par leur propre autorité, sans mettre la police des mers aux mains de l'Angleterre. Mais, ne voulant pas que leur pavillon puisse servir à couvrir la traite, ils avaient adopté d'autres moyens. Ils s'engageaient envers l'Angleterre à entretenir sur les côtes d'Afrique une escadre suffisante pour assurer l'exécution de leurs propres lois contre la traite. Cette attitude n'avait pas été sans encourager en France l'opposition contre l'Angleterre.

Bientôt cependant l'application du traité souleva des difficultés. Un conflit surgit en 1858. Les bâtiments de guerre anglais avaient reçu l'ordre, exécuté immédiatement, de visiter les navires américains dans le golfe du Mexique. Le Gouvernement fit entendre de vives protestations. Il considérait les actes incriminés comme une violation de son pavillon. Il prétendit que la surveillance sur les navires américains ne pouvait être qu'une surveillance nationale et fit ressortir le danger que courait la liberté des mers si l'Angleterre s'arrogeait la police des

mers. L'Angleterre retira ses ordres et désavoua la conduite de ses croiseurs. Lord Lyndthurst reconnaissait publiquement devant la Chambre des Communes, le 26 juillet 1858, que le Gouvernement anglais avait eu complètement tort. Il déclarait que le désaveu adressé aux croiseurs ne constituait pas l'abandon d'un droit, mais la renonciation à l'usurpation d'un droit.

La nécessité de rendre plus efficaces les mesures dirigées contre la traite amena bientôt un revirement curieux dans la conduite des États-Unis. L'Angleterre avait multiplié ses efforts pour obtenir des États-Unis le droit de visite en temps de paix. Elle le considérait comme le seul moyen de lutter avantageusement contre la traite, et d'autre part des raisons politiques devaient amener les États-Unis à renoncer à leurs traditions et les rendre moins pointilleux sur l'honneur de leur pavillon. Depuis près de deux ans les États du Nord étaient engagés contre les États du Sud dans la guerre dite de Sécession. Ils avaient prétendu que la cause de la lutte était l'esclavage auquel les Sudistes ne voulaient pas renoncer. En cédant sur un point que l'Angleterre estimait très important, ils espéraient se justifier et l'empêcher d'être partielle en faveur des insurgés déjà reconnus trop tôt comme belligérants.

C'est ainsi qu'ils furent amenés à conclure le traité du 7 avril 1862. La Grande-Bretagne et les États-Unis se concédaient la faculté réciproque de visite des navires marchands, suspects de se livrer à la traite. Le droit ne pou-

vait être exercé que par des navires de guerre expédiés *ad hoc* et pourvus d'instructions spéciales. Il était limité par l'article 1 à une certaine zone (200 milles de la côte d'Afrique et au Sud de la 32° parallèle de latitude Nord et à 30 lieues de la côte de l'île de Cuba). Les navires saisis devaient être jugés sans appel par des cours mixtes établies à Sierra-Leone, ou au cap de Bonne-Espérance et à New-York. Les coupables devaient être punis d'après les lois nationales ⁽¹⁾.

Malgré ce brusque abandon de principes par les États-Unis, l'Angleterre ne leur accorda pas ses sympathies. Elle comprit les nécessités politiques qui les avaient inspirées. La rupture fut imminente entre les deux États. Les Américains cependant n'ont pas songé à abandonner la Convention de 1862. Mais le 30 juin 1870 une Convention additionnelle a supprimé les cours mixtes pour admettre la juridiction du capturé.

L'Angleterre, encouragée par la renonciation des États-Unis à leurs anciens principes, avait continué sa campa-

(1) On a voulu prétendre tirer un argument décisif de la conduite des États-Unis en faveur du droit de visite. Mais nous ne croyons pas qu'il soit bien topique. Il se peut que la France ait cédé parfois à un sentiment trop exalté de notre point d'honneur dans la discussion du droit de visite. Il y a, en ce qui touche cette matière, des questions très complexes de politique. En fait, l'intérêt politique américain n'était pas le même que celui de la France. La traite disparue de la côte orientale d'Afrique du fait de l'abolition de l'esclavage en Amérique, s'était reportée sur la côte occidentale d'Afrique. Le droit de visite importait peu aux Américains dans ces parages. Mais notre colonisation y rendait la situation différente pour nous.

gne de traités lui concédant le droit de visite. Elle s'était liée avec tous les États dont le pavillon pouvait abriter la traite. Le 4 août 1877, une convention passée avec l'Égypte consacrait le droit de visite réciproque dans certaines régions. Mais la réciprocité n'était qu'un leurre, car l'Angleterre n'avait pas à craindre d'énergiques représentations de l'Égypte en cas de faute commise par ses croiseurs. Une stipulation prévoyait aussi des dommages-intérêts en cas d'abus de l'application de la Convention. Ces dommages-intérêts n'étaient pas prononcés par un tribunal, au contraire de ce qui existait dans les autres conventions, mais par le Gouvernement de qui relevait la victime. Des clauses spéciales visaient l'introduction ou la sortie des esclaves d'Égypte. Une Convention anglo-turque du 25 janvier 1880 renfermait des dispositions analogues. Toutefois, une nuance existait à l'article 5 dans le règlement des indemnités. Un tribunal jugeait le bien fondé ou l'abus de la visite. Mais la condamnation à indemnité n'était pas prononcée par un tribunal. Pour la Perse, un traité du 2 mars 1882 réglait la question, mais il ne limitait pas le droit de visite à une zone déterminée.

L'Italie avait déjà adhéré en 1877 à la Convention anglo-égyptienne. Le 14 septembre 1889, elle concluait à son tour une convention avec la Grande-Bretagne. Les deux puissances s'engageaient à interdire la traite à leurs sujets respectifs. Elles décidaient que la traite serait punie aussi sévèrement que la piraterie, sans toutefois

assimiler complètement les deux ordres de faits. Notamment en ce qui concerne la juridiction qui restait celle de droit commun (art. 4). Une zone limitait le droit de visite (art. 2). Des présomptions de traite étaient prévues (art. 5). Un tribunal jugeait l'abus, mais ne prononçait pas l'indemnité.

L'Angleterre, après une campagne inlassablement poursuivie pendant tout le xix^e siècle en faveur du droit de visite, semblait avoir atteint son but. Elle avait successivement engagé tous les peuples d'Europe, les États-Unis et certains peuples musulmans. Seule la France, affranchie de tout engagement antérieur, depuis 1855, restait isolée. Elle avait adopté un régime différent par des instructions rédigées en commun accord avec l'Angleterre. Malgré tout, il n'existait pas une véritable entente internationale pour la répression de la traite. Ces conventions particulières ne liaient pas entre elles toutes les puissances. Bien que consacrant des principes analogues, elles s'écartaient par certaines dispositions. D'autres, malgré leur similitude, recevaient des applications divergentes. Les zones d'exercice du droit de visite variaient suivant les conventions. En somme, l'Angleterre n'avait pas abouti à autre chose qu'à faire converger vers elle un réseau de contrats. Et toutes ces mesures restaient impuissantes à supprimer la traite. Il aurait fallu lier tous les signataires entre eux par un traité général établissant une égalité réciproque de droits et de devoirs pour assurer une répression uniforme.

Pendant que s'organisait la répression de la traite, les abolitionnistes attaquaient vigoureusement l'esclavage. Les lois avaient condamné la traite seulement pendant le premier quart du XIX^e siècle, mais l'esclavage lui-même subsistait dans toutes les colonies. Le succès de Wilberforce en 1807 n'avait pas été plus loin. Les colons opposaient en effet une résistance énergique. L'organisation du travail, disaient-ils, reposait entièrement sur les esclaves et les esclaves eux-mêmes représentaient pour leurs maîtres des prix élevés. L'abolition serait la ruine des colonies. Pourtant la secrète pensée des promoteurs de l'abolition de la traite était bien la suppression de l'esclavage, nécessaire pour amener la disparition de la traite. Mais ils croyaient que l'esclavage se tarirait de lui-même et qu'il ne fallait arriver que graduellement à la liberté. C'est ainsi que Buxton en 1823 n'osa parler que d'abolition graduelle, quand il proposa formellement l'abolition de l'esclavage à la Chambre des Communes. Canning adhéra au nom du Gouvernement à cette proposition qu'il amenda. On ne prononçait pas les mots d'abolition ni de liberté, mais le secrétaire d'État aux colonies en Angleterre adressait aux gouverneurs un programme d'améliorations précises qui devaient préparer l'émancipation. Elles furent mal accueillies. Le Gouvernement dut exiger de ses colonies ce qu'il désespérait d'obtenir de bon gré. Il créa des magistrats protecteurs des esclaves, des cours de requêtes pour les juger et améliorer leurs conditions matérielles d'existence. En 1831, il donnait l'exemple en

affranchissant les esclaves du domaine de la couronne. Enfin, le 25 juin 1833, il abolit l'esclavage, sous la condition d'une période d'apprentissage de la liberté qui devait durer jusqu'en 1840 pour les esclaves ruraux et jusqu'en 1838 pour les esclaves urbains. Une indemnité de vingt millions de livres sterling (500.000.000 de francs), que des Commissions d'arbitres nommées par la Couronne devaient répartir, était allouée aux planteurs propriétaires. Des juges spéciaux devaient protéger ces apprentis. Les pouvoirs et tribunaux locaux devaient surveiller l'exécution de la loi et les contrats. L'émancipation ne fut immédiate en 1833 que dans les Antilles anglaises. La réforme se fit sans inconvénients. Mais le parti religieux abolitionniste poussait l'Angleterre vers l'abolition absolue de la servitude. En 1838, sur proposition de lord Brougham à la Chambre Haute, elle émancipait solennellement plus de 700.000 noirs. En 1839 toutes ses colonies avaient accompli l'émancipation. Mais à ce moment le développement de son commerce et le perfectionnement de son machinisme obligeaient l'Angleterre à demander plus de coton aux États-Unis. Et tandis qu'elle affirmait sa volonté d'en finir avec l'esclavage, elle contribuait par ailleurs à l'entretenir. En effet, les Américains plus que jamais demandaient à la traite la main-d'œuvre des nègres, qui seuls cultivaient alors le coton et s'opposaient de toutes leurs forces à l'abolition.

La France, nous l'avons vu, au cours de la Révolution, avait flétri à la fois le trafic des esclaves et l'esclavage lui-même (1791-93-94).

Bonaparte au pouvoir empêcha la réalisation de ses vues par le sénatus-consulte du 30 mai 1802 rétablissant l'esclavage dans nos colonies. Mais l'attention fut à nouveau attirée sur les esclaves de nos colonies en 1830. On se borna tout d'abord comme en Angleterre à améliorer leur condition. On fit leur recensement, on leur accorda un état civil. On créa enfin leur patronage. En 1835 la marque au fer rouge était supprimée. Cependant en 1834 s'était formée à Paris une « Société pour l'abolition de l'esclavage ». Elle avait pour président le duc de Broglie, pour secrétaire l'économiste Hippolyte Passy. Son but était de faire connaître le sort des esclaves, d'attirer sur eux la pitié et d'étudier les moyens les meilleurs pour arriver à l'abolition de la traite. Mais la résistance des colons devait être aussi énergique, plus même que celle des planteurs anglais. Et le Gouvernement ne manifesta pas toujours beaucoup d'enthousiasme pour défendre la cause des noirs. Pourtant les mouvements d'opinion suscités en Europe contre l'esclavage, l'exemple des colonies anglaises auraient dû éviter cette opposition. Avec beaucoup de naïveté, en 1835, on demanda aux conseils coloniaux leur avis sur l'abolition possible de l'esclavage. Tous répondirent qu'il fallait le maintenir nécessairement, car il était pour le noir un bienfait. Ils invoquaient à l'appui de leurs conclusions les instincts de soumission de la race noire, son abaissement moral indéniable et rappelaient la malédiction biblique contre les enfants de Cham. En 1838, le 10 février, H. Passy déposait un projet de loi décidant

la libération de tout enfant qui naîtrait dans les colonies françaises et accordant à tout esclave le droit de racheter sa liberté à un prix fixé par des arbitres désignés à l'avance par l'autorité métropolitaine. Ce plan d'émancipation incomplète fut repoussé par le Gouvernement comme « inopportun, inique et inhumain ». La dissolution de la Chambre l'empêcha, malgré son désir, de mettre quand même la question à l'ordre du jour. Mais en 1839, M. Passy put soutenir au nom du Gouvernement, comme ministre des Finances, cette même proposition formulée par M. de Tracy. La Commission nommée conclut à l'abolition générale et simultanée. Le ministère passa outre les protestations des colonies le 1^{er} mars 1840. Pourtant influencé, il chercha encore des mesures dilatoires pour écarter les conclusions du duc de Broglie, rapporteur de la Commission nommée le 26 mars. Le 14 mai 1844 à la Chambre, des adversaires de l'abolition invoquèrent la longévité des esclaves ; on prétendit qu'imiter l'Angleterre serait pour nous une humiliation. Montalembert indigné riposta vigoureusement. Il retourna contre ses adversaires leurs singuliers arguments. La loi du 18 juillet 1845 fut votée, réalisant la plupart des réformes proposées en 1840 par le duc de Broglie.

Désormais, l'esclave, contrairement au Code noir, pouvait posséder (art. 3), obtenir de gré ou de force sa libération en payant sa rançon. Le droit sur la personne était transformé en droit sur le travail. L'esclave pouvait se marier. C'était le droit à la famille. Un timide essai

d'émancipation fut tenté à Mayotte, dû à l'inspiration de Schœlcher. La loi de 1845 fut suivie de plusieurs ordonnances complémentaires, prévues dans la loi de 1845 : ordonnance du 4 juin 1846 sur la discipline des ateliers, ordonnance du 5 juin 1846 sur le régime alimentaire, ordonnance du 18 mai 1846 sur l'état moral et religieux des esclaves. Les autorités coloniales firent à la loi de 1845 le même accueil qu'ils avaient fait à la loi de 1839, au projet de 1839 et aux questions de 1840. Ils la déclarèrent « Loi de désordre⁽¹⁾ », odieuse et funeste. Les conseils coloniaux la mutilèrent par leurs décrets. Les tribunaux, eux-mêmes, trop souvent, condamnèrent la loi, faisant subir un arrêt aux ordonnances en absolvant les coupables. Même poursuivi, le colon gagnait à transgresser la loi, car il n'était frappé que d'une condamnation minime. Mais ce que les colons voulaient c'était en contestant la liberté des noirs rendre plus certaine l'indemnisation. En réalité, le projet de 1839 se réduisait à diminuer le nombre des coups de fouet que pouvait recevoir un esclave, et lui assurer le droit de posséder ce qui lui appartenait, à la faculté de se racheter avec ce qu'il gagnait. Si la loi de 1845 cherchait à assurer des garanties aux esclaves, elle n'en assurait pas moins aux maîtres. Elle était indécise encore entre l'esclavage et la liberté. Ce fut donc le Gouvernement de Juillet qui prépara l'abolition. Il tarda trop à la proclamer.

(1) Cf. Wallon, *Histoire de l'esclavage dans l'antiquité*. Introduction, p. CXXVI.

La clause était bien gagnée en France, malgré toutes les résistances rencontrées. Le 4 mars 1848, le Gouvernement provisoire de la deuxième République « considérant que nulle terre française ne peut plus porter d'esclaves », décréta l'institution d'une Commission provisoire qui devait préparer « sous le plus bref délai, l'acte d'émancipation immédiate dans toutes les colonies de la République ». La Commission, constituée par arrêté du 5 mars, commença ses travaux dès le lendemain, sous la présidence de Victor Schœlcher. Henri Wallon, qui s'était employé avec ardeur à l'affranchissement, en fut le rapporteur. Malgré les récriminations des Chambres de commerce des principaux ports de France, le Gouvernement provisoire proclamait sur le rapport de la Commission l'abolition de l'esclavage « dans toutes les colonies et possessions françaises (art. 1), par décret du 27 avril 1848 ⁽¹⁾. Le décret produisait même des effets rétroactifs sur les esclaves autrefois condamnés à des peines afflictives à raison de leur condition servile. L'article 8 interdisait à tout Français, même en pays étranger, de se livrer au trafic des esclaves directement ou indirectement, ou à une exploitation sous peine de perdre la qualité de Français. Une indemnité était prévue (art. 5). Le rachat coûta 126.000.000 de francs.

Aux États-Unis se forma à Boston en 1835 le parti abolitionniste. Mais en ce pays d'esclavage on accueillait les

(1) Cf. Wallon, Introduction, p. CLXV, CLXI-CLXVII.

idées d'émancipation avec si peu de bienveillance que William Lloyd, lorsqu'il osa qualifier d'infamie l'esclavage dans le journal qu'il dirigeait *le Liberator*, fut traîné en prison la corde au cou. Cependant la population servile augmentait rapidement dans les États du Sud. Mais sous l'influence des idées libérales de l'Europe, sans cesse répandues par des hommes nouveaux et sous l'influence des presbytériens rigoristes, des Quakers Pennsylvaniens, la réaction devait bientôt se produire. L'expérience avait d'ailleurs démontré aux hommes du Nord actifs que le travail libre, pour soi ou moyennant salaire, était beaucoup plus productif que le travail nonchalant des esclaves africains. La guerre civile engagée contre les États du Sud devait prendre prétexte de l'émancipation des noirs. La victoire des États du Nord imposa l'abolition aux États du Sud et supprima du même coup les indemnités de rachat qui se seraient montées à 12 milliards. En 1865, la servitude était abolie en Amérique.

Dans les colonies portugaises, un décret de décembre 1854 proclamait l'émancipation de tous les esclaves importés depuis sa publication. Il accordait aux esclaves le droit de se racheter contre une indemnité. Les esclaves de la Couronne étaient affranchis. Mais ce n'est qu'en 1875 qu'une loi du 29 avril a complètement supprimé la condition servile dans les colonies portugaises.

L'esclavage fut maintenu plus longtemps par l'Espagne dans ses colonies. Le 4 juillet 1870, une loi affranchissait tous les enfants des mères esclaves qui naîtraient à partir

de la promulgation. L'abolition fut consacrée à Porto-Rico en 1873 et seulement en 1880 à Cuba.

L'abolition au Brésil devait s'obtenir par des voies plus pacifiques que pour l'Amérique du Nord. Ce fut un courant d'opinion et de sentiments plus fort que les intérêts qui l'amena, « une émotion nationale grandissante, qui effaça en une semaine jusqu'au souvenir de l'institution qui avait toujours tenu l'État et ses lois en vasselage ⁽¹⁾ ». Trois ou quatre coups certains ont été portés au Brésil contre l'esclavage. En 1850, Eusebio Queiroz tarit la traite alors si importante que l'on ne se souciait pas des naissances. L'esclavage, qui comptait le quart de la population, subsistait encore quand une loi du 26 septembre 1871 parut. Elle inaugurait en principe l'abolition de l'esclavage au Brésil. C'est la loi Rio-Branco. Elle déclarait libres les enfants d'esclaves nés depuis sa date. En 1885, une loi vint réduire le terme de l'esclavage à un peu plus d'une dizaine d'années. Peu après l'abolition était consommée en fait. La princesse régente de l'Empire du Brésil signait, pendant l'absence de son père don Pedro, la loi du 13 mai 1888, la « Loi dorée » comme on dit au Brésil. Elle affranchissait en un jour une race tout entière sans aucune restriction.

Ainsi avait triomphé le mouvement abolitionniste chez

(1) Compte rendu des séances du Congrès international antiesclavagiste tenu à Paris en 1900. *La lutte anti-esclavagiste au Brésil*, par M. Nabuco, p. 90.

toutes les nations chrétiennes. Des lois consacraient l'affranchissement des esclaves. Des châtimens devaient frapper quiconque porterait atteinte à la liberté de l'homme.

CHAPITRE III

La traite orientale et le mouvement africaniste.

L'esclavage en Afrique. — La traite dans l'intérieur du continent et sur la côte Orientale. — Caractères nouveaux de l'esclavage. — Ses causes particulières. — Horreur de la traite orientale. — Comment elle se pratique. — Ses résultats. — Le mouvement africaniste. — Ses causes. — Léopold II, l'Association internationale africaine de Bruxelles et l'Association internationale du Congo. — La Conférence africaine de Berlin de 1885 et l'engagement des Puissances. — Félicitations de l'Institut de droit international en 1885. — Insuffisance de l'Acte général. — Les marchés d'esclaves. — Persistance de la traite. — Nécessité d'une entente internationale. — Le blocus de Zanzibar, 1888. — Le cardinal Lavigerie et son œuvre antiesclavagiste. — Son influence. — Son projet de Conférence antiesclavagiste à Bruxelles. — Vœux de l'Institut de droit international en 1888. — Nouvelles données du problème.

CHAPITRE III

La traite orientale et le mouvement africaniste.

Après la guerre de Sécession et la défaite des États du Sud, on put croire un moment que la traite avait disparu du monde et spécialement du continent africain. Et de fait, l'abolition de l'esclavage aux États-Unis lui avait porté un coup formidable. Mais on eut tort sans doute de le croire mortel. Pourtant l'optimisme, qui se donnait alors libre cours, semblait avoir de sérieuses raisons. Les mœurs s'étaient adoucies, les moyens d'information se multipliaient et l'extension européenne pénétrait de jour en jour plus avant le mystérieux continent. L'émancipation au Brésil enfin, saluée avec tant de joie, n'était-elle pas le dernier acte du lugubre drame qui s'était déroulé depuis des siècles? Les Américains du Nord, en imposant la suppression de l'esclavage aux Sudistes vaincus, avaient du même coup tari la traite sur les côtes de l'Atlantique, dépeuplées jusqu'alors par de cruels négriers et livrées à leurs dévastations. Était-ce vraiment fini? L'esclavage avait-il disparu d'Afrique? Non, car des bruits commençaient à circuler sur le compte des musulmans d'Asie, d'Afrique, d'Europe même et sur les mœurs des peuplades

d'Afrique. Aussi les sociétés antiesclavagistes anglaises, dont le principal organe était l' « anti Slavery Reporter », ne partageaient-elles pas la quiétude générale. Elles dénonçaient l'existence de l'esclavage en Tripolitaine, en Égypte, en Turquie, en Arabie, à Madagascar, au Nord de Bornéo, au Maroc même où les marchés qui se tenaient à ciel ouvert sous les yeux des Européens, dans les villes du littoral, à Mogador, Marakesh et surtout à Tanger se continuaient dans l'intérieur.

La situation réelle avait d'ailleurs été mise en lumière par les peuples européens, portugais, espagnols, français, anglais qui avaient des établissements sur la côte d'Afrique. On parlait de Tombouctou, la puissante ville mystérieuse que René Caillé avait visitée, sous un déguisement, en 1828. On parlait aussi d'un grand lac central, le lac Tchad. Dans la deuxième moitié du siècle dernier, Anglais, Français, Allemands, Belges se partagèrent le continent comme un gâteau par tranches. Derrière les premières montagnes ou les sombres forêts, ils trouvèrent des populations plus ou moins denses ou clairsemées, des petites tribus de langues différentes, des petits rois ou sultans occupés à razzier les pays voisins. Leurs bandes complices des trafiquants musulmans et métis revenaient avec de nombreux captifs, se faisant ainsi les artisans de leur propre misère. Plusieurs missionnaires ou des explorateurs avaient pénétré assez profondément dans certaines parties jusqu'alors inconnues et leurs récits révélaient d'horribles drames. Tout cela était raconté par Living-

stone, Cameron, Stanley, Burton, Speke, Pinto, Schweinfurth, Nachtigal, Soleillet, Gordon, Bartle. L'existence de la traite et de l'esclavage était évidente. La traite avait cessé d'être coloniale et occidentale. Suivant le principe économique qui veut que l'offre suive la demande, la traite s'était reportée vers les côtes orientales pour répondre à l'incessant besoin d'esclaves manifesté par les peuples musulmans. Elle sévissait cruellement dans l'intérieur de l'Afrique, au Soudan, et sur les mers qui servaient de passages aux négriers d'Orient. La traite concentrée surtout au centre de l'Afrique, le mouvement d'exportation se faisait vers la périphérie. Presque toutes les routes aboutissaient vers la mer Rouge, le golfe d'Aden, l'Océan Indien.

C'était pour remédier à cet état de choses que l'Angleterre avait conclu avec l'Égypte en 1877, avec la Turquie en 1880, la Perse en 1882, des conventions antiesclavagistes. Le droit de visite n'étant pas suffisant, elle avait obtenu des mesures prohibitives du commerce des noirs. C'est ainsi que le Khédive s'était engagé à défendre l'importation en Égypte et dans ses dépendances d'esclaves nègres ou abyssins et leur sortie, s'ils n'étaient pas libres et affranchis. Dès 1876 elle avait de même organisé un régime de répression de la traite sur le littoral de l'Océan Indien presque en son entier, par une série de conventions passées avec les États indigènes de l'Océan Indien, avec des chefs et sultans du golfe Persique, du golfe d'Oman, du pays des Somalis

et même avec certains chefs de la côte occidentale d'Afrique. Dans tous ces traités se retrouve l'engagement d'interdire l'importation ou l'exportation des esclaves. La France depuis longtemps avait conclu quelques traités visant la protection du commerce français et la répression de la traite.

Dans l'histoire de l'esclavage s'ouvrait une phase nouvelle. Un autre esclavage remplaçait l'esclavage colonial. Il présentait des caractères différents. Il avait aussi d'autres causes.

Et, en effet, au temps de l'ancienne traite, les colons américains avaient surtout besoin d'hommes robustes, aptes à fournir au service de leurs plantations une longue et dure carrière de travail. Séparés de leur pays natal par l'immensité de l'Océan ces nègres ne songeaient pas à fuir. En Afrique les conditions n'étant plus les mêmes, l'esclavage devait surtout exploiter les faibles. L'homme adulte ne peut oublier son village qu'il tente de regagner au prix des plus dures épreuves, causant à son maître des pertes d'argent. En outre, les conditions de culture sont souvent si favorables dans certaines contrées que le travail de l'homme devient inutile. Ce fut pour ces raisons que la traite orientale rechercha surtout les femmes et les enfants. Leurs maîtres trouvaient en eux des forces suffisantes pour les travaux qu'ils devaient accomplir et des garanties de fidélité. Car, faibles et timides, ils hésitent à tenter l'évasion, dangereuse souvent et les incertitudes de la route. L'esclavagisme n'avait d'ailleurs plus

comme en Amérique le travail pour seule raison d'être. Mais il résultait surtout d'idées de luxe et de débauche. Les femmes sont encore pour tous ces motifs plus nombreuses que les hommes sur les marchés d'Afrique. L'esclave n'était pas seulement un instrument de travail ou de débauche, un objet de luxe ⁽¹⁾.

Il était aussi un article d'échange et de consommation, une monnaie. Et ceci explique la distinction des esclaves en deux catégories. Les captifs de case et les captifs de traite ⁽²⁾. Aux premiers revenaient les occupations de la maison, des magasins, des champs. Ils étaient nés chez leur maître, y avaient grandi. Quelquefois ils avaient pu se constituer un pécule, s'acheter une case, une femme. Ils n'étaient pas exposés à se voir séparer des leurs par une vente. Ils étaient attachés à la famille du maître. Au contraire, les captifs de traite jouaient le rôle de marchandises. Capturés, à la suite d'un rapt ou d'une razzia, ils avaient perdu à tout jamais famille et biens. Ils constituaient une monnaie ayant cours partout. On les échangeait contre un bœuf, une barre de sel. C'étaient eux qui faisaient les frais des festins anthropophagiques et des sacrifices humains.

Trois causes expliquent l'esclavage africain : l'agricul-

(1) Cf. Serpa Pinto, *Comment j'ai traversé l'Afrique*, ch. I, § 3, livre Gris belge, 1890, p. 77-79. Renseignements et documents recueillis pour la Conférence de Bruxelles.

(2) Piétri, *Les Français au Niger*, 1853-1883, ch. I, § 1; *La traite des esclaves en Afrique*. Renseignements et Documents recueillis pour la Conférence de Bruxelles. Livre Gris, 1890.

ture, le commerce, la religion. Il fallait des ouvriers pour cultiver le sol et lui faire produire des denrées qui demandent beaucoup de bras. Ainsi, à Zanzibar, un homme suffit à peine pour vingt pieds de girofliers au moment de la récolte des girofles. Or, beaucoup d'Africains aiment mieux combattre les hommes que de travailler. Il fallait donc un grand nombre d'esclaves pour les suppléer⁽¹⁾.

D'autre part, le commerce se fait le plus souvent par les pistes et par les fleuves. Mais les fleuves sont souvent coupés de rapides. La nécessité s'impose au piroguier de devenir porteur. Sur la piste, l'homme est encore le seul instrument de transport. Il devient une bête de somme, car le plus souvent la mouche tsé-tsé tue les bœufs, ânes et chevaux. Or, le commerce d'ivoire est considérable en Afrique.

Des raisons religieuses sont venues corroborer l'œuvre de la nature et de la barbarie. L'islamisme s'est beaucoup répandu en Afrique. Partout où se sont établies les sectes fanatiques, l'esclavage a pris une recrudescence. L'islamisme en effet favorise l'esclavage et la polygamie. Or, la société musulmane repose sur ces deux institutions. Mais le Coran défend d'imposer l'esclavage aux croyants. Il ne fallait plus songer comme autrefois les Turcs dans les régions du Caucase, des Balkans et de la Méditerranée, à enlever des blancs. Les derniers districts circassiens étaient rattachés à la Turquie. C'est ainsi que le poids de

(1) Cf. Lavigerie, *Documents*, p. 388 et suiv.

la traite retomba entièrement sur les populations fétichistes et que l'Afrique centrale devint le grand entrepôt d'esclaves du monde musulman. La polygamie a produit le même résultat. Tout bon musulman veut avoir plusieurs femmes légitimes et un grand nombre de concubines. Or, comme dans le monde musulman, il n'y a pas surabondance de femmes, on fit comme un drainage de femmes de toute l'Afrique, à ce point que dans certaines tribus il n'y avait plus assez d'hommes à force de prendre les femmes et que ces femmes durent s'arranger entre elles pour avoir un homme chacune pendant un quartier de l'année. La polygamie engendrait la polyandrie ⁽¹⁾. Et ce désir de posséder des femmes ne correspond pas seulement à la vigueur génésique de la race. Mais la multiplicité d'épouses est surtout le résultat de sentiments vaniteux. La femme correspond à un objet de luxe. C'est pour manifester leur puissance et leur richesse que les chefs musulmans ont multiplié les femmes dans leurs harems. Du même coup ils ont dû mutiler des enfants pour en faire les eunuques gardiens de leur honneur conjugal. La polygamie fétichiste était plus restreinte. Mais les chefs noirs islamisés ont par esprit d'imitation et par snobisme augmenté le nombre de leurs femmes.

Certaines croyances fétichistes ont aussi amené comme résultat l'esclavage. La mort des chefs est suivie de véri-

(1) *Bulletin de la Société antiesclavagiste de France*, n° 5 (février 89, J. Simon), p. 251.

tables hécatombes d'esclaves destinés à le servir dans l'autre monde. Pour s'attirer les faveurs des fétiches, pour éloigner leur colère, on leur offre en sacrifice des victimes humaines, le plus souvent des esclaves. De même, le cannibalisme très répandu en Afrique décime surtout les esclaves.

A ces trois besoins on peut ajouter une cause politique. La population se répartit en petits groupements essentiellement rudimentaires et belliqueux, dont les instincts de barbarie se sont développés dans la lutte permanente contre les fauves. La guerre existe à l'état endémique entre ces villages, entretenant l'esclavage, car la servitude est le lot du vaincu, quand il n'est pas supplicié ou mangé sur le champ.

Mais la traite orientale ne présentait pas seulement des causes et des caractères particuliers. Moins restreinte que la traite américaine elle était encore plus horrible. La vente de l'homme, jusqu'alors relativement limitée à cause de la longue durée du voyage maritime avec la navigation à voile, se développait. La traite nouvelle modernisée profitait des progrès de la navigation à vapeur. La traite était mise à la portée de tous. Elle était devenue pour ainsi dire le principal commerce d'Afrique. Ce n'était plus à certaines époques que l'on venait recruter des esclaves, mais la chasse à l'homme était devenue perpétuelle.

Les atrocités dont la traite était l'occasion étaient telles que Livingstone, qui le premier fit connaître à l'Europe

étonnée comment elle se pratiquait, écrivait : « Quand j'ai rendu compte de la traite de l'homme dans l'Est de l'Afrique, je me suis tenu très loin de la vérité, ce qui était nécessaire pour ne pas être taxé d'exagération ; mais à parler en toute franchise, le sujet ne permet pas qu'on exagère : amplifier les maux de l'affreux commerce est tout simplement impossible. Le spectacle que j'ai eu sous les yeux, incidents communs de ce trafic, est d'une telle horreur que je m'efforce sans cesse de le chasser de ma mémoire et sans y arriver. Les souvenirs les plus pénibles s'effacent avec le temps ; mais les scènes atroces que j'ai vues se représentent, et la nuit me font bondir, horrifié par la vivacité du tableau ⁽¹⁾ ».

Comment donc se pratiquait le commerce des esclaves et quelles en étaient les horreurs ? Les récits des missionnaires et des explorateurs africains indiquent toujours les mêmes procédés ⁽²⁾. Et voici le tableau que tous ont tracé : Les trafiquants sur des ordres reçus de Turquie ou de Perse concluent le marché. Ils envoient leurs représentants acheter des esclaves à vil prix aux souverains ou aux familles, car il n'est pas rare de voir un père vendre ses enfants. Mais le procédé de recrutement le plus usité consiste à susciter des guerres entre les tribus

(1) Dernier journal du docteur Livingstone par Horace Waller, traduction Loreau, t. II, p. 251, chap. VIII. La traite de l'homme et ses horreurs, 12 juillet 1872.

(2) Cf. Stanley, *Cinq années au Congo*, chap. 26, p. 454-60. Cf. Documents Lavigerie, p. 134.

indigènes pour acheter les vaincus ou faire soi-même la razzia. Des bandes organisées, fortes de 2 ou 300 hommes, bien armés et montés sur des chameaux surprennent les villages un peu isolés. Dissimulés dans les bois et les hautes herbes ils se jettent sur lui, quand il est endormi ou que les hommes sont partis chercher le butin de la journée. Ils mettent alors le feu aux huttes. Les malheureux épouvantés à la vue des flammes se précipitent hors de leurs cases. Les hommes à peine sortis sont fusillés, tandis que l'on s'empare des femmes et des enfants, car eux seuls constituent le bénéfice de l'expédition. Ainsi disparaît ruiné en un clin d'œil un village bien peuplé et prospère ⁽¹⁾. On supplicie ou l'on abandonne dans la broussaille les captifs sans valeur.

Alors commencent les longues marches de la caravane vers les marchés de l'intérieur ou de la côte. Les hommes sont enchaînés et bridés⁽²⁾, le cou pris dans des carcans de bois ou des anneaux de fer. Ils ont les mains liées derrière le dos et parfois les pieds entravés. Ils vont ainsi pendant des mois, pieds nus sur les sables et les rocailles brûlants du désert, à travers les hautes herbes souvent épineuses des steppes, les sentiers inondés des forêts humides et étouffantes. Les femmes, elles aussi sont enchaînées, surchargées et frappées. Pour alléger leur marche le négrier parfois saisit l'enfant qu'elles por-

(1) Cf. Stanley, ouvrage ci-dessus cité.

(2) Cameron, *A travers l'Afrique*, p. 247, d'après Documents Lavigerie, pièces justificatives, p. 708.

tent, le broye contre un arbre ou le tue d'un coup de feu, sur le sein de sa mère terrifiée. Et tous ces malheureux ont le cœur déchiré par le souvenir amer du village détruit, des parents massacrés, de la famille dispersée. Cinquante pour cent meurent au début, de fatigue et de chagrin. Quand arrive le soir, à l'étape, le repos est bien difficile sous la blessure des chaînes. On fait la distribution de quelques poignées de sorgho. Mais pour épargner les vivres un coup de barre de fer sur la nuque supprime ceux que l'œil exercé du négrier a tôt fait de discerner comme ne devant pas atteindre le but. Au bout de quelques semaines les maladies, petite vérole, dysenterie, anémie, font de nombreuses victimes. Derrière la lugubre caravane, marchent les hyènes et les chacals. Au-dessus volent marabouts et vautours. Quand un malheureux tombe de lui-même, épuisé, ou que son bourreau termine son agonie d'un coup de massue ou d'une balle dans la tête, ils se disputent son maigre cadavre. La route est jalonnée de squelettes blanchis, portant encore la fourche au cou. Pour ceux qui résistent à ces tortures physiques et à ces douleurs morales, c'est au terme du voyage le marché public au milieu des réjouissances, ou dans la maison clandestine⁽¹⁾. Les esclaves parfois engraisés pendant quelques semaines sont exposés comme des animaux. Les acheteurs pleins d'insolence circulent parmi

(1) Blue Book, 1888, p. 213-14. Documents Lavigerie, p. 29. Suivant que l'État est lié ou non par des traités antiesclavagistes.

eux, les inspectent et les palpent. Ils leur ouvrent la bouche, regardent les dents, les font courir pour voir leurs allures, examinent les jambes. Parfois on les traîne en laisse parmi la foule en criant leur prix. Les femmes nues ou demi-nues, la plupart du temps ne manifestent aucune pudeur. Et pour déprécier la marchandise, les acheteurs lancent au négrier des remarques cruelles sur les malheureux.

Certains esclaves achetés sont employés sur place. D'autres sont transportés par mer. Parfois, s'ils sont destinés à la Crète ou à la Turquie, ils sont embarqués sur de beaux vaisseaux des Compagnies ottomanes. Certains sont emmenés par terre en Perse, à travers l'Égypte. A destination des îles de la côte orientale d'Afrique, de Zanzibar ou de Pemba, on les entasse sur des boutres, espèces de chaloupes dont les plus grandes peuvent contenir jusqu'à cent esclaves. Mais la plupart sont très petits. Les malheureux sont enchaînés, accroupis, sans pouvoir se mouvoir et manquant d'air. On leur jette des boulettes de sorgho, maïs et haricots mêlés ensemble. Le mal de mer vient encore aggraver leur atroce supplice. A bord les épidémies sont fréquentes. Morts et moribonds restent enchaînés aux vivants, jusqu'à ce que les marins aient le loisir de les jeter par dessus bord aux requins qui font cortège à ces « cercueils flottants ». Ainsi sur trois esclaves embarqués, un seul arrive à destination.

Les résultats incroyables de ces campagnes esclavagistes

dépassaient de beaucoup ceux de la traite coloniale. Ce n'était plus un recrutement périodique et relativement modéré, mais une exploitation perpétuelle à la portée du moindre chef de brigands. La dépopulation de l'Afrique était rapide. Jamais la traite coloniale n'avait pris de telles proportions. Et nous pouvons nous rendre compte de ce que chaque liberté humaine vendue pouvait coûter. Caméron, que l'on ne saurait accuser de sensiblerie, disait que l'Afrique perdait « son sang par tous ses pores ». Il racontait que dans un village pour prendre 52 femmes on avait tué 1.500 habitants. Encore n'était-il à peine arrivé que quinze de ces malheureuses à destination⁽¹⁾. Livingstone disait qu'il n'arrivait pas à l'esclavage un dixième des victimes de la traite⁽²⁾. C'étaient donc cinq ou dix hommes tués pour un esclave. Stanley donnait des chiffres plus effrayants encore. Il dressait le bilan d'une expédition sur le Congo et calculait que la capture de 10.000 esclaves avait coûté la vie à 33.000 hommes. L'Afrique menaçait d'être bientôt dépeuplée. Caméron estimait que la traite causait au minimum une perte annuelle de plus de 500.000 existences. Avec de telles données, la dépopulation de l'Afrique intérieure devait être complète en cinquante ans. Le monde civilisé devait-il permettre la continuation de ce trafic?

La question humanitaire venant s'ajouter à l'intérêt

(1) Caméron, *A travers l'Afrique*, p. 247. Lavigerie, *Documents*, p. 708.

(2) Livingstone, *Exploration du Zambèze*, p. 364-65, d'après Lavigerie, *Documents*, p. 704.

économique en 1874 devait déterminer en Europe un mouvement africaniste très prononcé. Sans doute l'intérêt porté aux malheureux noirs, pour lesquels voyageurs et missionnaires avaient appelé la pitié, contribua beaucoup à attirer l'attention vers l'Afrique. Mais le mouvement fut surtout occasionné par la crise industrielle due à la surproduction, crise augmentée, sinon déterminée par les législations douanières très protectrices alors. Il fallait chercher de nouveaux débouchés. L'Afrique par sa proximité de l'Europe, et d'ailleurs peu peuplée, semblait toute indiquée comme marché universel. Sa civilisation était encore rudimentaire. Les nations se tournèrent vers elle.

Le roi des Belges, Léopold II, jugeant le moment favorable pour l'ouvrir à la civilisation se mit à la tête du mouvement. Il avait pensé depuis longtemps à son œuvre civilisatrice et économique. Dès 1861, il exposa ses vues sur l'Afrique dans une brochure qui fit grand bruit, « Le complément de l'œuvre de 1830 ». Il se mit en rapport avec les explorateurs, les géographes et les philanthropes. Le 12 septembre 1876⁽¹⁾ il commençait à exécuter son vaste plan en réunissant sous sa présidence et dans son propre palais une « Conférence géographique », où furent convoqués savants et hommes d'État. De cette conférence sortit l'« Association internationale africaine » de Bruxelles. Son but était de réprimer la traite et d'ou-

(1) Cf. Thèse de M. G. Blanchard, Grenoble, 1889, *Étude sur la formation et la constitution politique de l'État indépendant du Congo* (chap. 1).

vrir l'Afrique centrale à la civilisation. Un Comité international composé de tous les présidents des sociétés de géographie, et présidé par le roi des Belges, représentait l'Association. C'était l'autorité suprême de l'Association. Le Comité exécutif, organe permanent, assurait la marche des affaires entre les sessions de la Commission internationale. Au-dessous existaient pour chaque nation des Comités nationaux destinés à vulgariser l'œuvre. Les ressources de l'Association devaient être destinées à la création en Afrique de centres d'exploration et d'influence. Des stations scientifiques et hospitalières étaient prévues et des stations civilisatrices fondées sur certains points importants devaient par leur influence supprimer la traite des esclaves. Les chefs de ces postes armés devaient trancher les différends qui surgiraient entre les indigènes, instruire les nègres pour résister aux traitants et protéger toutes les missions qui s'établiraient autour d'eux, à quelque religion chrétienne qu'elles appartiennent. Mais bientôt l'Association devait perdre en fait son caractère international. Elles n'eut qu'un demi-succès. Les Comités nationaux ne purent souvent réunir les fonds nécessaires à l'exécution du plan. Les sociétés africaines au contraire échappant à l'influence de l'Association obtenaient des subventions de leurs Gouvernements. Les drapeaux français, belges, anglais, supplantaient le drapeau bleu à étoile d'or de l'Association. Pendant ce temps le Comité belge et le roi Léopold subventionnaient des expéditions en Afrique. L'œuvre prit alors un caractère sensiblement

différent. Vers 1878, Léopold ajouta des préoccupations d'ordre politique et économique à ses vues philanthropiques. Son but fut dès lors de s'approprier le bassin du Congo que Stanley venait d'explorer et d'y établir un monopole commercial. Ce fut l'œuvre du « Comité d'études du Haut-Congo » qui se forma alors à Bruxelles le 26 novembre 1878. Le roi Léopold en fut le président, Stanley un de ses organisateurs. Stanley repartit bientôt en Afrique au nom du Comité d'études. Les deux associations : Association internationale africaine et Comité d'études du Congo se fondirent, en 1882, en une autre association dite « Association internationale du Congo ». Le roi des Belges en prit la présidence. Ce n'était plus comme l'Association africaine une société internationale, mais une société privée. Ses visées étaient moins vastes, si son but restait le même. Le roi des Belges voulait concentrer ses efforts sur un seul point. Alors se succédèrent les expéditions. De nombreux officiers belges de 1881 à 1884, sollicitèrent leur mise en disponibilité pour partir en Afrique. Des savants et des voyageurs se joignirent à eux. L'enthousiasme fut grand. Le bassin du Congo fut sillonné en tous sens. Des stations s'établirent depuis Zanzibar au Tanganika. L'Association internationale du Congo aspirait à jouer un rôle politique. Elle passa des traités avec les souverains indigènes. On admit qu'elle pouvait acquérir des territoires pour son propre compte et avoir sur eux une souveraineté absolue. L'Association devenait une véritable puissance. Et quand se rencontrèrent sur les hauts

plateaux équatoriaux les représentants de l'Association venant des bords de l'Atlantique ou des rives de l'Océan Indien, le territoire était reconnu occupé. Pourtant la France et le Portugal contestèrent les droits de l'Association sur ses possessions. Une Convention intervenue entre l'Angleterre et le Portugal souleva les protestations de l'Allemagne et de la France. Pour éviter les difficultés, nées des compétitions territoriales entre les différentes puissances européennes dans la région du Congo et pour régler d'une façon définitive la situation de l'Afrique centrale, l'Allemagne, d'accord avec la France, provoqua une Conférence à Berlin, en novembre 1884. Cette Conférence traça les limites du bassin conventionnel du Congo. Pour que l'acte qu'elle venait de proclamer ne demeurât pas lettre morte, elle souhaitait la création d'un État nouveau, capable de faire respecter ses décisions et de s'opposer aux convoitises des puissances. L'Association obtint son entrée dans la communauté internationale par une série de traités successifs. Le 22 avril 1884 une Convention passée avec les États-Unis reconnaissait le drapeau de l'Association à « l'égal de celui d'un Gouvernement ami ». Le traité passé avec le Gouvernement allemand, le 8 novembre 1884, allait plus loin encore. Le Gouvernement allemand se déclarait prêt à reconnaître « les frontières de l'Association et du nouvel État à créer, telles qu'elles sont indiquées » (Art. 5). C'était sans aucun doute une reconnaissance formelle. Au cours du Congrès, les traités passés par la société avec les diverses nations

lui apportèrent cette reconnaissance. Le 5 février 1885, la France et le 14 avril 1885 le Portugal réglaient leurs différends avec l'Association du Congo, dont ils reconnaissaient le drapeau comme celui « d'un Gouvernement ami ». L'Association n'avait pas été admise à avoir un représentant à la Conférence. Mais son président, le colonel Stauch, notifia son entrée dans la vie internationale, le 23 février 1885 (Arch. dipl., 1885, t. 3, p. 269-270). Conformément à l'article 37 de la déclaration finale de l'acte de Berlin, qui prévoyait la faculté d'adhésion à l'acte par un acte séparé, le 26 février 1885, le président de l'Association écrivit à Bismarck pour lui signifier l'adhésion de l'État du Congo. Le 2 mai parut au *Moniteur officiel belge*, sous forme de loi l'autorisation donnée par les Chambres au roi Léopold II de prendre la couronne du nouvel État. Le 20 mai, le roi proclama dans un décret l'existence du nouvel État et son accession personnelle au trône.

L'acte de Berlin du 26 février 1885 constituait avant tout, un accord relatif à la liberté du commerce et de la navigation dans toute l'étendue du bassin conventionnel du Congo. Toutefois on entendait faire une exception pour le commerce des esclaves. Bismarck ⁽¹⁾ dans son discours d'ouverture de la Conférence exprimait, au nom du Gouvernement impérial, cette nécessité d'abolir l'esclavage et

(1) Protocole I, 15 novembre 1884. Cf. Lavigerie, *Documents*, p. 656, pièces justificatives.

surtout la traite africaine. Les plénipotentiaires des autres pays donnèrent leur adhésion à ses paroles, au nom de leurs Gouvernements. Le représentant de l'Angleterre aurait voulu que la Conférence fit un acte spécial ⁽¹⁾, réglant le droit international en matière de traite et constituant un Code universellement applicable. Mais si le baron de Lambermont ⁽²⁾, plénipotentiaire belge, avait condamné l'esclavage et la traite, il concluait à la nécessité de prendre des ménagements en ce qui concerne l'abolition. De plus, la résolution anglaise dépassait le but assigné à la Conférence par les puissances. On dut se contenter d'insérer dans le texte de l'Acte général ⁽³⁾ du 26 février 1885 deux dispositions relatives à la traite. Toutes les puissances ayant des droits de souveraineté ou une influence dans le bassin conventionnel « s'engageaient à concourir à la suppression de l'esclavage et surtout de la traite des noirs ». Elles considéraient comme un devoir d'associer à leur œuvre de pénétration les indigènes, elles veilleraient à leur conservation et « à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence » (art. 6) ⁽⁴⁾. Elles reconnaissaient dans l'article 9 ⁽⁵⁾, conformément au droit des gens, l'interdiction de la traite et des opérations qui sur terre ou sur mer l'alimen-

(1) Protocole VI. Séance du 22 décembre 1884. Cf. p. 663, documents Lavigerie.

(2) Protocole IV, 1^{er} décembre 1884. Ouvrage cité, p. 661.

(3) Archives diplomatiques, année 1886, 2^e série, t. 18, p. 257 et suiv.

(4) P. 261.

(5) P. 262.

tent. Les territoires du bassin conventionnel ne pouvaient servir de marché, ni de voie de transit pour la traite des esclaves « de quelque race que ce fût ». Elles s'engageaient par tous les moyens en leur pouvoir, à mettre fin à ce trafic et à punir ceux qui s'y livreraient.

Ainsi donc le roi des Belges avait réussi à concilier ses sentiments philanthropiques avec ses intérêts politiques et le 8 septembre 1888, l'Institut de droit international, dans sa session de Bruxelles⁽¹⁾, pouvait lui voter une adresse de félicitations pour avoir ouvert le Congo à l'humanité. Un progrès était réalisé sur les traités de Vienne et de Vérone. Car l'Acte de Berlin ne se contentait pas de viser la répression de la traite sur mer. Le premier, il la prohibait sur terre. Malheureusement il limitait la surveillance au bassin conventionnel du Congo. Restait à organiser de bonne foi les moyens pratiques de répression et de résistance au fléau. La Conférence de Berlin ne s'était pas préoccupée de les étudier.

C'étaient des principes posés, mais rien de plus. En effet, trois ans après cette conférence, on constatait⁽²⁾, d'après les calculs les plus modérés que 80.000 noirs par an s'écoulaient vers des marchés à esclaves installés ouvertement. 1° Au Maroc, où l'esclavage avait conservé son caractère d'institution légale. Des esclaves souda-

(1) *Annuaire de l'Institut de droit international*, t. 8, 1885-86, p. 17, 18.

(2) Cf. Livre Gris belge. Introduction, ch. IV. Cf. Lettre Lavigerie, 23 juillet, 1888. Documents, p. 76.

niens y étaient introduits en grand nombre. 2° Sur les confins de l'Algérie et de la Tunisie. 3° En Tripolitaine, d'où les esclaves étaient exportés ostensiblement vers les marchés d'outre-mer, par Tripoli et Bengazi. 4° En Égypte, où l'infiltration clandestine se produisait par la frontière méridionale de Libye, malgré les progrès accomplis dans la législation du pays depuis les arrangements de 1875. 5° Au Sahara et dans les oasis du désert de Libye, grâce surtout à la confédération politico-religieuse des Senusya. 6° En Arabie, principal débouché de la traite, malgré la surveillance des croisières, à la faveur des pèlerinages de La Mecque. 7° En Turquie d'Asie et d'Europe. 8° En Perse. 9° Sur un grand nombre de points situés entre les grands lacs et la côte de Zanguebar. 10° Dans le pays des Zoulous. 11° A l'intérieur de l'Afrique équatoriale et sur les hauts plateaux des grands lacs. Les bandes esclavagistes, pénétrant partout derrière les explorateurs et missionnaires, en rangs serrés, semaient la mort. On pouvait montrer aisément sur la carte d'Afrique le nombre croissant des provinces qu'ils avaient dévastées et des contrées riantes qu'il transformaient peu à peu en déserts ⁽¹⁾. Le cardinal Lavigerie put soutenir que sur aucun point du globe on n'avait jamais vu pareil massacre. Il put répéter partout la question, que Cameron lançait au monde civilisé, de savoir si l'on devait permettre la continuation d'un trafic qui causait à l'Afrique au

(1) Cf. Documents Lavigerie, carte annexée.

minimum une perte annuelle de 500.000 existences et écrire qu'en moins de 50 ans l'Afrique serait dépeuplée, si la Conférence de Berlin n'était pas sanctionnée par des actes. La nécessité d'une entente internationale se faisait dès lors sentir davantage. Car la traite existait toujours plus cruelle. Si elle était obligée de se cacher, ses victimes n'en étaient que plus malheureuses. Les nègres, entassés à fond de cale sous des bâches, étaient embarqués sur des barques arabes (boutres, dhows) qui la nuit abordaient les côtes d'Arabie, après avoir trompé la surveillance des trop rares croiseurs français ou anglais, pour être dirigés ensuite vers toute l'Asie. Il fallait, après un accord commun, agir sur les puissances musulmanes. Beaucoup n'avaient pas encore consenti à l'abolition de la traite. Les bateaux à vapeur de la Compagnie Mahsoussé emportaient ouvertement des esclaves d'Afrique en Crète et en Turquie, malgré la prohibition du trafic⁽¹⁾. D'ailleurs les autorités chargées de la surveillance laissaient s'accomplir ce trafic. Quelques piastres pouvaient apaiser leurs scrupules et leur faire considérer comme des pièces authentiques les faux certificats de libération dont on munissait les noirs ignorants et incapables de protester.⁽²⁾ Ne savait-on pas l'existence à Messfoua (Maroc) d'un vaste établissement de préparation des eunuques du Sultan, préparation qui coûtait la vie à 28/30 des enfants mutilés. En vain la

(1) Documents Lavigerie, p. xxxi, d'ap. Blue Book, 1888, p. 193.

(2) Documents Lavigerie, p. xxvii, d'ap. Blue Book, 1888, p. 125.

Société antiesclavagiste anglaise avait écrit au Sultan que Mahomet défend la mutilation. Sa Majesté Schérifiennne répondit que la réforme de l'esclavage n'était pas nécessaire et invoqua la douceur des mœurs de ses sujets ⁽¹⁾.

Il était établi que la traite se pratiquait surtout par la côte orientale de l'Afrique, par la mer Rouge, par le golfe Persique. Or l'acte de la Conférence africaine visait le commerce des esclaves s'opérant dans les régions terrestres et la traite maritime sur la côte Ouest de l'Afrique. Il fallait faire plus. Il fallait créer un régime de police, rigoureux à l'origine et sur tout le parcours de ce trafic, fermer les débouchés ordinaires, empêcher l'offre en supprimant la demande et rendre inutiles les razzias accomplies à l'intérieur du continent en rendant impossibles les ventes à l'intérieur.

Une première tentative eut lieu en novembre 1888 ⁽²⁾. L'Angleterre et l'Allemagne rencontraient alors des difficultés dans leurs possessions sur la côte orientale d'Afrique. Bismarck provoqua une entente entre les puissances maritimes. Il fit ressortir que les marchands d'esclaves exerçaient d'autant mieux leurs brigandages qu'ils étaient davantage pourvus d'armes et de munitions (Livre Blanc, 1888). Empêcher plus efficacement que jusqu'à ce jour l'importation des armes dans ces régions, d'autre part arrêter l'exportation des esclaves, ce serait exécuter les promesses faites par les articles 6 et 9 de l'Acte général de

(1) Documents Lavigerie, p. xxxiv, d'ap. Blue Book, 1888, p. 173.

(2) Cf. *Rev. de dr. intern.*, 1889, p. 194 et 200. Rolin Jaecquemyns.

1885. Le meilleur moyen devait être le blocus effectif de la côte orientale d'Afrique par voie d'entente internationale. Le sultan de Zanzibar donna son consentement. L'entente se fit sans peine entre l'Allemagne et l'Angleterre par un échange de notes des 3 et 5 novembre 1888. Le Portugal consentit à ce que la côte portugaise fût comprise dans le blocus. Crispi accepta au nom de l'Italie avec empressement. Mais, comme l'Allemagne et l'Angleterre désiraient que leurs navires de guerre pour rendre le blocus efficace aient le droit de visiter et au besoin d'arrêter tout vaisseau suspect sous quelque pavillon qu'il navigue, la France n'accéda pas à l'invitation aussi aisément. Le ministre des Affaires étrangères, Goblet, rappela à la Chambre le 19 novembre 1888 nos traditions et les discussions passionnantes de 1841. La France ne prit pas part officiellement au blocus. Mais elle a contribué à en assurer l'efficacité en envoyant un bâtiment spécialement affecté à la surveillance du pavillon français, afin d'empêcher qu'il ne serve au trafic des esclaves sur la côte de Mozambique par les moyens des petits boutres arabes francisés à Mayotte et à Nossi-bé, comme on le lui démontrait. Le Congo et les Pays-Bas prirent sur leurs territoires des mesures propres à empêcher les trafiquants d'esclaves de s'y pourvoir d'armes et de munitions. Sept puissances avaient coopéré au blocus bien que d'une manière différente. L'entente des puissances était la reconnaissance d'un devoir collectif. Le blocus constituait une mesure de police internationale.

Il dura du 2 décembre 1888 au 1^{er} octobre 1889. Il y avait eu rivalité coloniale entre l'Allemagne et l'Angleterre. Le but de l'audacieuse marche de Stanley à la recherche d'Enim Pacha semblait avoir été surtout l'extension coloniale de l'Angleterre au centre de l'Afrique. Le blocus servit des intérêts politiques. Sous prétexte de réprimer la traite, les puissances commirent des actes qui ne concernaient pas cette répression. L'Italie prétendait étendre son protectorat sur l'Abyssinie. L'Allemagne voulait affermir sa puissance sur le territoire de Zanzibar dont les populations venaient de se révolter. L'Angleterre ne voulait pas se laisser supplanter par l'Allemagne et cherchait la suprématie commerciale. L'Allemagne l'accusa d'avoir profité du blocus pour saisir des esclaves ⁽¹⁾ et les envoyer dans ses colonies où ses colons les louaient pour deux ou trois ans, au lieu de les retourner dans leurs tribus. En revanche il y eut des bombardements sans raisons sérieuses, des vies européennes exposées inutilement. Les résultats les plus clairs du blocus furent la ruine du commerce à Zanzibar et l'anéantissement de l'autorité du Sultan sur la terre ferme. La convention de Londres et une déclaration concordante des Gouverne-

(1) L'Angleterre nous accusa de même de favoriser le commerce des esclaves entre Mozambique et Madagascar. Sous ce prétexte elle fit visiter avec une insistance déplacée des navires des Messageries maritimes allant de Marseille à Madagascar. C'est pour faire cesser ces bruits, que M. Le Myre de Villers demanda au premier ministre de Madagascar de proclamer par un décret la liberté de tous les esclaves mozambiques venant à Madagascar (décret du 8 mars 1889).

ments français, allemand, anglais, garantissaient les possessions du Sultan. L'administration était mise en ferme, mais les fermiers ne devaient pas disparaître à l'expiration du terme fixé. La cause des noirs risquait de rester longtemps encore soumise aux questions politiques et subordonnée aux intérêts économiques. Mais, si jusqu'alors la recrudescence de la traite et les excès des négriers n'avaient guère été connus que des sociétés savantes et des chancelleries, l'opinion allait devenir plus attentive aux choses d'Afrique et s'enflammer aux appels des vrais philanthropes. Après la Conférence de Berlin un véritable assaut avait été donné à l'Afrique. On sut alors toute l'étendue des maux engendrés par la traite, leur cruauté, le redoublement de leur intensité. Les lettres des explorateurs et des missionnaires apprirent que l'esclavage dans l'intérieur de l'Afrique devenait chaque jour plus horrible et que la traite avait redoublé d'intensité avec les expéditions des bandes de musulmans, de métis et même de nègres. Les populations sans défense étaient incapables de lutter contre les brigands.

Toute femme ou tout enfant s'écartant à dix minutes de son village risquait fort d'être enlevé ⁽¹⁾. Et les conséquences de cet abominable trafic étaient telles que le père Guillemé, missionnaire du Tanganika, pouvait écrire au cardinal Lavigerie, qu'à Oudjiji les esclaves mouraient en

(1) Documents Lavigerie, p. 53, en note.

si grand nombre que leurs cadavres étaient abandonnés aux portes de la ville aux hyènes et aux oiseaux de proie. « Mais cette année le nombre des morts est si considérable que ces animaux ne suffisent plus à les dévorer, ils sont dégoûtés de la chair humaine !... ⁽¹⁾ » Le zèle des négrophiles redoublait à ces récits. Cela se traduisait souvent par des quêtes suivies de distributions de bibles. Mais Lavigerie devait bientôt se faire le propagateur des idées antiesclavagistes et obtenir des résultats plus pratiques. Archevêque d'Alger et de Carthage, il connut les souffrances des noirs et nul ne fut plus vivement ému que lui. Il entreprit la guerre à l'esclavage. Dès 1878, il avait fondé dans ce but un séminaire à Kouba d'où devaient sortir ses auxiliaires les Pères Blancs. Au mois de février 1888, il écrivait au Pape pour placer sous ses yeux le tableau de l'esclavage africain et le supplier de prendre en mains la cause de l'abolition de la traite. Le 5 mai, Léon XIII adressait ses félicitations aux évêques du Brésil ⁽²⁾ pour l'abolition de l'esclavage dans leur pays. Il se réjouissait avec eux de l'acte de la Régente. Mais dans cette même Encyclique, il dénonçait les maux dont souffrait l'Afrique. Il terminait en adjurant les chefs d'États d'unir leurs efforts pour réprimer la traite, qu'il appelait « le plus honteux et le plus criminel de tous les trafics ». Peu de temps après il chargeait le cardinal Lavige-

(1) *Ibid.*, p. 106.

(2) Encyclique *In plurimis*. Documents Lavigerie, p. 1.

rie de prêcher une croisade pacifique en faveur des noirs. Lavigerie entreprit aussitôt un voyage à travers l'Europe, prêchant publiquement à Saint-Sulpice, à Londres, à Bruxelles, en Hollande, en Italie, et suscita l'émotion et l'enthousiasme. Il se mit en route sans retard. Quelques semaines seulement après sa réception au Vatican, il avait parcouru dans une course haletante les principales villes de l'Europe, Paris, Londres, Bruxelles, Naples, Rome, Milan, et partout il avait redit les appels de Léon XIII. Partout il souleva l'indignation et la « colère du monde » ⁽¹⁾. Le 31 juillet 1888, le meeting tenu à Londres à Princess Hall ⁽²⁾, sous la présidence de lord Granville, votait à l'unanimité une résolution appuyée par Cameron invitant le Gouvernement de Sa Majesté à s'entendre avec les autres pouvoirs européens pour arriver à l'abolition du commerce des esclaves.

Après huit mois de prédications, au cours desquelles il avait retracé en traits vigoureux les scènes décrites par les explorateurs et les missionnaires, ou de communications ininterrompues, il avait réussi à organiser en Europe son œuvre antiesclavagiste. Pour éviter les rivalités et les compétitions fâcheuses, il la constitua par nationalités distinctes. Il créa dans les capitales des divers pays des Comités nationaux indépendants les uns des autres. Ils devaient chercher leurs ressources dans leurs nations res-

(1) Suivant ses propres expressions. Conférence faite à Bruxelles en 1888 le 15 août. Documents, p. 119.

(2) Documents Lavigerie, p. 117, en note.

pectives et les employer aussi au profit exclusif de l'influence de leurs nations propres. La pensée de l'abolition de la traite africaine et de l'esclavage restait commune entre eux et devait maintenir l'unité et la solidarité de l'œuvre. Une direction générale existait toutefois à Paris nominalelement.

Avec un zèle infatigable, le Cardinal mena la campagne antiesclavagiste forçant l'attention des Gouvernements avec lesquels il entrait en relations et les sollicitant d'étudier à nouveau la question de la traite. Le 22 août 1888, il écrivait au prince de Bismarck et lui signalait le marché d'esclaves d'Udjiji dont il sollicitait l'anéantissement par les troupes allemandes. Peu de temps après, le 15 décembre 1888, le Reichstag allemand adoptait la motion Windhorst en faveur d'une entente internationale pour combattre la traite. Il avait eu l'intention de réunir à Bruxelles un Congrès international antiesclavagiste pour préparer la solution de certaines questions délicates : mais déjà les Gouvernements avaient compris que l'heure était venue de compléter l'œuvre des Congrès antérieurs par la réunion d'une Conférence que l'on parlait déjà de réunir à Bruxelles. Par déférence pour le roi Léopold et pour l'Assemblée, Lavigerie convoqua son Congrès à Lucerne pour le 4 août. Il avait préparé un programme très important. Mais la maladie du Cardinal, l'agitation d'une importante période électorale en France, firent ajourner sa réunion (1). Une autre raison, que l'on n'a pas dite à ce

(1) Cf. Documents Lavigerie, p. xv. Lettre à Léopold. Note.

moment, mais que chacun soupçonnait, c'est que l'on redoutait les récriminations contre le blocus de Zanzibar et les dissentiments. Les motifs qui avaient conduit à Zanzibar les escadres avaient dévié. On pouvait craindre les déviations au Congrès de Lucerne.

Le 8 novembre le Cardinal adressait à Léopold II une lettre très documentée exposant le but de l'œuvre anti-esclavagiste et lui faisant hommage des Documents qu'il publiait à l'occasion de la Conférence de Bruxelles. Le 19 mars 1890 il dénonçait encore du fond du Sahara au président de la Conférence de Bruxelles⁽¹⁾ les dangers que les sectes religieuses musulmanes faisaient courir à l'Afrique. Il ne se contenta pas seulement d'unir les forces de l'Europe et d'aider les Gouvernements par son œuvre antiesclavagiste. Il rêva longtemps de fonder au Sahara et au Soudan un ordre de religieux soldats assez semblable à l'ordre de Malte et qu'il appelait dans ses projets « Les frères du Sahara »⁽²⁾.

L'action de Lavigerie avait été féconde. Il avait éveillé l'attention de l'Europe et par conséquent celle du monde. Il fallait réunir les bonnes volontés éparses. C'est à la suite de la Conférence qu'il avait faite à Londres et de la résolution adoptée le 31 juillet 1888 par le Meeting que la « British and Foreign Anti Slavery Society » s'adressa par Sydney Buxton au Parlement anglais pour provoquer

(1) Lettre. Impr. A. Jourdan, Alger, 1890.

(2) Cf. Lettre à M. Keller, 25 mars 1890. Impr. Belin, Saint-Cloud, 1890.

une entente entre les puissances en vue de la suppression de l'esclavage. Le 17 novembre, lord Salisbury chargeait lord Vivian, ministre de Sa Majesté Britannique à Bruxelles, de proposer au roi des Belges de prendre l'initiative d'une Conférence antiesclavagiste. La proposition fut acceptée. Mais à ce moment les établissements allemands rencontraient des difficultés sur la côte orientale d'Afrique et sur l'avis même de lord Salisbury le projet fut ajourné. En mai 1889, le Gouvernement belge fit des ouvertures à plusieurs puissances en vue de la réunion d'une Conférence. Puis il convoquait à Bruxelles pour le 15 octobre 1889⁽¹⁾, les représentants de tous les Gouvernements du Congrès de Berlin de 1885 et les représentants de l'État indépendant du Congo. Le but était de « rechercher en commun » et d'arrêter un plan de conduite pour « mettre un terme aux crimes et dévastations qu'engendre la traite des esclaves africains et protéger efficacement les populations aborigènes de l'Afrique⁽²⁾ ». Les puissances devaient « compléter » les résultats obtenus par les décisions prises jusqu'à ce jour par elles et pour que leur œuvre nouvelle fût efficace il fallait en garantir l'accomplissement par des mesures appropriées.

Déjà l'Institut de droit international, dans sa session de Lausanne, avait sur la proposition de M. Engelhardt,

(1) Lettre circulaire de Léopold II aux puissances, lue par le baron de Lambermont, le 19 novembre 1889. Conférence, protocole II.

(2) Préambule de l'Acte général de Bruxelles. Annexe au protocole, XXXIII.

dans une déclaration relative aux occupations de territoires, approuvé les solutions adoptées par la Conférence de Berlin et émis des vœux en faveur de l'abolition graduelle de l'esclavage par chaque puissance dans les territoires soumis à son autorité (art. 8). — Il fallait interdire la traite et empêcher l'introduction des instruments des négriers (art. 9). — Réglementer et contrôler le débit de boissons fortes (art. 10). — Veiller à la conservation des populations indigènes et protéger les institutions créées à ces fins⁽¹⁾ (art. 6).

Les faits s'étaient modifiés. Il devenait nécessaire plus que jamais de réprimer la traite, mais il semblait qu'il devait être plus facile d'organiser l'action collective. Le problème se présentait sous un jour nouveau. Et en effet la zone de traite maritime était nettement circonscrite entre la mer Rouge, le golfe Persique et la côte africaine jusqu'à Madagascar⁽²⁾. Le trafic avait presque cessé sur la côte orientale. La traite, de plus, ne se pratiquait plus comme en 1841 par des navires de grandes dimensions et sous les pavillons d'États européens ou américains, mais presque exclusivement sur des dhows ou boutres indigènes⁽³⁾. Et comme les régions désignées étaient alors presque entièrement occupées par les puissances européennes, il devenait possible pour les puissances souveraines ou protectrices de couper les communications aux négriers, d'em-

(1) *Annuaire de l'institut de dr. int.*, 1889, t. 10, p. 201.

(2) Cf. protocole II de la Conférence. Rapport de lord Vivian.

(3) Annexe au protocole X. Rapport de M. de Martens, projet de traité.

pêcher leur embarquement et leur débarquement par une active surveillance. Du même coup cela devenait une obligation à leur charge.

Ainsi les puissances s'étaient formellement engagées quant aux principes. Les Congrès de Vienne et de Vérone avaient enregistré des principes généraux. La Conférence de Berlin confirmait ces principes et les appliquait au bassin conventionnel du Congo. La Conférence de Bruxelles devait faire produire tous ses effets à l'engagement contenu dans l'acte de Berlin et concerter les moyens efficaces pour substituer l'action collective à l'action individuelle, « tout en respectant les droits et intérêts des puissances non encore liées par des traités » contre la traite⁽¹⁾.

(1) Rapport de la Commission de la traite maritime ; annexes du protocole X.

DEUXIÈME PARTIE

LA CONFÉRENCE DE BRUXELLES L'ACTE GÉNÉRAL DU 2 JUILLET 1890 ET SES RATIFICATIONS

CHAPITRE IV

L'organisation de la Conférence.

Le caractère de la Conférence. — Sa composition. — Ses causes de difficultés. — Son procédé. — Son cadre : Le Livre Gris. — Sa méthode : Les commissions d'études.

CHAPITRE IV

L'organisation de la Conférence.

Les plénipotentiaires des Gouvernements, primitivement convoqués pour le 18 octobre 1889, se réunirent en Conférence à Bruxelles le lundi 18 novembre, à 2 heures après midi. La plupart des puissances civilisées y étaient représentées sans distinction de religion. Il y avait des États d'Europe, d'Asie, d'Afrique, les États-Unis d'Amérique, catholiques, protestants, schismatiques et musulmans ⁽¹⁾. Il ne s'agissait pas de régler des questions politiques. Mais bien des questions juridiques et humanitaires. C'est ainsi que des puissances n'ayant pas d'intérêts directs en Afrique étaient venues à Bruxelles, tels les États-Unis et la Perse. Le caractère philanthropique de la Conférence fut mis en lumière à la 1^{re} séance plénière par le prince de Chimay, ministre des Affaires étrangères de Belgique. C'est « au nom de la confraternité des peuples, au nom de la civilisation, dans un but humani-

(1) 3 États musulmans : Turquie, Perse, Zanzibar; 6 protestants : Allemagne, Angleterre, Danemark, Suède, Hollande, États-Unis d'Amérique; 1 schismatique : Russie; 6 catholiques : France, Belgique, Autriche, Italie, Espagne, Portugal, plus un 17^e État, l'État indépendant du Congo.

taire des plus élevés..... », dit-il, que les puissances ont répondu à l'appel de son Roi, pour rechercher en commun les moyens les plus propres à amener la suppression de la traite des esclaves et « dans un esprit de conciliation » (Actes de la Conférence, protocole 1).

La Conférence comprenait des plénipotentiaires et des délégués. Certaines nations avaient, en effet, envoyé avec des diplomates des hommes ayant des connaissances spéciales pour éclairer au sein des Commissions les questions d'ordre technique que les diplomates seuls auraient été incapables de résoudre. La France était représentée par M. Bourée, ministre de France à Bruxelles et par M. Cogordan, ministre plénipotentiaire, sous-directeur au ministère des Affaires étrangères à Paris. Les délégués étaient le contre-amiral Humann et le docteur Ballay, ancien lieutenant-gouverneur du Gabon et Congo français, M. Deloncle, sous-chef de cabinet du sous-secrétaire d'État du ministre des Colonies, à Paris, M. Lacau, consul à Zanzibar. La Belgique représentée par le baron de Lambertmont et par M. E. Banning, directeur général au ministère des Affaires étrangères, s'était contentée d'un délégué, M. Léon Arendt, directeur général au ministère des Affaires étrangères. L'élément juridique était dignement, mais insuffisamment, représenté par un plénipotentiaire russe, M. de Martens, membre de l'Institut de droit international. Un secrétariat était constitué, comprenant des secrétaires et des secrétaires-adjoints. La présidence, offerte dans la première séance au prince de Chimay, fut

déclinée par lui en faveur du baron de Lambermont.

On pouvait fonder de sérieuses espérances sur la marche et sur l'issue d'une Conférence composée de membres aussi bien choisis. D'autre part elle était soutenue par la sympathie et les encouragements universels. Pourtant, on put craindre longtemps que l'on n'aboutirait pas à une entente efficace et que la charte pratique d'émancipation des populations africaines ne verrait pas le jour. « C'est qu'en effet le mal est profond, les remèdes difficiles et complexes », disait le président de la Conférence (Protoc. I, p. 12). Des assemblées illustres s'étaient réunies déjà pour poursuivre un but analogue, des déclarations avaient été promulguées, des traités nombreux avaient essayé de donner une sanction pratique, et malgré les sacrifices parfois héroïques de certaines nations pour abolir dans leurs possessions l'esclavage, la traite subsistait. C'est que de nombreux et gros intérêts étaient attachés à la suppression de cette institution. Beaucoup des parties du Continent africain restaient encore inconnues, malgré les explorations qui s'étaient succédé au cours des dernières années. En outre, les puissances désiraient ne pas abandonner la moindre parcelle de souveraineté dans leurs colonies ou protectorats en Afrique. Et subordonnant à leurs intérêts personnels les intérêts collectifs, elles prétendaient appliquer selon leurs propres vues les décisions de principe prises en commun. Des difficultés devaient naître aussi du manque de préparation spéciale des délégués, malgré leur valeur diplomatique et de l'ab-

sence de pourparlers préliminaires avant les délibérations. L'obligation dans laquelle se trouvaient les plénipotentiaires d'en référer souvent à leurs Gouvernements à chaque phase nouvelle devait entraîner des retards et des lenteurs. Et malgré les protestations de confiance mutuelle, l'horizon fut quelquefois assombri par de vifs incidents, susceptibles de justifier des inquiétudes sur l'issue de la Conférence. Les questions territoriales étaient écartées de la Conférence (Protoc. III). Les puissances lui avaient uniquement confié la mission de poser des règles de droit international, capables de résoudre le problème de la suppression de la traite des noirs. Le 23 novembre 1889, M. de Macedo, ministre de Portugal, affirmait n'avoir pas l'intention de préjuger de questions territoriales mais « seulement celle d'éclaircir par des faits le sens de propositions portugaises ». Cependant, lord Vivian demandait de ne pas annexer au Protocole un document portugais intitulé « Liste des stations officielles que le Portugal possède en Afrique ». Ce document avait été produit, à l'appui du Mémoire déposé à la deuxième séance par M. de Macedo au nom de son Gouvernement, pour mettre en relief l'action énergique du Portugal en ce qui touche l'abolition de l'esclavage et de la traite (annexé au protocole II). Cet incident donna lieu à un échange d'observations peu cordiales. Le Portugal avait essayé d'unir ses possessions de la côte occidentale à celles de la Côte orientale en passant des traités avec les peuples qui les séparaient. Mais l'Angleterre, ne lui recon-

naissant aucun droit au Nord et au Sud du Zambèze, avait suscité des soulèvements contre eux. Et leur rivalité entretenait les défiances et les appréhensions. Le 19 décembre, les plénipotentiaires anglais, d'après les instructions de leur Gouvernement, élevaient encore des protestations contre les prétentions portugaises. Pendant tout le cours de la Conférence, l'Angleterre conserva une attitude agressive et menaçante. Elle obligea même par un ultimatum le Portugal à retirer ses troupes de certaines stations situées en territoire contesté. Une Convention fut signée entre eux le 20 août 1890, ratifiée définitivement le 11 juin 1891 ⁽¹⁾. D'autres compétitions territoriales moins retentissantes, il est vrai, vinrent troubler encore les travaux des plénipotentiaires. L'Italie prétendait étendre son protectorat sur l'Abyssinie. Ménélik protestait. Le baron de Renzis appuyait ses revendications sur un traité signé avec « Sa Majesté le Roi des Rois d'Éthiopie », le 2 mars 1889, et surtout sur le traité italo-anglais du 14 septembre 1889. Enfin le 1^{er} juillet 1890, à la veille de la signature de l'Acte général de Bruxelles, l'Allemagne reconnaissait le protectorat britannique sur le sultanat de Zanzibar. Un arrangement établissait des limites entre les sphères des deux pays en Afrique. A ces causes particulières de difficultés venait s'ajouter l'embarras de faire quelque chose d'absolument nouveau, de légiférer sur des points n'ayant jamais été réglementés.

(1) Cf. le conflit anglo-portugais. M. Westlake, *Rev. de dr. int.*, I, 1892, p. 170 et suiv.

Pourtant la Conférence se mit courageusement à l'œuvre. Elle exprimait sa volonté d'en finir avec les captures d'esclaves et leur expédition par terre ou par mer par un déploiement de forces supérieures à celles mises en œuvre par les trafiquants. L'entente sur ce point ne souffrait aucun désaccord. Il ne s'agissait pas cependant d'entreprendre une croisade collective contre l'esclavage et la traite, comme on l'avait cru un moment en France. La Conférence voulait se tenir sur un terrain plus pratique. Elle prétendait uniquement faire respecter par la force les mesures qu'elle aurait arrêtées pour amener l'abolition graduelle de la traite. Encore chaque puissance entendait-elle agir chez elle. L'exécution du programme arrêté en commun demeurerait strictement nationale. Cela a été nettement exposé à la fin du rapport présenté à la Conférence par MM. Banning et Cogordan, contresigné par M. de Lambermont, président de la Commission chargée d'élaborer le 1^{er} chapitre du projet d'Acte général. « Les puissances ont arrêté un plan d'action commun tendant à un seul et même but..... chaque puissance..... recourra aux moyens indiqués, elle en emploiera d'autres analogues, mais aucune intervention réciproque n'est prévue, ni admise sur ce terrain..... » (Actes, p. 227).

Le terrain sur lequel les puissances devaient exercer leur action à Bruxelles avait été déterminé par les plénipotentiaires belges, dans un livre Gris. Ils avaient recueilli des renseignements et rassemblé des documents sur « la traite des esclaves en Afrique » qui constituaient le cadre

de la Conférence. Le Gouvernement belge les publia. Le protocole II de la Conférence constate leur dépôt. L'Introduction est un court exposé méthodique des documents coordonnés. Elle montre l'existence et l'étendue du fléau et étudie en 5 chapitres : 1° les pays de traite (Soudan occidental, oriental, Plateau Central et bassin des Grands Lacs), les modes, agents et instruments de la chasse à l'homme; 2° les routes des caravanes d'esclaves allant de l'intérieur vers les côtes par un réseau serré de voies entre-croisées, n'aboutissant pas toujours à la côte et dont le point terminus variait suivant les nécessités; 3° les ports d'exportation, les mers fréquentées par les négriers (mer Rouge et Océan Indien) et l'action des croisières; 4° les pays de destination des esclaves africains. Le tableau était tracé à l'aide d'éléments souvent extraits des Blue Book et Weisbuch de 1888, fournis par des témoins oculaires, nombreux et concordants, voyageurs, missionnaires, agents diplomatiques et consulaires, officiers de marine de toutes les nations, jouissant devant l'opinion du monde d'une autorité légitime. Le but des plénipotentiaires belges était de caractériser dans ses traits généraux la situation et de permettre ainsi de proportionner les remèdes à l'étendue et à la gravité du mal. Les questions politiques et territoriales n'entraient pas dans leurs préoccupations. Ils prétendirent n'avoir fait qu'une compilation, contenant peut-être des inexactitudes, mais incapable d'éveiller les susceptibilités nationales. Pourtant les plénipotentiaires de France et de Portugal firent entendre des protestations contre certains

faits de traite imputés à leurs nationaux, ou à des boutres naviguant sous la protection de leur pavillon. Ils s'efforcèrent de montrer la vigilance déployée par leurs autorités pour combattre le fléau. Cela donna lieu à des protestations anglaises et allemandes (supplément au Livre Gris. Documents inédits ou complémentaires, communiqués par les plénipotentiaires à la Conférence de Bruxelles).

Ce fut pourtant l'ordonnance du Livre Gris que le président proposa de suivre à la Conférence. Il demanda⁽¹⁾ s'il n'était pas opportun de rechercher ce qu'il y aurait lieu de faire pour supprimer la traite dans ses foyers, s'il n'y aurait pas de moyens efficaces de couper les routes suivies par les traitants et de mettre en œuvre des moyens nouveaux. Peut-être, ajoutait-il, pouvait-on s'entendre sur la question maritime dont les aspects particuliers avaient été exposés par un mémoire anglais. Enfin il espérait que les pays situés hors d'Afrique pourraient par de nouveaux traités ou par certains perfectionnements de leur législation arriver à fermer les débouchés au commerce des esclaves. Pour répondre à ces préoccupations on créa des Commissions. On chargea la 1^{re} Commission de faire l'étude préparatoire des mesures à prendre aux lieux d'origine, pour réprimer la chasse à l'homme et la traite sur le Continent. Une 2^e Commission devait examiner ce qui concerne la traite maritime⁽²⁾.

(1) Cf. protocole II.

(2) Cf. protocole III.

La 3^e Commission prépara le projet concernant le trafic des noirs au pays de destination. Une 4^e Commission créée le 14 mars 1890 fut chargée de la réglementation du commerce des spiritueux. En effet, l'amélioration des conditions morales et matérielles des races africaines était intimement liée à la répression des abus de l'alcoolisme. La Conférence de Bruxelles étant la continuation de celle de Berlin, ce sujet rentrait bien dans ses attributions. Cette 4^e Commission eut à se prononcer sur une 2^e dérogation au traité de Berlin, par le renvoi que lui fit la Conférence d'une proposition d'établissement de droits *ad valorem* sur les produits de toute provenance importés dans l'État indépendant du Congo. La proposition adressée aux puissances, au nom du roi des Belges, avait déclaré que les plénipotentiaires des puissances auraient une entière liberté dans la suggestion des mesures pratiques qui paraîtraient le mieux appropriées aux circonstances ». Aussi, voyons-nous, que des propositions furent faites dont les différentes Commissions durent tenir compte. Elles furent examinées, remaniées et fondues par elles le plus souvent en un nouveau projet, soumis à l'appréciation de la Conférence.

CHAPITRE V

L'Acte général à travers les rapports et les protocoles.

CHAPITRES I et II. — Répression de la traite sur terre.

CHAPITRE I. — Mesures à prendre aux lieux d'origine pour empêcher les captures. — Pénétration progressive de l'Afrique et organisation des différents services. Rôle des stations, croisières et postes militaires. Accueil des initiatives privées. Dispositions pénales. Réglementation du commerce des armes à feu et munitions.

CHAPITRE II. — Routes des caravanes et transport des esclaves par terre. — Surveillance des routes, arrestation et poursuite des négriers. Protection des esclaves libérés. Régime répressif.

CHAPITRE III. — Répression de la traite sur mer. — Importance de la question. La Commission et les projets. Caractère transactionnel du projet de M. de Martens. La surveillance maritime consacrée par l'Acte. Affranchissement des esclaves fugitifs ou retenus à bord des navires indigènes. Règlement concernant l'usage du pavillon et la surveillance des bâtiments indigènes. De l'arrêt des bâtiments suspects, de l'enquête locale et du jugement des bâtiments saisis.

CHAPITRE IV. — Mesures prises aux pays de destination. — Influence de l'esclavage domestique sur la traite. Insuffisance des traités conclus avec

les pays musulmans. Attitude de la Conférence à l'égard du statut légal de l'esclavage domestique. Les engagements généraux pris par les États musulmans pour empêcher le trafic des esclaves de traite. Surveillance spéciale à raison de la situation géographique de certains.

CHAPITRE V. — Institutions destinées à assurer l'exécution de l'Acte général. — Leur utilité. Le Bureau international maritime de Zanzibar. Son rôle, sa constitution. Les bureaux auxiliaires. Le Bureau spécial de Bruxelles. Efforts de l'Angleterre pour lui donner une mission de haute surveillance. De la protection des esclaves libérés : Les bureaux d'affranchissement et institutions analogues.

CHAPITRE VI. — Mesures restrictives du trafic des spiritueux. — Système transactionnel adopté par la Conférence. Zone de prohibition. Zone de réglementation.

CHAPITRE VII. — Dispositions finales. — Abrogation des dispositions antérieures, contraires à l'Acte. Fixation des délais pour la ratification de l'Acte et sa mise en vigueur.

Déclaration séparée en faveur de l'établissement de droits à l'importation dans le bassin conventionnel du Congo.

Considérations sur la Conférence.

CHAPITRE V

L'Acte général à travers les rapports et les protocoles.

Répression de la traite sur terre.

CHAPITRE I

Pays de traite. — Mesures à prendre aux lieux d'origine.

L'objet que se proposait la première Commission constituait la partie nouvelle des travaux de la Conférence. Sauf les termes vagues de l'article 9 de Berlin, jamais il n'avait été question d'atteindre la traite dans ses foyers. Il ne s'agissait pas de faire une révolution, mais d'étudier les remèdes à opposer aux maux dont l'Afrique souffrait. Dans ce but les plénipotentiaires belges présentèrent un projet sur les mesures à prendre aux lieux d'origine le 21 novembre 1889. Il contenait le plan d'une occupation progressive des territoires placés sous la dépendance des puissances signataires pour empêcher les chasses à l'homme. Ces puissances devaient compléter leur législation pénale pour sanctionner leurs interdictions, veiller à la protection des esclaves arrachés aux

négriers, enfin établir un régime restrictif du commerce des armes dans les régions contaminées par la traite ou en contact avec elle. Le projet subit des modifications. Des rédactions différentes furent acceptées. Enfin, le 24 février 1890 le texte définitif était arrêté. On adopta sans difficulté les mesures déclarées « les plus efficaces pour combattre la traite à l'intérieur de l'Afrique ». C'étaient article 1 :

« 1° Organisation progressive des services administratifs, judiciaires, religieux ou militaires dans les territoires d'Afrique placés sous la souveraineté ou le protectorat des nations civilisées ;

« 2° Établissement graduel à l'intérieur, par les puissances de qui relèvent les territoires de stations fortement occupées, de manière que leur action protectrice ou répressive puisse se faire sentir avec efficacité dans les territoires dévastés par des chasses à l'homme ;

« 3° Construction de routes et notamment de voies ferrées reliant les stations avancées à la côte et permettant d'accéder aisément aux eaux intérieures et sur le cours supérieur des fleuves et des rivières qui seraient coupés par des rapides et des cataractes en vue de substituer des moyens économiques et accélérés de transport au portage actuel de l'homme ;

« 4° Installation de bateaux à vapeur sur les eaux intérieures navigables et sur les lacs, avec l'appui des postes fortifiés établis sur les rives ;

« 5° Établissement de lignes télégraphiques assurant la

communication des postes et des stations avec la côte et les centres d'administration ;

« 6° Organisation d'expéditions et de colonnes mobiles, qui maintiennent les communications des stations entre elles et avec la côte, en appuient l'action répressive et assurent la sécurité des routes de parcours ;

« 7° Restriction de l'importation des armes à feu, au moins des armes perfectionnées et des munitions dans toute l'étendue des territoires atteints par la traite ».

L'article 2-1° précise le rôle des stations croisières et postes. Ils ne se contenteront pas d'empêcher la capture des esclaves et de couper les routes suivies par les négriers, mais ils serviront encore de « refuge » aux tribus indigènes placées sous la souveraineté ou le protectorat de l'État de qui dépend le poste. Mais ces mesures doivent rester nationales et empêcher tout empiètement possible d'une puissance dans le domaine d'une autre. Et pour que le droit de refuge ne puisse constituer des centres d'attraction des tribus étrangères, on admit qu'en cas de « danger imminent » et par humanité le refuge serait accordé, mais temporairement. Continuant le détail déjà si complet des moyens employés pour faire pénétrer en Afrique la civilisation européenne, la Conférence décida de « mettre les populations indigènes à même de concourir à leur propre défense ; de diminuer les guerres intestines entre les tribus par la voie de l'arbitrage ; de les initier aux travaux agricoles et aux arts professionnels, de façon à accroître leur bien-être, à les élever à la civili-

sation et à amener l'extinction des coutumes barbares, telles que le cannibalisme et les sacrifices humains ». Elle promet 2° et 3° la protection des autorités à tous ceux qui, bien qu'agissant dans des buts différents concourent à l'expansion de la civilisation, commerçants, missionnaires sans distinction de culte et explorateurs. L'organisation des services sanitaires est prévue. Cet engagement des puissances de poursuivre la traite ne va pas sans leur laisser une certaine liberté. Elles agiront « graduellement » en tenant compte des circonstances. Elles sont d'ailleurs libres de recourir à d'autres moyens que ceux indiqués (art. 3), Indépendantes les unes des autres, elles pourront (art. 4), en vue d'atteindre le but commun, se prêter « leurs bons offices ». Les puissances contractantes peuvent déléguer leur mission à des Compagnies. Elles demeurent néanmoins responsables des engagements qu'elles contractent par l'Acte général. Cette disposition était inspirée par les incidents anglo-allemands en Afrique orientale. Le président ayant fait ressortir au nom de la Commission de quelle utilité pouvait être l'initiative particulière pour seconder l'action des pouvoirs publics, le Congrès promet « accueil, aide et protection aux associations nationales et aux initiatives individuelles » (§ 2, art. 4).

Les débats sur l'application des lois pénales furent longs et laborieux. Il fallait sauvegarder l'indépendance des Puissances sur ce terrain sans perdre de vue l'intérêt d'une répression prompte et efficace. Trois rédac-

tions successives virent le jour. La première formule belge préconisait l'uniformité de législation quant aux principes. Les plénipotentiaires allemands proposaient au contraire l'application indéterminée de principes de la législation pénale des nations civilisées. Enfin l'entente se fit sur une nouvelle solution transactionnelle soumise par les plénipotentiaires belges. C'était l'assimilation au point de vue répressif des actes de traite à certaines catégories générales de crimes et délits punis par le Code de toutes les nations. L'article 5 rend applicables les dispositions des législations générales, « celles qui concernent les attentats graves envers les personnes, aux organisateurs et aux coopérateurs de chasses à l'homme, aux auteurs de la mutilation des adultes et des enfants mâles et à tous individus participant à la capture des esclaves par violence; et les dispositions qui concernent les attentats à la liberté individuelle, aux convoyeurs, transporteurs et marchands d'esclaves. Les coauteurs et complices, les capteurs et trafiquants d'esclaves, sont punis de peines proportionnées à celles encourues par les auteurs ». L'extradition des coupables sera accordée. Ils seront tenus à la disposition du pays où ils auront commis leur crime, par le pays de refuge. En droit commun, seul le pouvoir exécutif peut demander l'extradition; seul il peut l'accorder. La demande d'extradition est présentée et répondue par voie diplomatique. Cette demande est remise au ministre des Affaires étrangères. Elle est examinée par le pouvoir administra-

tif ou par l'autorité judiciaire. L'État requérant l'extradition doit établir et justifier par des pièces régulières l'identité de l'inculpé, sa nationalité, l'accusation ou la condamnation déjà prononcée, la nature du fait incriminé, la compétence de la juridiction saisie du procès criminel. Les pièces qui permettent de faire ces preuves sont en général déterminées par les traités.

Afin d'éviter que les négriers ne puissent échapper à toute punition, on a décidé que l'extradition pouvait être demandée par les gouverneurs et la remise opérée par les chefs de poste aux mains des chefs de poste voisins. C'est là un procédé simplifié à raison des longueurs de l'habituelle procédure diplomatique. Leur arrestation sera opérée par les soins de l'autorité du pays de refuge, même avant la demande d'extradition et dès qu'il y aura des preuves suffisantes de leur culpabilité. L'échange entre les Gouvernements des documents publiés en exécution de cet article est prévu.

Ces dispositions permettaient aux autorités installées au cœur de l'Afrique de remplir une mission répressive à l'égard des malfaiteurs qui déciment les populations indigènes en les mettant sous le coup des lois pénales. Une mission protectrice leur était confiée à l'égard des captifs attachés aux négriers dont les convois avaient été dispersés et des esclaves fugitifs venus chercher près d'elles un asile. Faute de cela l'autorité locale devait pourvoir autant que possible à leurs besoins et faciliter leur établissement dans la contrée, sur leur désir (art. 6). Les fugitifs

devaient être reçus dans des camps spéciaux. Seules les stations et navires de l'État naviguant sur les lacs et rivières pouvaient exercer le droit d'asile, à l'exclusion des stations et bateaux privés sauf réserve du consentement préalable de l'État (art. 7). On ne parlait pas d'indemnisation. Les chefs de stations pouvaient y recourir suivant les nécessités locales. Mais on ne l'exprimait pas pour ne pas sembler donner une consécration officielle à l'institution de l'esclavage. La question de savoir quand il y aurait lieu de racheter des esclaves était d'ordre purement interne.

Les dispositions relatives aux armes et munitions de guerre tendaient à faciliter ces résultats et à les consolider en rendant la défense plus facile aux nègres et l'attaque plus périlleuse pour leurs agresseurs. Le projet de la 1^{re} Commission sur cette matière fut très discuté et amendé. Le rôle joué par les armes à feu en Afrique dans les opérations de traite et dans les guerres intestines entre tribus était considérable. Le cardinal Lavigerie avait fait ressortir l'intérêt qu'il y avait à prévenir leur importation. D'ailleurs les principes de la réglementation nécessaire du commerce des armes étaient incontestés. Ils découlaient de l'engagement pris à l'article 6 de l'Acte de Berlin de veiller à la conservation des populations indigènes. Mais de gros et multiples intérêts étaient en jeu et devaient susciter une vive opposition quant à leur application. Des villes anglaises puissamment représentées, telles que Birmingham par M. Chamberlain, firent entendre leurs protes-

tations. Pourtant les puissances décidèrent l'interdiction de l'importation des armes à feu perfectionnées, de la poudre, des balles et des cartouches (art. 8). La France proposait pour éviter les brèches d'appliquer ce système sur tout le continent africain ⁽¹⁾. Le plénipotentiaire turc fut de cet avis, mais l'Angleterre appuyée par l'Allemagne, l'Italie, le Portugal, les Pays-Bas fit valoir des intérêts commerciaux séculaires.

Elle invoqua en outre certaines convenances locales. Elle ne pouvait, disait-elle, accepter un régime qui excéderait ses pouvoirs vis-à-vis de ses colonies autonomes telles que le Cap et le Natal et indépendantes au point de vue de la législation interne. L'aire de la traite d'ailleurs n'embrassait pas tout le continent africain et l'importation en contrebande par les colonies anglaises de l'Afrique du Sud n'était pas à redouter. En effet, des règlements sévères y régissaient le commerce des armes. Enfin les divergences s'atténuèrent par suite de concessions et l'entente se fit le 25 mars 1890. Il fut convenu que l'interdiction absolue ne concernerait que les territoires compris dans une zone d'une superficie égale à deux fois celle de l'Europe et comprise « entre le 20° parallèle Nord et le 22° parallèle Sud et aboutissant vers l'Ouest à l'Océan Atlantique, vers l'Est à l'Océan Indien et ses dépendances, y compris les îles adjacentes

(1) Cf. annexe 1 au protocole XI. Rapport de la Commission chargée d'examiner les mesures relatives à la répression de la traite sur terre.

au littoral jusqu'à 100 milles marins de la côte » (art. 8). Les îles Comores et de Madagascar n'étaient donc pas comprises dans ces limites géographiques⁽¹⁾. Les plénipotentiaires allemands exprimèrent leurs craintes que ces îles ne devinssent un dépôt d'armes destinées au continent africain. Mais le Gouvernement de la République prit l'engagement de surveiller étroitement leur commerce et d'empêcher l'exportation des armes et munitions de guerre à destination des colonies allemandes de la côte orientale d'Afrique.

Des tempéraments à l'interdiction étaient introduits (art. 10). L'autorisation de transit dans les limites de la zone prévue ne pouvait être refusée « lorsque ces armes et possessions doivent passer à travers les possessions d'une puissance signataire ou adhérente occupant la côte vers des territoires situés à l'intérieur et placés sous la souveraineté ou le protectorat d'une autre puissance ». Ainsi les possessions anglaises du Nyassa se trouvaient séparées de la mer par le Mozambique. Toutefois, si la puissance territoriale de la côte jugeait utile d'empêcher ce transit dans la crainte motivée de danger pour sa propre sécurité, elle pouvait le faire. Il y avait intérêt pour la répression de la traite à ce que ce transit fût permis, mais M. Macedo, plénipotentiaire portugais, fit observer que cette disposition ne pouvait prendre une forme obligatoire

(1) Cf. annexe 8, p. 219. Projet adopté par la Commission et carte annexée au Livre Gris belge.

sans constituer une servitude internationale dangereuse (protocole XI).

D'autres exceptions existaient au principe de l'interdiction du trafic des armes et munitions dans la zone dont le mode et la nature furent déterminés et qui passèrent dans l'article 9 de l'Acte général. Un régime sévère d'entrepôt fut institué. Toutes les armes et munitions ne pouvaient être importées que dans un entrepôt public. Les armes perfectionnées ne pouvaient pas être livrées au commerce, mais il était tout naturel que les Gouvernements pussent prendre directement des dispositions pour « l'armement de la force publique et l'organisation de leur défense ». Ils pouvaient en outre accorder un port d'armes pour ceux que des raisons spéciales conseillent de tenir armés. Il s'agissait de « personnes offrant des garanties » spéciales et des « voyageurs munis d'une déclaration de leur Gouvernement constatant que l'arme et les munitions sont exclusivement destinés à leur défense personnelle ». Dans ce cas, le permis individuel n'était accordé que pour cinq ans sans renouvellement possible. Les armes devaient être estampillées par l'autorité préposée au contrôle.

Les fusils à silex non rayés et les poudres communes pouvaient être livrés au commerce. Mais les autorités locales déterminaient rigoureusement à chaque sortie de l'entrepôt les marchés de vente. Les régions atteintes par la chasse à l'homme ne pouvaient recevoir d'armes. Les personnes autorisées à faire ce commerce étaient tenues

tous les six mois de rendre compte minutieusement des opérations faites. Elles devaient fournir une liste exacte des armes et munitions vendues et de leur destination. La Commission admit exceptionnellement pour la côte orientale, à la demande de l'Allemagne, et dans l'intérêt des caravanes la sortie de fusils à percussion même rayés mais raccourcis. Mais cette disposition ne passa pas dans l'Acte général (1). On admettait aussi les entrepôts particuliers pour les fusils à silex et la poudre de traite, dans les ports de mer. Le système se complétait par la prévision des mesures à prendre par les puissances signataires dont les possessions en Afrique se trouvaient en contact avec la zone contaminée. On pouvait craindre en effet que l'infiltration des armes et munitions par leurs frontières ne vînt anéantir tout le système.

Enfin pour assurer l'exécution du régime des importations, ventes et transport des armes et munitions, il était nécessaire de prévoir des dispositions pénales sévères. Une série de propositions furent discutées. L'exemple des conventions relatives à la pêche de 1882, à la protection des câbles sous-marins de 1884, au trafic des spiritueux dans la mer du Nord en 1887 fut invoqué par les plénipotentiaires belges pour montrer les inconvénients des régimes différentiels résultant de l'application des mesures prises par chaque Gouvernement et pour obtenir une répression relativement uniforme. La Commission adopta une formule vague lais-

(1) Projet, art. IX, p. 222.

sant à chaque Gouvernement le choix du système de peines à établir. Toutefois les Gouvernements s'engageaient par l'article 12 de l'Acte général à adopter ou proposer à leurs législatures respectives des mesures destinées à assurer la punition des auteurs et complices de l'amende ou de l'emprisonnement en sus de la saisie et de la confiscation des armes, suivant la gravité de chaque cas. L'article 9 du projet décidait que les puissances se tiendraient mutuellement au courant des mesures d'exécution prises dans leurs possessions respectives et de tout ce qui concernait le commerce des armes et munitions. Il devint l'article 11 de l'Acte général. Le régime des armes fut limité dans sa durée par l'article 14, l'expérience pouvant suggérer des correctifs. Le terme de 12 ans fut fixé après échange de vues. Si la dénonciation du traité n'était pas faite 12 mois avant son expiration, il subsistait par l'effet d'une tacite reconduction de 2 ans en 2 ans.

CHAPITRE II

Routes des caravanes et transport d'esclaves par terre.

Les mesures prises aux lieux d'origine avaient besoin d'être complétées par des dispositions non moins précises et non moins efficaces pour la protection des noirs. En effet, les précautions prises pour empêcher les captures pouvaient être éludées. Il fallait alors opposer aux négriers de nouvelles barrières, les empêcher de jouir du produit de leurs chasses et d'embarquer dans les ports

leurs victimes. La Commission qui avait étudié le chapitre I, fut chargée de le compléter. Les plénipotentiaires belges soumirent un projet dans la séance du 16 décembre 1889. Le projet définitif fut adopté dans une 2^e séance, le 4 février 1890. Il était assez différent du premier et se trouvait réduit de 9 articles à 5. Les mesures proposées répondaient aux exigences de la phase intermédiaire de la traite entre les actes de capture et l'embarquement dans les ports. Le but était d'empêcher la formation des convois et de leur couper les routes.

Pour cela (art. 15), les stations croisières et postes établis par chaque puissance, ou les stations privées reconnues par l'article 4 de l'Acte général recevaient la mission de surveiller les routes suivies sur leur territoire par les traitants, d'arrêter leurs caravanes et de les poursuivre « partout où leur action est possible légalement ». Ainsi leurs expéditions peuvent pénétrer dans les territoires vacants. Mais cette poursuite n'est cependant pas une obligation stricte. Des charges financières ou d'exécution peuvent en effet en découler. C'est ce que firent remarquer les plénipotentiaires belges. Aussi a-t-on subordonné cette action aux circonstances. Des postes fortifiés devront être établis dans les lieux habituels de passage, aux points de croisement des routes, aux points d'aboutissement des convois venus de l'intérieur, par les soins des puissances de qui relèvent les territoires visés et sous les réserves faites à l'article précédent. Ils devront inter-

cepter ces convois et libérer les esclaves (art. 16 et 17). La surveillance s'étend jusqu'à la côte. Les autorités locales sont tenues de l'organiser rigoureusement dans les ports et dans les contrées voisines de la côte. Elles empêchent la formation et le départ vers l'intérieur des bandes d'esclavagistes, la mise en vente ou l'embarquement des captifs qui n'ont pu être arrachés en cours de route aux trafiquants. Elles doivent les mettre en liberté. Le mode de contrôle des caravanes n'est pas déterminé. Mais on entend qu'il soit minutieux et qu'il s'étende à la composition du personnel. L'article 18 de l'Acte général inscrit à la charge de l'Administration un devoir de protection à l'égard des esclaves libérés. Elle devra les rapatrier, leur faciliter, si possible, l'existence et surtout pourvoir à l'éducation et l'établissement des enfants délaissés. On avait songé à organiser des bureaux spéciaux d'affranchissement. De bons résultats avaient été produits dans certains pays par de semblables institutions. Mais l'on s'est contenté de retenir en dernière analyse le principe de tutelle. Les institutions déjà existantes, tels les villages de refuge français au Sénégal, devaient coopérer à ce but (art. 19).

Le régime répressif prévu par l'article 5 était étendu aux coupables, à quelque moment que soient constatés « les actes criminels ou délictueux », aussi bien sur le théâtre de la capture que pendant le transport et le trafic des esclaves. En outre le cautionnement devenu mode pénal était imposé à tout individu condamné à raison d'une in-

fraction quelconque prévue dans l'Acte général avant de pouvoir se livrer au commerce dans les pays de traite. Il constituait un frein supplémentaire à de nouveaux attentats en même temps qu'il produisait une action préventive à l'égard des bailleurs de fonds qui soutiennent ces entreprises. De la discussion de cet article il ressort que la Commission a voulu qu'il fût tenu compte, par chaque puissance, pour exiger le cautionnement, même des condamnations prononcées par les autorités d'un autre pays. Cela constitue une exception au droit commun en vertu duquel les sentences rendues dans un pays n'ont pas d'effet légal dans un autre pays, tant qu'elles n'y ont pas été rendues exécutoires par un jugement du tribunal. Les condamnations prononcées à l'étranger ne sont habituellement pas prises en considération. Les plénipotentiaires belges proposaient de stipuler le mode d'intervention des agents consulaires et des commandants des croisières pour renforcer la surveillance des autorités locales dans les ports de la côte orientale. Le ministre d'Angleterre exprimait ce même désir. Les plénipotentiaires français répondirent que ce serait autoriser « une ingérence indue dans l'exercice de l'autorité publique..... que la France ne saurait permettre⁽¹⁾. Cependant si ce concours n'est pas stipulé, il n'est pas non plus interdit. Il peut en effet être utile. Partout où la situation le comporte, où les usages et les traités le sanctionnent, il pourra continuer de s'exercer pour la répression du trafic.

(1) Cf. annexe II au protocole XII.

CHAPITRE III

Répression de la traite sur mer.

La question de la traite maritime était très délicate. Le chapitre III de l'Acte général constitue la partie la plus importante de l'Acte. C'est sur lui qu'a porté surtout l'effort de la Conférence. Il a donné lieu à de longues délibérations sérieusement approfondies, mais aussi pleines de courtoisie. L'entente fut inespérée. La 2^e Commission se heurta à des difficultés qui purent sembler insurmontables. En effet la France et l'Angleterre soutenaient des thèses opposées. Monsieur Goblet en 1888, comme Gambetta en 1882, n'admettait pas l'exercice réciproque du droit de visite comme moyen d'assurer la répression de la traite sur mer. Chaque puissance devait, selon leurs vues, surveiller l'usage et empêcher l'abus de son propre pavillon. L'exercice de ce droit découle de la guerre ou constitue un droit de suprématie. L'admettre en temps de paix serait constituer une humiliation. Et comme toutes les puissances maritimes ne sont pas toujours représentées dans les eaux où s'exerce la traite, l'exercice du droit de visite, en fait, ne serait pas réciproque et toute réglementation pratique efficace devenait très difficile. Les traditions françaises étaient certaines, malgré les conventions de 1831-33 invoquées par les plénipotentiaires anglais. La Commission maritime, dans le préambule de son rapport, reconnut plus tard que la France

qui avait toujours refusé le droit de visite en temps de paix ne pouvait renoncer « à ses traditions les plus chères qui font partie de son histoire nationale ». Cependant, malgré de sérieuses divergences, l'esprit de conciliation des adversaires ressort à l'évidence de leurs projets. La question se posa dès le début de la Conférence. Le 19 novembre 1889 (protocole II, p. 19 et 21), le 1^{er} plénipotentiaire de la Grande-Bretagne déposait un « résumé historique de la longue lutte que l'Angleterre a engagée contre la traite et de ses résultats ». Il parlait de l'expérience acquise par son pays en matière de traite maritime et faisait ressortir l'importance que son gouvernement attachait à sa suppression, suppression qu'il pensait devoir être « l'objet sur lequel les efforts de la Conférence devaient porter en premier lieu ». Puis il terminait par ces considérations générales (1) : « Il y aurait moyen peut-être d'arriver à une entente internationale unanime, laquelle tout en respectant les droits et les intérêts des puissances non encore liées par des traités, pourrait incorporer et même amplifier les provisions des traités existants, auxquels elle pourrait même être substituée ». Ces traités contenaient tous le droit de visite.

Le 23 novembre 1889 (protocole III) était créée une Commission spéciale pour examiner toutes les propositions qui seraient faites sur les moyens de combattre la traite maritime au nom des puissances représentées à la

(1) Cf. p. 21, protocole II.

Conférence. Les deux antagonistes M. Bourée et Sir John Kirk, délégués français et anglais, furent désignés comme rapporteurs avec M. de Martens. La Commission confia sa présidence au baron de Lambermont. Les discussions portèrent surtout sur la zone maritime de surveillance, sur les navires de guerre autorisés à agir, sur les dimensions des navires à surveiller, sur les formes de l'arraisonnement, sur l'usage d'un pavillon national, sur la conduite à tenir vis-à-vis des navires de nationalité autre que celle du croiseur gravement soupçonnés de traite, sur le système pénal applicable aux coupables ou complices, sur la juridiction, sur la protection des esclaves libérés.

Deux projets furent présentés à la Commission : un projet anglais, un projet français. Le projet anglais fut remis le 2 novembre 1889. Lord Vivian assimilait les mesures à prendre pour enrayer la traite au cordon sanitaire employé en cas d'épizootie contagieuse. De même, disait-il, que dans les limites du rayon tracé autour d'un district infesté, on applique les mesures drastiques nécessaires, il faut adopter « une zone délimitée, embrassant les parages où la traite sévit et la proclamer infestée par la traite... »⁽¹⁾. La surveillance des bateaux négriers à voiles devait être exercée d'une manière effective, d'après lui, même dans les eaux territoriales. Le soin de

(1) Protocole X, annexe 2, p. 127.

juger les inculpés serait confié à des tribunaux internationaux mixtes (projet, art. 5).

Les plénipotentiaires français remirent une déclaration le 20 décembre 1889. Deux « réserves catégoriques » furent énoncées par M. Bourée au nom du Gouvernement français à cette occasion (annexe 3, p. 152) : 1° aucune question territoriale ne pouvait être soulevée, et 2° si le droit de visite était mis en discussion « les plénipotentiaires français n'étaient pas autorisés à délibérer ». Ils étaient d'avis que les efforts pour réprimer la traite devaient tout d'abord porter sur la vérification des pavillons, et en cas de doute sur les papiers de bord. C'est encore ce qu'exprimait le projet de traité et de règlement présenté par eux à la Commission, le 20 janvier 1890. Les papiers de bord soumis à la vérification étaient l'acte constatant le droit au port du pavillon, le rôle de l'équipage et s'il y avait lieu le manifeste des passagers. Mais toute enquête, recherche ou perquisition sur la cargaison étaient interdites sur place. Les plénipotentiaires français constataient bientôt avec reconnaissance que les propositions anglaises avaient écarté les mots « droit de visite ». Les plénipotentiaires anglais, dans une déclaration du 6 février (Cf. protocole X, annexe 5) tout en regrettant que les contre-propositions françaises aient repoussé le droit de visite réciproque avouaient leur satisfaction de constater qu'elles étaient « en certains points un effort sérieux vers l'entente ». Le soin de réaliser cet accord fut confié à un jurisconsulte éminent dont le pays n'avait pas d'in-

térêt direct dans la question. Monsieur F. de Martens ne voulut pas servir de médiateur, mais il accepta de codifier les deux projets, à la demande même de leurs auteurs (protocole X, annexe 1). Son projet fut présenté par le prince Ouroussoff, premier plénipotentiaire russe et par lui-même. Il comprenait avec des observations générales deux parties : 1° les principes, 2° le règlement d'application. La discussion au sein de la Commission maritime commença le 17 février. Sept séances y furent consacrées. Un comité maritime institué à cette occasion rendit de grands services. La Commission avait rendu hommage à l'impartialité des plénipotentiaires russes. Le projet sorti des délibérations de la Commission passa dans l'Acte général sans subir de grandes modifications. Il reconnaissait que la situation nouvelle de la traite, permettant une plus active surveillance aux lieux d'embarquement, devait rendre plus rare le droit de visite. On pouvait donc le réduire à une zone déterminée et aux bateaux d'un certain tonnage. Les traités en vigueur devaient subsister. Par contre les navires battant pavillon d'un État ne reconnaissant pas le droit de visite devaient être uniquement soumis à la vérification des papiers de bord. C'était une transaction entre les thèses françaises et anglaises, qui conciliait nos principes et notre amour-propre national avec les nécessités de prendre des mesures efficaces de répression et le respect du droit conventionnel consacré par des traités existants entre presque toutes les puissances. On aboutissait alors à un régime diffé-

rentiel, la France n'admettant pas le droit de visite.

Le régime consacré par l'Acte général maintenait en les réglementant d'une manière plus précise les mesures déjà prises par les puissances. Les plénipotentiaires reconnaissaient la nécessité de rendre plus efficace la répression de la traite « dans la zone maritime où elle « existe encore » (art. 20, Acte général). Cette zone ⁽¹⁾ était tracée soigneusement (art. 21). Ses limites étaient plus restreintes que celles admises par les conventions de 1831-33 et 1841. L'Océan Atlantique n'y était pas compris et contrairement aux vues anglaises la mer territoriale en était exclue. C'est à cette zone que le droit de visite était dorénavant restreint (art. 22 et protocole X). Mais toutes les autres clauses des conventions conclues pour la suppression de la traite restaient en vigueur pour autant que l'Acte général ne les modifiait pas (art. 24). En même temps les représentants des puissances réduisaient l'exercice du droit de visite aux boutres indigènes, les seuls naviguant dans ces parages lointains avec un tonnage aussi faible (art. 23). « Les mêmes puissances

(1) Art. 21. Cette zone s'étend entre, d'une part, les côtes de l'Océan Indien (y compris celles du golfe Persique et de la mer Rouge) depuis le Bélouchistan jusqu'à la pointe de Tangalane (Quilimane) et d'autre part une ligne conventionnelle qui suit d'abord le Méridien de Tangalane, jusqu'au point de rencontre avec le 26° degré de latitude Sud, se confond ensuite avec ce parallèle, puis contourne l'île de Madagascar par l'Est en se tenant à 20 milles de la côte orientale et septentrionale jusqu'à son intersection avec le méridien du cap d'Ambre. De ce point, la limite de la zone est déterminée par une ligne oblique qui va rejoindre la côte du Bélouchistan, en passant à 20 milles au large du cap Raz-el-Had.

sont également d'accord pour limiter le droit susmentionné aux navires d'un tonnage inférieur à 500 tonneaux ». L'expérience avait démontré que la traite à raison des difficultés d'atterrissage et d'embarquement qu'elle implique, ne s'effectue pas à l'aide des navires d'un tonnage plus élevé. Ainsi se trouvaient exclus les courriers. La révision de cette clause était prévue obligatoirement, dès qu'il serait établi que la traite emprunterait des bâtiments d'un tonnage inférieur. Des précautions étaient prises par chaque Gouvernement contre l'usurpation des pavillons nationaux par les navires qui se livrent à la traite et « pour empêcher le transport des esclaves sur les bâtiments autorisés à arborer leurs couleurs » (art. 25). Pour se renseigner sur les faits qui concernent la traite les puissances décidaient la création d'un bureau international à Zanzibar, dont l'organisation et le fonctionnement étaient renvoyés au chapitre V (art. 74 et suivants). Les articles 28 et 29 de l'Acte général visent le cas des esclaves qui se réfugient à bord des bâtiments de guerre d'une des puissances signataires, ou sont retenus contre leur gré à bord d'un navire indigène. La première hypothèse prévue suscite surtout des difficultés. Et les travaux préparatoires ne donnent pas assez d'éclaircissement. On déclare, en effet, que le fugitif doit être « immédiatement et définitivement affranchi ». Or, les puissances ont, par ailleurs, déclaré qu'elles n'avaient pas l'intention d'abolir l'esclavage sans mesures préparatoires graduelles. Cette libération définitive est la négation absolue du

droit du maître. Mais elle ne soustrait pas l'esclave à la juridiction compétente pour le juger s'il a commis un crime ou délit. Il sera extradé. Sa qualité d'esclave ne lui confère pas l'impunité. Mais il ne peut être réclamé que comme criminel et non pas comme esclave. Les mêmes conséquences sont attachées à l'affranchissement des esclaves retenus contre leur gré à bord d'un navire indigène (art. 29). On avait pensé à prévoir le cas du refuge à bord d'un navire de commerce. A la demande de la France et de l'Italie, on a écarté cette disposition de l'Acte général. On a craint les abus qui pourraient résulter de la concession du droit d'asile aux bâtiments de commerce. Du silence de l'Acte il résulte que les esclaves réfugiés à bord de ces navires devront être rendus à leurs légitimes propriétaires, le droit d'asile étant expressément réservé aux navires de guerre.

*Règlement concernant l'usage
du pavillon et la surveillance des bâtiments indigènes.*

Pour compléter les mesures concernant les navires soumis au droit de visite dans la zone maritime, les puissances prenaient des dispositions réglementaires destinées à faciliter la surveillance des bâtiments indigènes et de leurs opérations commerciales, conséquence de l'engagement pris par elles d'empêcher que leurs couleurs ne soient abusivement arborées et qu'elles n'abritent un trafic interdit. Elles définissaient le bâtiment indigène

(art. 31) d'après son grément et son équipage. L'autorisation de porter leur pavillon était annuelle et révocable (art. 32-33). Elle n'était accordée qu'à des armateurs ou propriétaires, sujets ou protégés de la puissance dont ils se recommandaient, sous la double condition qu'ils soient propriétaires de biens fonds dans la circonscription de leur port d'attache, sauf à fournir une caution le cas échéant et qu'ils puissent prouver leur bonne réputation (art. 34). Le titre d'autorisation devait contenir le signalement exact du bâtiment. De plus, les bâtiments devaient inscrire leur numéro en chiffres très apparents sur leurs voiles et l'indication de leur tonnage, de leur port d'attache et de leur nom à la poupe (art. 35)*. Pour éviter le transport d'esclaves comme matelots ou passagers à bord de navires indigènes, on défendait d'embarquer ou de débarquer des noirs en dehors des localités où ne réside pas une autorité relevant d'une des puissances signataires (art. 38). Le représentant du pays dont se réclame le pavillon interrogera les noirs à leur embarquement. Ils seront portés avec leur signalement sur le rôle de l'équipage délivré au capitaine, renouvelé à chaque armement et visé à chaque port de relâche (art. 37). Les passagers noirs seront soumis au même contrôle et portés sur un manifeste spécial (art. 36). Le système était complété par des précautions supplémentaires, notamment à l'égard des enfants. Une exception fut admise (art. 39) sur réclamation de la Hollande en faveur des petits bateaux non entièrement pontés qui se livrent à la pêche dans les

eaux territoriales ou au petit cabotage. Ils seront munis d'une licence spéciale ⁽¹⁾, identique pour tous les pays de la zone, annuelle et révocable (art. 40). M. Bourée, notre plénipotentiaire, avait fait une réserve en faveur du cabotage par les navires battant pavillon français entre les îles Comores distantes de plus de 5 milles les unes des autres. Le Portugal fit de même pour ses îles de Mozambique. Pour faciliter la surveillance et le contrôle de la sincérité des papiers de bord par les officiers, on établit des modèles d'actes à délivrer au Bureau de Zanzibar (art. 41).

Malgré tout, ces précautions prises aux ports d'embarquement pouvaient être insuffisantes. Des abus de pavillon étaient aussi à redouter. Il devenait donc nécessaire de poursuivre la surveillance sur mer et de donner la chasse aux négriers. C'est sur ce terrain que les divergences les plus profondes se manifestèrent entre les propositions anglaises et françaises. Les représentants de la France faisaient nettement ressortir la moins grande nécessité d'arrêter en mer les navires, qui découlait de l'active et efficace surveillance imposée aux puissances européennes désormais souveraines ou protectrices sur presque toute la côte africaine. Lord Vivian avait au contraire prouvé à la Commission la nécessité d'imposer la surveillance en haute mer à l'égard des bâtiments indigènes à

(1) Cf. Modèle annexé n° 8 au projet adopté par la Conférence le 16 mars 1890.

toutes les puissances signataires. Ce droit de surveillance devait être non seulement exercé rigoureusement, mais réciproquement afin d'empêcher les négriers d'arborer le pavillon d'une puissance qui ne se serait pas engagée à exercer la surveillance. Mais les puissances adhérentes simplement ne pouvaient, suivant la remarque faite par M. de Renzis, plénipotentiaire d'Italie, prétendre à ces fonctions de police; car de petits souverains indigènes auraient pu jouir ainsi des droits accordés aux grandes puissances sans présenter de garanties suffisantes. C'est dans cet ordre d'idées que fut définitivement rédigé le projet de règlement. L'Acte général a consacré le droit de police en haute mer (art. 42) de tous les navires de guerre, sans distinction de tonnage, des puissances signataires. Lord Vivian avait fait admettre la motion que ce droit n'était pas une simple faculté, mais un devoir, même pour les signataires non possessionnés dans la zone. Le mandat spécial exigé jusqu'ici en vertu des traités n'était plus nécessaire. Sur la proposition de M. Bourée, ce droit ne fut pas reconnu dans les eaux territoriales d'une autre puissance, à moins de concession par un traité spécial. En cas de soupçon de traite ou d'usurpation de pavillon, un officier du croiseur pouvait se rendre à bord du navire soupçonné après l'avoir hélé et lui avoir indiqué ses intentions. On recommandait d'user de ménagements extrêmes (art. 43). Il est délicat en effet de prendre des mesures à l'égard d'un navire de nationalité étrangère. Ce devait être alors la vé-

rification des papiers de bord (art. 44), et la visite complète (art. 45) pour les navires des États étrangers ayant des conventions particulières. Et cela constituait dès lors la base unique et générale, malgré la différence des engagements internationaux de ces puissances. Mais pour celles n'ayant pas de traités spéciaux, il fallait se borner à la vérification de l'acte constatant le droit au port du pavillon, du rôle de l'équipage et s'il y avait lieu du manifeste des passagers.

D'ailleurs, même pour les puissances à traités spéciaux, la visite avec enquête sur le chargement du bâtiment et l'appel des passagers, n'était jamais qu'un droit exceptionnel et complémentaire de l'examen des papiers de bord, en cas de doute ou de présomptions fondées de la part du commandant du navire enquêteur. Cela ressort des instructions annexées au traité de Londres de 1841. Cela étant ⁽¹⁾, le commandant du croiseur devait procéder différemment suivant que le bâtiment marchand navigue sous la protection du pavillon français, ou d'une puissance reconnaissant le droit de visite par traité. Le commandant du croiseur était dans tous les cas obligé, à l'égard d'un navire sous pavillon français en haute mer, de se borner à l'examen des papiers qui révèlent la nationalité du navire. Son droit était épuisé après leur inspection. Il ne pouvait voir les papiers de commerce. La

(1) Cf. p. 58 et suiv., *Annuaire de législation française*, année 1892. Notice de M. de Boeck.

France n'admettait dans aucun cas, en temps de paix, la visite de ses bâtiments marchands par un navire de guerre étranger. En effet, le droit de visite comporte la constatation de « certains faits relatifs au chargement, ou à tout autre objet intérieur du navire dont la nationalité est reconnue. Il peut aller, d'après les auteurs anglais, jusqu'à l'appel des passagers et des matelots, jusqu'à des perquisitions complètes à fond de cale, capables de révéler la nature, la destination et la sincérité du chargement. Or si ce droit de visite est le contrôle nécessaire des belligérants envers les neutres, la France identifiant « l'intérêt de son commerce et la dignité de son pavillon », le répudiait en temps de paix. Dans l'esprit de la Conférence et dans les termes de l'Acte de Bruxelles, nous étions placés sous un régime de faveur, le droit de vérification du pavillon s'exerçant seul à l'égard de nos navires, tandis que les autres étaient soumis à l'enquête sur le chargement. Les articles 46 et 47 déterminent la conduite à tenir par l'officier à bord du navire arrêté. Il devra dresser dans sa langue un procès-verbal de ses opérations, avant de quitter ce navire, et envoyer à son Gouvernement un rapport « en indiquant les motifs qui l'ont fait agir ». C'est un droit pour le capitaine du navire arrêté et pour les témoins de faire ajouter au procès-verbal les explications qui leur sembleront utiles. Un résumé de ce rapport et la copie du procès-verbal seront adressés au bureau de Zanzibar. L'autorité consulaire ou territoriale du navire arrêté peut ainsi se rendre compte des motifs de

l'arrestation, le bureau de Zanzibar devant lui adresser ces pièces (art. 48). Si le capitaine du croiseur conservait néanmoins des soupçons de traite ou d'usurpation de pavillon, il aurait le droit et le devoir de conduire le bâtiment dans le port de la zone le plus proche où se trouve une autorité compétente, consul ou délégué spécial, et désignée à l'avance au bureau de Zanzibar par la nation dont le pavillon est arboré. S'il s'agit d'un navire français, le Consul de Zanzibar a seul qualité, en présence de l'officier capteur, pour procéder à une enquête sur la cargaison ou à une visite proprement dite. La liste des autorités compétentes dans chaque cas pour prendre sous leur garde le bâtiment arrêté est communiquée par le bureau de renseignements à Zanzibar. Le bâtiment arrêté peut être remis à un croiseur également de sa nation, si celui-ci consent à le prendre en charge.

De l'enquête et du jugement des bâtiments saisis.

L'autorité à laquelle le navire aura été remis (art. 50) sera obligée de remplir les fonctions d'un juge d'instruction. Elle procédera selon les lois de son pays à une enquête complète en présence de l'officier capteur (art. 51). S'il y a présomption d'usurpation de pavillon, ce sera la saisie du navire arrêté au profit du capteur. Si l'enquête établit un fait de traite (art. 52) par suite de la présence à bord d'esclaves destinés à être vendus, le bâtiment est arrêté en flagrant délit. Il devra être confié à l'autorité

chargée de l'enquête. Il sera par ses soins mis sous séquestre avec sa cargaison. Les esclaves seront libérés après le jugement. En cas de conventions particulières prévoyant d'autres faits de traite, l'arrestation et la mise sous séquestre peuvent être exercés réciproquement par les navires battant les couleurs des puissances qui ont conclu ces conventions. Si l'arrestation paraît justifiée, l'affaire devra être renvoyée devant le tribunal compétent pour en juger. Il s'agit là de tribunaux de la nation dont le bâtiment capturé aurait arboré les couleurs. C'était pour la France la Cour d'assises de la Réunion, conformément à l'article 4 de la loi du 4 mars 1831. L'Angleterre (art. 56) attribua cette compétence à son agent et consul général à Zanzibar. Si l'enquête prouve (art. 53) que le bâtiment a été arrêté illégalement, il sera remis en liberté. Mais si le capteur se refuse à accepter ces conclusions (art. 54), l'autorité qui fait l'enquête devra déférer la cause à ce même tribunal national. Au contraire, s'il s'incline spontanément (art. 53), il devra une indemnité au capitaine ainsi détourné de sa route. Cette indemnité est proportionnelle au préjudice supporté. Ainsi se trouve engagée la responsabilité de l'officier enquêteur. Cette indemnité est la sanction apportée aux recommandations de prudence dans l'exercice du droit de vérification du pavillon ou du droit de visite. Mais le commandant du croiseur peut ne pas admettre la quotité de l'indemnité. Sur la proposition de M. de Martens, on a décidé que des arbitres fixeraient alors le chiffre

(art. 56), sans avoir à se prononcer sur le fond de la cause. La liberté du choix des arbitres était laissée à l'autorité qui a dirigé l'enquête et au commandant du croiseur. Mais on a reconnu qu'il était utile de recommander les personnes les plus aptes par leurs fonctions et d'exclure celles qui ne présentaient pas de garanties suffisantes. La Commission ne retint pas l'intervention du bureau international de renseignements dans la désignation des arbitres proposés par le premier plénipotentiaire d'Allemagne. Au contraire, elle prit en considération la nécessité de fixer un terme pour l'élection des arbitres et du surarbitre. C'est ainsi que l'article 55 de l'Acte général impose la désignation des premiers dans les quarante-huit heures et le choix du deuxième par les arbitres vingt-quatre heures après. Faute de quoi l'indemnité sera fixée d'un commun accord entre les Gouvernements directement intéressés. Ce moyen est employé pour l'attribution de dommages-intérêts aux capitaines et armateurs victimes d'une arrestation arbitraire ou vexatoire reconnue par jugement du tribunal national (art. 58). Si l'on avait admis comme en 1841 que le tribunal compétent pour juger le fond l'était aussi pour prononcer la condamnation aux dommages-intérêts et en fixer le montant, on aurait pu craindre de la part du Gouvernement frappé un refus d'exécution de ce jugement. Le premier plénipotentiaire d'Allemagne déclarait en effet d'ordre de son Gouvernement « qu'il ne saurait admettre que le Gouvernement impérial d'Allemagne puisse être obligé d'exécu-

ter sur le champ tous les jugements de tous les tribunaux des puissances signataires ou adhérentes qui le condamneraient à payer des sommes d'argent plus ou moins considérables pour une faute commise par le commandant d'un bâtiment de guerre allemand » (p. 126, Actes de la Conférence). Un délai de six mois était fixé (art. 58) pour le paiement de ces dommages-intérêts à partir de la date du jugement qui acquitte la prise. Au contraire, en cas de condamnation du navire séquestré, il était attribué au profit du capteur (art. 59) et tous les coupables punis proportionnellement à la gravité de leurs actes criminels. Enfin, pour assurer la bonne exécution de cet ensemble de mesures et pour éviter les erreurs, les contractants s'engageaient à se communiquer réciproquement les instructions qu'ils donneraient à leurs croiseurs (art. 61). Ainsi se trouvaient conciliés des principes différents sans que fût compromise l'efficacité de la répression de la traite sur mer. Du même coup prenait fin un conflit latent et inquiétant entre la France et l'Angleterre depuis cinquante ans.

CHAPITRE IV

Mesures prises aux pays de destination dont les institutions comportent l'existence de l'esclavage domestique.

Les dispositions prises pour réprimer la traite aux pays d'origine et sur le passage des caravanes sur terre ou sur mer ne pouvaient à elles seules couper court à la traite. En effet tant que des débouchés extérieurs s'offriraient

pour le trafic des esclaves la traite persisterait stimulée par l'appât des bénéfices. Cette opinion s'était accréditée chez les peuples occidentaux. L'expérience de l'émancipation des populations serviles en Amérique avait montré que les côtes occidentales d'Afrique avaient été purgées de ce trafic et avaient retrouvé la paix. Or des fraudes se commettaient dans tous les pays où les lois acceptaient l'esclavage domestique comme dans les pays musulmans. Les documents avaient montré que, malgré les traités passés avec ces pays par le Gouvernement britannique, les esclaves continuaient à y être introduits grâce à la négligence des uns, la faiblesse ou la cupidité des autres. Il fallait fermer ces portes « entr'ouvertes dans l'ombre ». Sinon c'était pour l'Europe prendre la responsabilité de la continuation et même de l'augmentation du trafic des nègres. La Conférence n'avait pas accepté le principe de l'esclavage. Déjà les articles 28 et 29 en proclamant l'affranchissement des esclaves fugitifs lui avaient porté un coup très sensible. Le premier plénipotentiaire anglais avait indiqué qu'il fallait tenir compte de l'existence de l'esclavage domestique dans certaines contrées, mais il ne s'agissait pas de reconnaître l'esclavage domestique, encore moins de lui donner une sanction légale. Cette méconnaissance de l'esclavage domestique était évidente. M. de Martens à propos de l'article 3 du projet de la Commission exprimait l'avis qu'il croyait préférable d'ignorer complètement son existence, de crainte de faire naître l'idée que les puissances l'avaient reconnu. Les ministres d'Angleterre et de

Belgique se prononçaient⁽¹⁾ formellement même contre sa reconnaissance « en fait ». Toutefois, la Commission dans son rapport⁽²⁾ avouait l'impossibilité de supprimer l'esclavage, comme en Amérique, par une réforme radicale dans les contrées asiatiques et africaines. Les mœurs, les institutions, les traditions différaient profondément de celles du Nouveau-Monde. Il fallait un renouvellement général des institutions publiques et privées, une transformation de l'état social, mais lente et progressive. Il fallait obéir aux prescriptions de l'Acte général de Berlin de concourir à la suppression de l'esclavage. Mais la Conférence entendait tenir compte des conditions actuelles et des mesures que la raison et la philosophie recommandaient pour éviter un mal plus grand. C'est ce qu'elle réalisa en se contentant de demander aux pays qui servaient de débouchés à la traite africaine non des mesures contre l'esclavage mais bien contre l'importation des nègres. Elle distinguait les esclaves de traite et les esclaves domestiques⁽³⁾.

En même temps, elle rendait hommage aux mesures adoptées récemment par plusieurs États musulmans : la loi sanctionnée par Iradé de Sa Majesté l'Empereur des Ottomans le 4-16 décembre 1889 (22 Rebi-ul-akhir 1307), par le Khédivé d'Égypte en 1877, les décrets du Sultan de Zanzibar (art. 68 et rapport annexe 1, protoc. XIV). En effet ces lois défendaient déjà sévèrement l'importation

(1) Actes de la Conférence, p. 12.

(2) Annexe 1 au protocole XIV.

(3) Cf. protocole XIV, p. 267, demande de Carathéodory Efendi.

et le commerce des esclaves en Afrique, favorisaient leur émancipation et punissaient les attentats contre leur personne ou leur liberté. Malheureusement elles avaient été mal observées. La 3^e Commission se heurta (Protoc. III) aux allégations de la Turquie et de la Perse que chez elles l'esclavage des noirs était très doux et que l'affranchissement serait plus préjudiciable qu'avantageux aux libérés. Pourtant elles consentirent (art. 62) à prohiber l'importation, le transit, la sortie, ainsi que le commerce des esclaves dans leurs possessions situées « dans ou hors d'Afrique ». Elles promettaient d'exercer sur tous les points de passage, frontières, routes, ports, rades, une surveillance sévère et des plus active. La tâche de la Conférence était délicate. Il fallait user de ménagements. Aussi s'en remit-on à la bonne volonté de ces peuples. Et l'on trouve fréquemment des protestations de confiance à leur égard; on est assuré de « la vigilance de leurs autorités », de leur « surveillance active » (art. 62 et 68). On appliquait aux pays de destination une règle déjà admise pour les pays d'origine et de passage et l'on décidait que les esclaves saisis seraient rapatriés autant que possible, mais en tout cas pourvus de lettres d'affranchissement et placés sous la surveillance des autorités locales (art. 63). La création de bureaux d'affranchissement ou d'institutions destinées à en tenir lieu dans ces pays (art. 72) était prévue. Ils devaient avoir pour mission de libérer les esclaves africains délivrés ou venus chercher un refuge près d'eux et de les munir d'un titre

constatant leur nouvelle situation. C'était un droit pour les fugitifs après avoir pénétré sur le territoire d'une de ces puissances musulmanes, malgré la reconnaissance légale de l'esclavage domestique, d'obtenir une lettre d'affranchissement. L'intention était bonne, mais on pouvait craindre que l'esclave, ignorant le plus souvent, ne connût pas cette disposition et fût dans l'impossibilité de s'en prévaloir. Comme conséquence légitime, toute vente dont ces esclaves auraient été l'objet devenait nulle de plein droit sans qu'aucune prétention puisse être utilement opposée (art. 64-65). Les esclaves africains trouvés à bord de bâtiments indigènes naviguant sous le pavillon d'un de ces États seront affranchis et munis de lettres par les autorités chargées d'opérer la saisie des navires arrêtés comme suspects (art. 66). En effet, le pavillon des puissances destinataires était soumis à la surveillance des autorités locales indigènes des ports fréquentés par ces bateaux au cas d'abus signalé. Alors s'imposait la vérification des matelots et des passagers. Une action judiciaire devait être exercée contre le bâtiment et les personnes inculpées. Et pour que les faits de traite soient réprimés, on prévoyait la promulgation de mesures pénales sévères contre ceux, auteurs ou complices, qui avaient participé au trafic ou s'étaient rendus coupables de mutilations d'enfants ou d'adultes mâles (art. 67-68-69-70). Des engagements spéciaux visaient différents États dont la situation géographique nécessitait une intervention plus prononcée contre le transport mari-

time des nègres. On avait constaté en effet l'importance du trafic sur la mer Rouge et en Arabie. La Commission avait pensé que des mesures spéciales devaient être prises pour l'enrayer. Cependant lors de la discussion du projet le plénipotentiaire turc, bien que chrétien, défendit énergiquement les efforts faits par le Sultan pour empêcher la traite. On dut se borner à donner acte de la loi citée du 4-16 décembre 1889, promulguée pendant la Conférence et accorder crédit à la surveillance particulière que le Sultan promettait d'exercer sur la côte occidentale d'Arabie. Le Shah de Perse de son côté consentait à organiser la surveillance dans les eaux territoriales sur les côtes du golfe Persique et du golfe d'Oman, sur les routes intérieures soumises à sa souveraineté et à conférer à ses magistrats les pouvoirs nécessaires. Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar prêterait son concours le plus efficace pour la répression des crimes et délits commis par les négriers sur terre comme sur mer. Des tribunaux seraient institués pour tenir la main à l'application des lois et décrets édictés dans ce but. Un bureau d'affranchissement serait établi à Zanzibar. Enfin, comme les puissances contractantes ne se fiaient guère aux agents indigènes, c'est à leurs agents que fut donnée en droit et en fait la haute surveillance de ces dispositions. L'action des agents diplomatiques et consulaires, comme des officiers de marine n'était pas appelée à s'exercer dans des conditions plus étendues que par le passé. Elle était enfermée « dans les limites des conventions existantes » (art. 71). Mais elle rece-

vait une sanction nouvelle. Enfin l'échange périodique des documents législatifs, administratifs et judiciaires, concernant l'arrestation des coupables et la libération des esclaves, témoignait de l'intérêt attaché par les puissances à la réalisation de leurs desseins et y apportait une garantie supplémentaire (art. 73).

CHAPITRE V

Institutions destinées à assurer l'exécution de l'Acte général.

Ces mesures ainsi arrêtées, la Conférence adopta les moyens nécessaires pour qu'il fût rendu aux puissances représentées par elle un compte exact et régulier de leur observation. Il y avait, en effet, intérêt à connaître les violations ou les négligences susceptibles de se produire, car si l'on remettait à chacun le soin de pourvoir à l'exécution du traité par ses propres ressources, on pouvait craindre que certaines dispositions dépourvues de sanction ne demeurassent dans le domaine de la théorie et que le traité ne fût condamné alors à tomber en désuétude. L'œuvre de Bruxelles était purement humanitaire et philanthropique. Elle concernait un continent qui n'était pas celui des parties. Le grand nombre de ces parties, que ne stimulait pas un intérêt immédiat et direct, pouvait encore autoriser les craintes. On se demanda si l'on ne devait pas créer une institution collective destinée à veiller à l'application de l'Acte général. Déjà pour assurer l'exécution des traités conclus par elles pour

régler des intérêts économiques ou sociaux, qui leur sont communs, les puissances avaient organisé des commissions permanentes ou des bureaux internationaux. Ainsi en était-il des commissions fluviales destinées à assurer la libre navigation de certains fleuves, qui traversent plusieurs États. L'Acte de Berlin de 1885 avait créé (art. 17 et 20) la Commission internationale du Congo. Le 30 mars 1856, le traité de Paris avait institué (art. 16 et 19) une Commission européenne et une Commission riveraine du Danube pour régulariser le cours entier de ce fleuve et rédiger des règlements de navigation et de police. A la tête des unions internationales se trouve généralement un Office central ou Bureau international. A Berne existaient des bureaux pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, pour la protection de la propriété industrielle, les bureaux de l'Union universelle des postes, des administrations télégraphiques. En matière de poids et mesures la Convention de Paris du 20 mai 1875 avait établi un bureau scientifique à Paris. Le rôle de ces institutions est de centraliser tous les renseignements utiles, de les publier, de proposer les modifications désirables et surtout de servir de traits d'unions entre les États, membres de ces différentes unions. Mais elles ne possèdent aucune autorité pour assurer l'exécution des traités. Leur observation est poursuivie par les voies diplomatiques ordinaires par les soins de chaque Gouvernement.

On décida de créer à Zanzibar un bureau international et maritime. On avait prévu pour faciliter la surveillance

des croiseurs sur mer l'échange de renseignements entre les puissances. Il en était de même pour la répression pénale de la traite, pour le régime des armes, des alcools et pour les dispositions prises par les pays de destination des esclaves africains. Un organe spécial s'imposait pour la communication des renseignements. L'article 27 avait décidé déjà sa création à Zanzibar sous le protectorat de l'Angleterre. La Conférence détermina dans un chapitre spécial ses mesures d'organisation. Son utilité était incontestable. L'étendue de sa tâche était visible avec le grand nombre de documents prescrits et énumérés à l'article 77. Le bureau international maritime n'eut aucun caractère judiciaire. Il fut exclusivement administratif, ayant été institué « pour centraliser tous les documents et renseignements qui seraient de nature à faciliter la répression de la traite dans la zone maritime ». Son rôle était précisé (art. 78). Il devait toujours communiquer les pièces déposées dans ses archives aux autorités territoriales judiciaires établies dans la zone ainsi qu'aux consuls spécialement désignés par leurs Gouvernements, aux officiers de marine autorisés à agir dans la même zone définie à l'article 21. Il s'agissait le plus souvent des instructions données aux croiseurs et des procès-verbaux de visite dressés par les officiers après avoir arrêté un navire. Il devait adresser « à l'autorité consulaire ou territoriale la plus proche » de la puissance dont le navire arrêté en route avait arboré le pavillon, le rapport et le procès-verbal dressé par l'officier capteur (art. 48). Tous ces documents

devaient être, par ses soins, traduits en une langue européenne.

Chacune des puissances signataires pouvait se faire représenter à ce bureau de renseignements par un délégué et non pas seulement celles possessionnées ou protectrices dans la zone ; car le contrôle de la navigation intéressait également tous les États, dont les bâtiments fréquentaient les ports de la zone ou la traversaient simplement. Comme la Conférence avait hâte de le voir à l'œuvre, elle réglait le fonctionnement du bureau, dès que trois seulement des puissances cosignataires y seraient représentées. Il devait lui-même élaborer son règlement, sauf à le soumettre ensuite à l'agrément des puissances intéressées. Il ne s'agissait plus ici que des puissances ayant notifié dans le plus bref délai leur intention de se faire représenter au bureau. Celles qui ne se hâteraient pas subiraient les conséquences de leur tardive adhésion. C'est à juste titre, que les puissances n'ayant aucun intérêt à la création du bureau n'étaient pas appelées à intervenir dans l'adoption de son règlement. En revanche, elles étaient exonérées de toute contribution aux frais de cette institution. La charge en était répartie par parts égales entre les puissances visées à l'article précédent.

Le bureau de Zanzibar conservait le caractère d'un office central pourvu de tous les renseignements nécessaires pour faciliter la police maritime dans la Zone entière. Mais à côté de lui on pouvait créer sur certains points des bureaux auxiliaires, sortes de succursales. Cela supposait une

entente préalable entre les puissances intéressées (art. 79). Plusieurs puissances pouvant y envoyer des représentants, ils conservaient un caractère international. Leur organisation et leur rôle étaient les mêmes que ceux du bureau central de Zanzibar, mais leur compétence se bornait à la zone pour le service de laquelle ils avaient été institués. Lord Vivian avait proposé sans succès de créer un bureau semblable dans la mer Rouge. Il appuyait sa motion en invoquant les transports d'esclaves devenus plus nombreux sur ces côtes. Mais Carathéodory Efendi repoussa sa création comme prématurée. D'ailleurs il deviendrait possible de l'appliquer dès que les puissances convaincues de cette nécessité s'entendraient à ce sujet. Le bureau de Zanzibar dans les deux premiers mois de chaque année dresserait un rapport de ses propres opérations et de celles des bureaux auxiliaires rattachés à lui (art. 80).

Le bureau de Zanzibar avait reçu des attributions assez nombreuses. Son action était circonscrite à la répression de la traite dans la zone maritime. On décida qu'un bureau spécial rattaché au département des Affaires étrangères à Bruxelles aurait pour mission de recevoir et de centraliser les documents législatifs et administratifs relatifs à l'application des clauses du présent Acte général, « les « renseignements statistiques concernant la traite des esclaves arrêtés et libérés, le trafic des armes, des munitions et des alcools (art. 82) ».

Ces documents montrant les mesures prises pour l'exécution de l'Acte général et l'accomplissement de ses vœux,

les puissances devaient se les communiquer « dans la plus large mesure et dans le plus bref délai » qu'elles jugeraient possible. C'est au bureau de Bruxelles qu'était adressé le rapport annuel du bureau de Zanzibar. Il recevait en outre la charge de mettre en ordre les documents, de les publier périodiquement et de les adresser à toutes puissances signataires. Une table analytique destinée à faciliter l'étude des textes accompagnerait leur publication (art. 84). Les frais de ce bureau occasionnés par la correspondance, la traduction et l'impression des diverses publications seraient acquittés par toutes les puissances signataires et non plus seulement par quelques-unes à leur gré, comme cela se passait pour le bureau de Zanzibar. Le recouvrement se ferait par les soins du ministère belge des Affaires étrangères (art. 85). La Commission décida que le Gouvernement belge ferait l'avance des premiers fonds nécessaires. Après expérience il arrêterait le budget et déterminerait la contribution de chacun.

Les plénipotentiaires britanniques avaient essayé de faire assigner au bureau de Bruxelles un rôle beaucoup plus important et beaucoup plus actif. Toutes les puissances signataires devaient s'y faire représenter. La réunion de leurs délégués constituerait ainsi une sorte de conseil permanent, chargé de contrôler l'exécution des mesures prises en conformité de l'Acte général et d'exercer sur les bureaux établis à la Côte d'Afrique une haute surveillance. Un Conseil d'administration composé des représentants à Bruxelles des puissances signataires qui

le désireraient, existerait à côté du bureau. Il aurait le choix du personnel du bureau, déterminerait ses fonctions, son budget et surveillerait la gestion administrative et financière des bureaux maritimes. Enfin, il rédigerait un rapport contenant l'analyse des documents communiqués avec son appréciation personnelle sur l'état de l'exécution de l'Acte général. Le Conseil d'administration devenait en quelque sorte un prolongement de la Conférence et le jugement porté par son rapport sur l'action de chaque puissance pouvait occasionner de nombreux froissements, entraîner des discussions dangereuses. On en avait eu la preuve par ce qui s'était passé pendant la Conférence et le Livre Gris lui-même n'avait pas été sans éveiller les susceptibilités. En outre le rôle d'autorité ainsi attribué au bureau constituait une abdication de souveraineté de la part des puissances. Or, elles avaient déclaré vouloir atteindre le but déterminé chacune par ses propres moyens. La France fit une opposition assez vive au projet anglais. L'atténuation proposée par les plénipotentiaires allemands fut impuissante à le sauver et très sagement l'on en revint au projet primitif belge d'un bureau rattaché au ministère des Affaires étrangères de Bruxelles, office de renseignements dont le rôle serait passif. Toutefois la Conférence formulait un vœu pour la création d'organes complémentaires lorsque l'expérience en montrerait l'opportunité.

De la protection des esclaves libérés.

Dans ce même chapitre sur les mesures propres à assurer l'exécution de l'acte on a fait entrer les institutions permanentes destinées à faciliter la protection des esclaves libérés. Les Commissions de la Conférence avaient à plusieurs reprises (ch. I-II-IV) posé le principe de l'obligation pour les puissances signataires de pourvoir au sort des affranchis en assurant leur rapatriement ou en facilitant leur existence sur place. Ici le devoir est à nouveau affirmé. Un système est organisé pour répondre à son application. Déjà des bureaux d'affranchissement créés en Égypte à la suite du traité anglo-égyptien de 1877 avaient rendu des services confirmés par l'expérience. Les plénipotentiaires belges proposèrent à la Conférence de préconiser la généralisation de cette institution. L'Acte général a consacré (art. 86) le principe des bureaux d'affranchissement. Les puissances prenaient l'engagement d'en établir dans les ports de la zone maritime de traite, sur tous les points de leurs possessions qui servent de lieux de capture, de passage ou de destination des esclaves africains. Mais les bureaux d'affranchissement n'étaient pas un type immuable imposé aux puissances pour s'acquitter de leur obligation de protection vis-à-vis des affranchis. Elles pouvaient recourir à d'autres institutions similaires déjà existantes telles que « les villages de liberté » des colonies françaises et les

« curateurs » des colonies portugaises. L'essentiel était qu'elles en créent là où il n'en existait pas et qu'elles ne s'en remettent pas uniquement aux fonctionnaires publics. Et cela a surtout une grande importance pour les pays signataires qui admettent l'esclavage, car des complaisances coupables sont à redouter. Chaque Gouvernement restera seul juge du nombre et de la situation de ces bureaux. Leur mission consistera à délivrer des lettres d'affranchissement dont registre sera tenu et à protéger la liberté de ces affranchis (art. 87-89). Ils feront toutes diligences pour assurer la libération des esclaves et la punition des coupables, dès qu'ils auront connaissance d'un fait de traite ou de détention illégale. La remise des lettres d'affranchissement ne saurait en aucun cas être retardée, pas même quand elle vise un individu incriminé d'un crime ou délit de droit commun. Sans cela il suffirait au maître d'accuser son esclave d'une faute imaginaire pour le récupérer aussitôt. C'est la généralisation d'une disposition qui visait l'affranchissement des esclaves retenus contre leur gré à bord de navires indigènes ou réfugiés sur un navire de guerre. La compétence des bureaux d'affranchissement n'excluait pas les autorités locales. Elles pouvaient, elles aussi, constater tous les faits relatifs au trafic des esclaves. En ce cas les bureaux devaient leur prêter leur concours (art. 89). Enfin pour sanctionner l'action de tous et pour que le titre par eux remis ne fût pas une garantie illusoire de liberté, la Commission fit considérer comme marchands d'esclaves et

punir comme tels les individus coupables d'avoir arraché frauduleusement ou par violence ses lettres d'affranchissement à un esclave libéré ou de l'avoir privé de sa liberté.

Une autre conséquence du devoir de protection assumé par les puissances ressort de l'indication « qu'elles favoriseront dans leurs possessions la fondation d'établissements de refuge pour les femmes et d'éducation pour les enfants libérés » (art. 88). Ce concours à des œuvres privées religieuses ou charitables n'est donc pas obligatoire bien que désirable.

CHAPITRE VI

Mesures restrictives du trafic des spiritueux.

Les plénipotentiaires avaient ainsi résolu les moyens de combattre la traite directement ou indirectement. Mais il restait à faire quelque chose de plus. On avait dénoncé le rôle important joué dans la traite par les spiritueux et les progrès croissants de l'alcoolisme en Afrique. Au cours même de la Conférence (protocole VII et annexe 7) des pétitions nombreuses furent adressées à ses membres par le Congrès international antialcoolique de Paris, par des sociétés anglaises, suisses, etc., contenant des vœux en faveur de l'établissement de restrictions aussi sévères que possible au commerce des boissons fortes en Afrique. Le baron de Lambermont faisait remarquer, le 24 février 1890, l'importance de cette question et le lien étroit qui la rattachait aux travaux de l'Assemblée. Déjà

les puissances avaient souscrit à Berlin l'engagement de veiller « à la conservation des populations indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence » et émis un vœu en faveur d'une entente « pour régler les difficultés qui pourraient naître à ce sujet (prémunir contre l'abus des spiritueux les indigènes), d'une manière qui concilie les droits de l'humanité avec les intérêts du commerce en ce que ces derniers peuvent avoir de légitime ». La question fut discutée par les Chambres anglaises et par le Reichstag allemand. La presse l'agita, l'opinion s'en émut. Enfin le 14 mars 1890, la Conférence en fut saisie par une proposition anglaise. Elle distinguait deux zones, l'une (bassin du Niger moyen, Soudan occidental, Haut Congo, cœur de l'Afrique) dans laquelle les populations pour des motifs religieux ou autres ignoraient encore l'usage des boissons distillées et pour laquelle l'entrée ou la fabrication devaient être prohibées. L'autre où les indigènes de la côte en contact avec la civilisation européenne avaient pris l'habitude des boissons fortes. Il était possible de concilier les intérêts supérieurs de l'humanité avec les exigences du commerce en frappant d'un droit minimum d'importation ou d'accise de 50 francs l'hectolitre d'alcool à 50° centigrades. M. Bourée, ministre de France, appuya chaleureusement la proposition anglaise et proposa même d'étendre la prohibition à tout le continent africain. Il faisait ressortir que la France avait déjà établi dans ses colonies des droits de beaucoup supérieurs à ceux

demandés par son collègue de Grande-Bretagne. Le Portugal et la Turquie inclinaient également vers l'interdiction absolue. Mais les Pays-Bas opposèrent énergiquement les intérêts commerciaux et secondés par l'Allemagne demandèrent la réduction du droit dans la zone contaminée à 25 0/0 de la valeur des différents spiritueux dits « de traite ». Lord Vivian riposta qu'il n'y avait pas de commerce légitime « quand il commence par le genièvre et finit par le genièvre ». La question fut vivement débattue. Il fallut pour la résoudre cinq séances au sein de la Commission. Enfin la rédaction définitive du projet fut adoptée le 1^{er} mai 1890.

L'Acte général consacra un système transactionnel entre les vues anglaises et les protestations hollandaises. Les puissances déclaraient qu'il fallait remédier aux abus des spiritueux. Elles fixaient une zone de réglementation qui coïncidait avec celle adoptée pour le régime des armes. C'était un point de fait laissé à l'appréciation de chaque Gouvernement de déterminer dans ses possessions ou protectorats les limites de la zone de prohibition des boissons spiritueuses, à la condition d'en notifier dans un délai de six mois le tracé aux autres Gouvernements (art. 90-91). Une obligation morale imposait d'étendre la zone autant que la situation de fait l'exigerait. Des dérogations ne pouvaient être admises qu'à titre exceptionnel pour la consommation des Européens et sous des conditions de contrôle sévère. Dans la zone de droits chaque puissance pouvait à son gré taxer les alcools en

tenant compte de leur origine. Toutefois elles étaient limitées par un minimum de 15 francs par hectolitre à 50° centigrades établi par l'Acte (art. 92). Ce droit de 15 francs avait été admis sur proposition de M. Sanford, plénipotentiaire américain. Ce droit minimum était susceptible de relèvements au bout de trois ans. On admit sa révision à époques déterminées. A l'expiration de la première période, il pouvait être élevé à 25 francs. Une révision nouvelle était prévue après six ans basée sur l'étude des résultats obtenus sur le développement moral et économique des populations africaines.

Les boissons fabriquées dans les pays étaient soumises à un droit d'accise au moins égal au minimum fixé par les taxes à l'importation. Pour répondre aux craintes manifestées par les plénipotentiaires allemands que des brèches ne soient faites au système par les frontières intérieures des pays limitrophes de la zone spécifiée, les puissances s'engagèrent à prendre dans leurs possessions soumises à ce contact des mesures loyales (art. 94-95). La communication des renseignements relatifs au commerce des spiritueux visée par l'article 90 achevait l'ensemble de ces dispositions. La Conférence se déclara incompétente sur l'amendement de M. Sanford, plénipotentiaire des États-Unis, (protoc. XVI). Il proposait d'assurer seulement la pureté de l'alcool, en refusant l'entrée aux alcools que l'analyse d'un expert chimiste assermenté révélerait incomplètement rectifiés ou falsifiés.

Ainsi pensait-on atténuer les dangers du contact crois-

sant des Européens en renonçant à partie des bénéfices énormes réalisés par le commerce libre des spiritueux.

CHAPITRE VII

Dispositions finales.

Quelques points d'ordre général n'ayant pas directement trait à l'objet de la Conférence restaient à régler. Ils passèrent dans l'Acte final sans soulever de grandes discussions (protoc. XII). Conformément aux règles du droit commun, les puissances proclamaient l'abrogation de toutes les conventions conclues antérieurement entre les puissances signataires de l'Acte de Bruxelles, en tant qu'elles contenaient des dispositions contraires à cet Acte. Elles prévoyaient l'introduction d'un commun accord de modifications à l'Acte général, si l'expérience révélait la nécessité d'améliorations. Toutefois, elles réservaient les révisions spéciales stipulées dans les articles 14, 23, 92 pour le régime des armes, la limite du tonnage des bâtiments susceptibles d'être vérifiés et pour le régime des alcools soumis à une période d'essai (art. 96-97). La Conférence décidait qu'une œuvre de propagande serait faite pour amener l'adhésion des puissances dont le concours serait utile à la bonne exécution de l'Acte général. Mais les puissances signataires, inaugurant un régime restrictif spécial, soumettaient ces adhésions aux conditions qu'elles jugeraient utiles d'imposer. On pensait, en effet, que certains États d'Afrique ou d'Asie ne présentaient pas de

garanties suffisantes pour qu'on pût les admettre à jouir par l'adhésion pure et simple, adoptée généralement en pareille matière, de tous les avantages stipulés dans le traité. La notification devait en être faite par voie diplomatique au roi des Belges chargé par lui de la porter à son tour à la connaissance des autres États signataires ou adhérents. Afin de permettre aux Gouvernements parlementaires de solliciter l'approbation nécessaire des Chambres ou pour la ratification, un délai maximum de un an était accordé. Le traité entrerait en vigueur pour chaque puissance non du jour de sa ratification propre, comme il en avait été pour l'Acte de Berlin, mais à une date unique pour toutes les puissances. Cette date était fixée au 60^e jour qui suivrait le dépôt des ratifications de tous les Gouvernements intéressés constaté par un protocole spécial. Ainsi les délais des diverses révisions prévues dans l'Acte trouveraient un point de départ commun (art. 98-99-100).

Déclaration.

La Conférence de Bruxelles dut encore se préoccuper d'apporter des modifications au régime de liberté commerciale instauré par la Conférence de Berlin dans le bassin conventionnel du Congo. Il nous a semblé qu'il était d'autant plus nécessaire d'examiner, au moins succinctement, cet objet pour compléter la physionomie de l'œuvre de la Conférence, qu'il se rattache aux dispositions prises par les plénipotentiaires pour combattre la traite.

L'Acte de Bruxelles imposait de lourdes charges aux États en créant des devoirs nouveaux. Mais l'Acte de Berlin, en prohibant l'établissement de droits d'entrée dans le bassin conventionnel du Congo, mettait spécialement l'État du Congo dans l'impossibilité de se procurer les ressources nécessaires pour y subvenir (art. 4). En effet, le jeune État s'était déjà imposé d'énormes sacrifices. De grandes dépenses étaient nécessaires pour achever l'œuvre entreprise par lui et pour refouler le flot débordant des négriers. Pourtant il ne jouissait pas de revenus considérables. Tandis que les autres puissances possessionnées dans le bassin conventionnel auraient pu, même sans l'établissement de droits d'entrée dans cette zone, faire face à leurs nouvelles obligations. Le 10 mai 1890, le premier plénipotentiaire belge saisissait la Conférence (protoc. XIII) d'une proposition tendant à faire admettre la perception de droits dans la limite maximum de 10 0/0 sur la valeur des marchandises au lieu d'importation dans le bassin conventionnel. Il la motivait sérieusement par les services déjà créés, utiles au commerce et au bien-être des populations et par la nécessité de faire face aux dépenses nouvelles. Occasionnée par les seuls besoins de l'État indépendant, la modification du régime conventionnel ne contredisait pas l'article 4 de l'acte de Berlin, mais devançait simplement le terme de vingt ans prévu pour la révision. Elle devait aussi profiter aux autres États possessionnés dans le bassin conventionnel. La proposition du baron de Lambert rencontra un bon accueil à peu près unanime (pro-

toc. XVIII). Elle fut renvoyée à la quatrième Commission déjà chargée du régime des alcools. Elle ne fut pas insérée cependant dans l'Acte général. Les plénipotentiaires des États-Unis de l'Amérique du Nord opposèrent une difficulté de forme. Ils déclarèrent que leur Gouvernement n'ayant pas signé l'acte de Berlin, ils ne pouvaient signer un acte qui contiendrait des modifications à l'Acte de 1885 (Cf. protoc. XV et XXIV). Les plénipotentiaires des Pays-Bas se refusèrent encore à accepter la proposition belge, le 25 juin 1890. Le plénipotentiaire du Congo, M. Van Maldeghem, devant cette vive opposition, déclara qu'il n'accepterait l'Acte que s'il assurait la suppression de la traite « autrement que d'une façon académique », en donnant les moyens de l'atteindre (protoc. XXIX). Les débats furent longs et confus. La Conférence adopta pourtant le 2 juillet 1890 dans une déclaration séparée le principe contenu dans la proposition du baron de Lambermont. Elle admit, conformément à l'avis donné par la Grande-Bretagne et appuyé par un refus de signer, qu'il n'y « aurait ni droit différentiel, ni traitement de faveur ». Des négociations étaient prévues pour arrêter « les conditions du régime douanier à instituer dans le bassin conventionnel du Congo ». L'arrangement qui devait en résulter devait avoir une durée de quinze ans. Les droits devaient rester acquis, même si à l'expiration des quinze ans un nouvel accord n'était pas intervenu. Mais la Conférence avait décidé la signature simultanée des deux projets. La Hollande se refusant toujours à signer la déclaration, mal-

gré l'intervention sympathique de lord Vivian (protoc. XXXII, 2 juillet) ne fut pas admise à signer l'Acte seul. On décida de laisser le protocole ouvert pendant six mois pour recevoir les accessions ultérieures. Le même jour, treize plénipotentiaires signèrent l'Acte général et la déclaration. Le cabinet néerlandais consentit plus tard à signer, sur la décision que le tarif que les puissances devraient appliquer serait établi par voie d'accord direct entre les puissances possessionnées dans les parties orientale ou occidentale du bassin du Congo⁽¹⁾.

Le Congrès de Bruxelles termina ses séances le 2 juillet 1890. Son œuvre répondait à tous les vœux essentiels exprimés par les philanthropes et tous les hommes politiques que préoccupaient le sort malheureux des indigènes d'Afrique et l'avenir de ce pays. Avait-elle tout prévu? Peut-être pouvait-on regretter qu'elle ne comprît pas des dispositions spéciales sur les contrats de domesticité, afin de traiter la question des travailleurs libres, objet de préoccupations pour d'éminents économistes et de tant d'accusations bruyantes. Peut-être aurait-elle dû ajouter un mot en faveur d'une entente contre les sectes musulmanes fanatiques dont l'invasion gagnait rapidement l'intérieur de l'Afrique. Le cardinal Lavignerie avait signalé ce point au président de la Conférence pendant sa durée. Pourtant réduite à ces proportions, l'œuvre réalisée était au fond très satisfaisante pour les amis de la civilisation et de l'hu-

(1) Cf. Archives diplom., 1891, t. 39, 2^e série, p. 161. Protocole de Paris, 9 février 1891.

manité. Les plénipotentiaires avaient au prix de grands efforts surmonté de multiples difficultés publiques et secrètes. Le 20 juillet 1890, Son Excellence Carathéodory Effendi constatait (protoc. XXXIII) que le problème soumis aux délibérations de la Conférence « était l'un des plus ardues et des plus difficiles que l'histoire ait jamais eu à enregistrer ». Le cardinal Lavigerie prétendit que le but était atteint et qu'il n'en pouvait être assez admiré. Il déclarait que l'Acte « portait dans ses flancs la mort de l'odieux esclavage ». Il remerciait les puissances d'avoir comblé ses vœux.

L'Acte général, en effet, en contestant la légitimité du statut légal de l'esclavage, en réglementant le commerce des armes et en prenant des mesures pratiques contre les effets de l'alcoolisme obéissait aux engagements de protéger les noirs pris à Berlin en 1885. Il poursuivait la traite partout où elle pouvait se réfugier. Du même coup, il réglait le conflit latent entre la France et l'Angleterre sur le droit de visite. Enfin, en proclamant le respect de chaque souveraineté et en appliquant le principe d'indépendance de chacun dans les mesures d'exécution sur son propre territoire, il évitait la « promiscuité internationale (1) ».

(1) Cf. *Rev. d'hist. dipl.*, t. 5, p. 176, d'Avril.

CHAPITRE VI

Les Ratifications.

L'Acte devant la Chambre des députés en France, 2 mai, 24, 25 juin 1891. — Cet acte était-il inutile et inefficace ? Étions-nous dupés ? Étions-nous humiliés ? Confusion de la vérification du pavillon avec le droit de visite. — Succès de notre diplomatie. — Impression causée par le vote de la Chambre qui surseoit à l'autorisation de ratifier. — Protocole du 2 juillet 1891. — Protocole final du 2 janvier 1892. — Retour aux instructions de 1867 (Ratification des États-Unis le 2 février, du Portugal, le 30 mars 1892). — Entrée en vigueur de l'Acte général.

CHAPITRE VI

Les Ratifications.

Pourtant le but pratique de la Conférence, son utilité, ont été vivement contestés en France, devant la Chambre des députés. On a même été plus loin et prétendu au point de vue Français que nous avions été joués et que l'Acte contenait des clauses humiliantes et vexatoires pour nous. Nous allons voir si l'Acte fut inutile et ce qu'il faut penser des attaques violentes qu'il souleva. Ce fut le 2 mai 1891 ⁽¹⁾ que fut soumis à la Chambre des députés le projet de loi portant son approbation ainsi que celle de la déclaration qui l'accompagnait et du protocole de Paris du 9 février 1891. Le rapporteur, M. Francis Charmes, déclarait que la zone de surveillance maritime définie par l'article 21 de l'Acte général imposait un recul moral et matériel dans le champ immense auquel s'appliquait jusqu'ici le droit de visite réciproque entre les puissances qui avaient admis son exercice. Il trouvait néanmoins la zone encore trop large. « Il nous est difficile de comprendre et d'approuver qu'on y ait fait entrer jusqu'à 20 milles

(1) Arch. dipl., 1891, t. 39, 2^e série, p. 161 et suiv.

en mer tout le rivage occidental de l'île de Madagascar... Est-il permis de suspecter les relations qui existent au grand jour entre Madagascar, la Réunion ou Maurice? Si des abus venaient à se produire dans ces régions, la France ne serait-elle pas en mesure d'y remédier? » (p. 170, Arch. dipl. citées). L'incorporation de Madagascar dans ces limites, la suspicion que l'on paraissait étendre sur la régularité des opérations commerciales dans ses parages avaient causé à la Commission parlementaire une impression pénible, et le ministre des Affaires étrangères avait promis de tenir compte des observations qu'elle lui présentait à ce sujet. Cependant M. Charmes concluait, au nom de la Commission, (p. 177, Arch. dipl.) que dans l'ensemble de l'œuvre diplomatique « le bien l'emporte sur le mal, les qualités sur les imperfections » et il demandait l'approbation du projet de loi ⁽¹⁾.

Mais dans la discussion du 24 juin, on a soutenu que le seul but pratique de la Conférence avait été de supprimer la liberté commerciale du bassin conventionnel du Congo. M. François Deloncle proposait le rejet de l'Acte de Bruxelles et déclarait : « Oui Messieurs, l'Acte général de Bruxelles est inutile, l'Acte de Berlin de 1885 suffit pleinement à l'œuvre antiesclavagiste (p. 187). Pourtant il serait puéril de prétendre que le Congrès s'est borné à enregistrer les mesures « purement platoniques » de quelques rêveurs. Il consacrait bien

(1) « Toutefois elle vous demande d'approuver le projet de loi. Elle a pris cette résolution à la majorité de sept voix contre une ».

en réalité des mesures efficaces et vivantes. L'organisation de stations, d'expéditions, de voies de communications, la garde des routes, la poursuite des négriers, la surveillance active des ports constituent bien un plan nouveau de combat. L'Acte de Berlin avait énoncé l'interdiction du commerce des esclaves dans le bassin conventionnel du Congo. L'Acte de Bruxelles reprend le programme des précédentes Conférences et l'élargit. Il l'envisage sous des aspects nouveaux et le développe avec beaucoup de précision. Il ne s'en tient pas à une simple déclaration, il s'applique surtout à donner une sanction aux principes établis par une sorte de législation pénale internationale. Il consacre la protection des esclaves libérés. Tout cela ne constitue pas une pure fantaisie altruiste. Bien plus on ne peut soutenir sérieusement que les changements survenus en Afrique depuis 1885 avec les progrès de l'occupation européenne rendaient inutile l'Acte général de Bruxelles. L'Afrique ne formait pas une colonie européenne, comme on semblait le dire. Et l'entente commune était nécessaire pour arriver à l'extinction de la traite. Sans cette entente comment aurait-on pu assurer l'exécution de mesures indispensables? Il fallait que tous s'obligent à respecter les restrictions apportées au commerce des armes et spiritueux, à protéger les institutions établies en vue de recueillir les esclaves, à promulguer des lois pénales analogues pour réprimer à peu près uniformément les crimes et délits qu'entraîne la participation à la traite.

Les accords anglo-allemands, anglo-français, anglo-portugais, anglo-italiens de 1890-91 ne suffisaient pas non plus pour réprimer la traite sur mer. Et c'est encore en vertu de cette entente générale que les pays de destination dont les institutions consacrent l'esclavage domestique se sont engagés à surveiller leurs côtes. Ainsi subsiste la nécessité de l'Acte général.

Mais on a prétendu que nous avions été dupés et battus à Bruxelles et que nous avions signé au bas d'une page blanche sous l'apparence de concessions illusoires. Il n'en est rien. Et c'est à bon droit que M. Charmes pouvait « enregistrer comme un succès de notre diplomatie l'Acte de Bruxelles » (p. 194, séance du 25 juin 1891). Il est en effet, impossible de juger comme un échec le rejet partiel de nos propositions tendant à l'interdiction absolue de l'introduction des armes dans l'Afrique entière, à la prohibition des spiritueux dans certaines régions et à l'imposition de droits très élevés dans d'autres. Nous ne remportons pas un triomphe complet sur les résistances allemandes et hollandaises, mais, il s'en fallait de beaucoup que nous revenions les mains vides. Un progrès palpable était réalisé par les entraves apportées au commerce des spiritueux par la division de l'Afrique en une zone d'interdiction absolue et une zone soumise à des restrictions douanières susceptibles d'être relevées, zone restreinte d'ailleurs au littoral. Pareillement, la France obtenait l'insertion de dispositions importantes dans l'Acte en matière d'armes et munitions. L'interdiction sans tempéraments du com-

merce des armes ne se justifiait pas, puisque la traite n'existait pas dans toute l'Afrique. La sécurité des caravanes exigeait leur armement. En revanche, c'était la consécration d'une zone d'interdiction absolue sans autorisation exceptionnelle d'importer, entourée encore de précautions et l'organisation de mesures sévères de répression. Le cardinal Lavigerie qui tenait tant à la prohibition des armes et munitions ne s'y est pas mépris. Il a vivement exprimé sa reconnaissance aux puissances d'avoir réalisé ses vœux sur ce point. La France obtint encore que le tarif des droits à établir dans le bassin du Congo fût débattu par les Commissions des trois États intéressés (France, Portugal, Congo) et non pas par celles de tous les Gouvernements présents. Nous ne revenions donc pas de Bruxelles les mains vides.

Mais les adversaires de l'Acte de Bruxelles sont encore allés plus loin et ont prétendu que nous étions humiliés, vexés devant l'Angleterre, que nos plénipotentiaires avaient agi conformément aux intérêts matériels britanniques et contre nos intérêts, coloniaux et économiques. Ils ont proclamé notre grande défaite sur la traite maritime. Et la Chambre n'a vu qu'une clause dans tout l'Acte, celle qui prévoyait la vérification des papiers de bord. « On nous demande de rétablir le droit de visite », s'est écrié M. F. Faure (p. 180, 24 juin). Et M. François Deloncle ajoutait que dans les mers où notre pavillon se montre trop rarement le droit de vérification constituerait « une vexation constante de la part des nombreux croiseurs an-

glais et du bureau maritime de Zanzibar, contre les boutres indigènes qui auront encore le courage de porter notre pavillon de commerce ». La protestation continuait, malgré les explications du rapporteur que seule la vérification de certains papiers était accordée et non la visite du navire. Est-il donc vrai que nous étions humiliés? Non; car si nous avions fait quelques concessions, nous en avions reçu beaucoup. M. de Martens dans son rapport s'était plu à reconnaître le respect de nos traditions nationales les plus chères et la bonne volonté des plénipotentiaires anglais. La Chambre française fut égarée par les souvenirs de 1842. On lui fit voir le drapeau tricolore abaissé, nos marins blessés jusques au fond du cœur et de bonne foi, fascinée par ces tableaux, elle négligea de faire la comparaison rigoureuse des deux situations différentes. En réalité, l'Acte de Bruxelles nous faisait une situation beaucoup plus avantageuse que le traité de 1841 et même que celui de 1845. C'est à Bruxelles véritablement que, reprenant nos traditions, nous restaurions le passé glorieux de Vérone oublié un moment par le Gouvernement de Juillet, sous l'empire des circonstances. La Conférence en effet distinguait la visite de la vérification des papiers. Le droit de visite proprement dit, l'enquête sur le chargement ne dérivant pas du droit commun ne pourront s'exercer aux termes de l'article 45 de l'Acte général qu'à l'égard des navires naviguant sous le pavillon d'une des puissances qui auraient admis l'exercice de ce droit par conventions particulières et dans la limite de ces conven-

tions. C'est bien là ce que la France demandait. Or nous n'étions pas liés par de semblables traités. Si donc un navire de moins de 500 tonneaux naviguant sous pavillon français dans la zone contaminée était suspecté de traite par un croiseur étranger, ce croiseur devait se borner à la vérification de son pavillon et à l'examen à bord de pièces nettement déterminées dans l'Acte. En vertu de l'article 45 la France, seule, n'était pas soumise aux enquêtes sur le chargement. Jamais elle ne devait subir le droit de visite. Et ce n'était pas une « apparence trompeuse », comme le prétendait M. Piou. Le rapporteur protesta d'ailleurs (p. 195, 25 juin 1891), contre la confusion du droit de visite et ce que la France avait accepté à Bruxelles. La visite s'arrêtait pour nous là où la vraie commençait pour les autres. En 1842, il n'en était pas de même comme le faisait remarquer M. Maurice Sibille. En 1845 la vérification portait encore sur tous les papiers de bord. On pouvait alors redouter la divulgation des secrets de l'entreprise. En 1890 au contraire, nous obtenions une série de restrictions au droit même de vérifier les papiers de bord. Notre commerce était mis à l'abri de toute vexation. La Convention de 1845 était une transaction moins avantageuse que le régime consacré à Bruxelles. Elle fut pourtant alors appliquée sans récriminations en France. Et M. Piou, lui-même, le 25 juin 1891, la déclarait très sage. Des instructions la reproduisirent en 1859, 1867, qui servirent de modèle en 1891. Or l'article 49 de l'Acte général reproduisait une disposition des instruc-

tions de 1867, en vertu de laquelle après examen des papiers en cas de soupçon de fraude, de participation à la traite, ou d'usurpation de pavillon, le croiseur étranger devait conduire le navire marchand le plus tôt possible, à une autorité de la nation dont il avait arboré le pavillon, pour faire constater la sincérité de ce pavillon et procéder à une enquête préalable et complète sur le pavillon, les papiers de bord, le chargement du navire, afin d'éclaircir le cas. Il fut pourtant considéré comme une innovation dangereuse. On trouva qu'il était offensant d'être obligé de s'arrêter sur l'ordre d'un officier étranger, de le recevoir à son bord et de le suivre. Le débat s'anima davantage et M. F. Faure le 24 juin attaqua l'article 50, parce qu'il décidait que le navire arrêté et remis à une autorité française serait soumis à une enquête en présence d'un officier du croiseur étranger. Il prétendit que cette présence ressemblait fort à un contrôle et la déclara humiliante. Il fut vivement applaudi lorsqu'il déclara : « ... Je ne reconnais à aucune nation le droit de surveiller l'enquête faite par cette autorité (française) » (p. 180). Il renouvela ses protestations le 25 juin (p. 195). M. Char-
mes s'efforça de légitimer la présence de l'officier étranger, nécessaire dans cette enquête contradictoire. Il n'y avait pas de la part de la France une reconnaissance de la suzeraineté anglaise sur les mers pour cela. Il était nécessaire que l'étranger accusateur puisse réfuter les dénégations des faux témoins à décharge du boutre arrêté. Et ce d'autant plus que s'il n'arrivait pas à justifier son

accusation, il pouvait se voir infliger de gros dommages-intérêts par le tribunal du pays dont le pavillon avait été arboré.

L'Angleterre avait voulu faire assimiler la traite, délit du droit national, à la piraterie, délit du droit des gens. La France s'y était refusée. Ce fut encore le système français qui triompha, quand la Conférence repoussa les tribunaux mixtes que l'Angleterre proposait d'établir dans la zone de surveillance maritime pour statuer sur les prises et sur les ventes de navires. Ce système elle l'avait jusqu'alors fait prévaloir plus ou moins complètement dans ses conventions particulières. Les navires battant notre pavillon obtenaient donc une garantie sérieuse.

C'était bien encore une victoire française que la détermination de limites précises et restreintes à la zone maritime de surveillance tracée par l'article 21. Et pourtant M. F. Faure estimait cette délimitation « absolument attentatoire à notre dignité..... » (p. 179). Si le droit de visite ou même les enquêtes de pavillon s'exerçaient jusqu'alors sur un champ immense⁽¹⁾, en 1890 ce n'était donc plus une défaite. Mais on prétendait que, la ligne conventionnelle contournant l'île de Madagascar par l'Est à 20 milles de la côte orientale et septentrionale, c'en était fait de notre prestige, car cela supposait que le trafic

(1) En 1831 la France l'admettait tout le long de la côte occidentale d'Afrique depuis le Cap Vert jusqu'à 10° au Sud de l'Équateur, autour de Madagascar jusqu'à 20 lieues, à la même distance de Cuba, Porto-Rico, du Brésil. L'Angleterre en 1841 trouvait cette zone trop restreinte.

d'esclaves pouvait exister entre Madagascar et la Réunion. MM. Decoudray et de Mahy ajoutaient (p. 179) que c'était plutôt l'Angleterre que la France qui se livrait à la traite. Y avait-il véritablement l'aveu d'impuissance de notre part qu'ils prétendaient y voir ? La côte orientale n'était-elle pas soumise au même régime que Madagascar ? Les Italiens, Allemands et Anglais qui y étaient établis ne se croyaient cependant pas lésés. En fait, la surveillance devait nous être abandonnée entre Madagascar et la Réunion, parce que seuls nous pouvions l'exercer dans une région aussi étroite. Au reste si l'Angleterre était tentée d'abuser nous pouvions, comme le prévoyait l'Acte, provoquer la révision de l'article 23 qui déterminait le tonnage des navires surveillés. En outre une clause concédée à la France accordant à chaque puissance sa juridiction propre dans ses eaux territoriales rendait presque illusoire la surveillance étrangère dans les parages de la côte orientale de Madagascar. Si la France avait accordé des concessions, c'est que cela était nécessaire pour arriver à l'entente dans une Conférence où se trouvaient représentées tant de nations. Mais en réalité, elle obtenait plus d'avantages qu'elle n'en accordait.

Malgré tous les efforts du ministre des Affaires étrangères pour désarmer l'opposition et les explications du rapporteur, la Chambre par 422 voix contre 90 vota le 25 juillet la motion Félix Faure ⁽¹⁾ tendant à surseoir

(1) « La Chambre surseoit à l'autorisation de ratifier l'Acte général

à l'autorisation demandée par le Gouvernement. Le délai primitivement fixé pour la ratification de l'Acte et de la Déclaration de Bruxelles expirait le 2 juillet 1891. Le Gouvernement français était dans une situation difficile. On accusa les adversaires de la Convention d'avoir, pour des motifs superficiels, séparé la France non pas seulement de l'Angleterre, mais de toutes les autres puissances, en faisant avorter la Conférence. C'était en un clin d'œil l'anéantissement des efforts laborieux de la ligue antiesclavagiste pendant plusieurs années. La résolution de la Chambre était funeste à la cause de l'humanité. C'était méconnaître nos véritables traditions en faveur de l'abolition du servage. Notre honneur n'allait-il pas souffrir si nous retirions notre signature au dernier moment? En réalité nous ne pouvions espérer de moindres sacrifices à une si honorable transaction et nous considérer comme outragés. D'ailleurs le pays ne s'y trompa pas en 1891. Le débat parlementaire ne parvint pas à l'échauffer. Tandis qu'en 1842 il soutenait la Chambre contre M. Guizot. La presse accueillit mal le vote du 27 juin 1891. M. Arthur Desjardins de l'Institut fit paraître dans la *Revue des Deux-Mondes* un article très décisif à ce sujet, le 15 octobre 1891. Le 12 septembre 1891, l'Institut de droit international réuni à Hambourg en séance plénière émettait, sur les travaux préparatoires de la 6^e Com-

de Bruxelles du 2 juillet 1890, la Déclaration date du même jour et le projet signé à Paris le 9 février 1891 ». Arch. dipl. citées, p. 231.

mission, un vœu motivé « tendant à la ratification intégrale de l'Acte général de Bruxelles ⁽¹⁾ ». Il tenait compte des concessions inespérées que l'Angleterre avait faites et considérait « que cet Acte..... réalise un progrès considérable dans le droit international public ».

Une réunion eut lieu à Bruxelles le 2 juillet 1891 en exécution de l'article 99 de l'Acte général (protoc., Clerq., t. 18, p. 538). Seules les ratifications de 11 États étaient arrivées. Leur dépôt en bonne et due forme fut constaté par les représentants de ces États. Ceux de l'Autriche-Hongrie, de la Russie et de la Turquie annonçaient que leurs souverains avaient signé les ratifications et qu'elles étaient expédiées. Aux États-Unis, la question était pendante devant le Sénat et la prochaine session ne s'ouvrait qu'en décembre. Le baron de Lambermont donnait lecture en cette séance d'une lettre du ministre de France à Bruxelles au ministre des Affaires étrangères de Belgique. Il annonçait l'impossibilité dans laquelle se trouvait le Gouvernement de la République de donner sa ratification, par suite du sursis à l'autorisation voté par la Chambre des députés. L'attitude de la Chambre était expliquée par des considérations tirées des mesures destinées à réprimer la traite maritime. Le Gouvernement portugais exposa

(1) Considérant que « bien loin de sacrifier les intérêts, la dignité et les traditions de la nation française, les clauses qui ont rencontré la plus vive opposition dans le Parlement français ont été généralement considérées comme un véritable succès diplomatique pour les négociateurs français ». *Annuaire de l'Institut de droit international*, vol. 11, 1892, p. 269.

que devant la décision prise par la France la Commission parlementaire avait résolu elle aussi de ne pas lui donner actuellement l'autorisation d'approuver l'Acte général. Le 2 juillet le protocole constata qu'après entente de toutes les puissances, il resterait ouvert pendant un certain temps. Le ministre de France fut admis à le signer. Le délai fut plus tard fixé après échange de correspondance, à 6 mois pour la France et le Portugal, à 7 mois pour les États-Unis d'Amérique. Le Gouvernement français espérait que pendant ce temps les puissances consentiraient à apporter des modifications à l'Acte sur les points critiqués par la Chambre et qu'ainsi lui serait accordée l'autorisation de ratifier l'acte en son entier. Mais un pareil espoir était chimérique. Il était impossible de nous faire de nouvelles concessions sans compromettre l'efficacité des mesures prises pour combattre la traite maritime. Mieux aurait valu laisser la France complètement en dehors du concert des nations civilisées. L'Acte obligatoire seulement pour les autres signataires aurait été plus efficace. Le Gouvernement français ne demandait rien moins que la modification de trois articles visant la zone de surveillance maritime et la suppression jusqu'à nouvel examen du règlement concernant l'appel, la saisie et le jugement des bâtiments suspects, soit vingt articles. Le Gouvernement belge espérait tourner la difficulté en interprétant les articles dans un sens favorable à la France.

Le baron de Lambermont engagea avec nous d'habiles négociations en ce sens. Ainsi l'Acte général, pensait-il,

resterait debout. On dut pourtant se résoudre à laisser de côté les dispositions attaquées par la Chambre pour permettre au Président de la République de ratifier les autres. C'était le seul moyen pour le Gouvernement français d'éviter à nouveau des débats parlementaires qu'il redoutait. Et en effet, la demande ainsi soumise aux Chambres françaises fut approuvée sans discussion. L'Acte serait réciproquement obligatoire dans son entier pour les puissances qui l'avaient ainsi ratifié, sans toutefois qu'elles puissent être tenues vis-à-vis des puissances qui ne l'avaient ratifié que partiellement autrement que dans la limite des engagements souscrits par ces dernières. Les représentants des puissances signataires réunies à Bruxelles le 2 janvier 1892 donnèrent acte au ministre de France du dépôt des ratifications du Président de la République sous réserve des articles 21, 22, 23 et 42 à 61 ⁽¹⁾ (Clerq, t. 18, p. 543). Cela aboutissait en droit à créer deux régimes parallèles, pour la France d'une part ayant seule le droit d'exercer la surveillance de son pavillon, et pour les autres puissances signataires s'accordant le droit de visite réciproque. La situation était bizarre et défavorable pour la France dont le pavillon était exposé

(1) C'est le premier exemple de ratification partielle. Au premier abord, il peut paraître singulier. Mais cela s'explique juridiquement, parce que la Convention consacre des règles distinctes qui se groupent autour de l'idée d'abolition de la traite. On aurait d'ailleurs pu conclure autant de Conventions qu'il y avait d'États et consacrer ainsi des régimes différentiels. Cf. le cours professé par M. Renault, 1901-1902 (*Faculté de droit de Paris*).

à des usurpations fréquentes. Pour corriger ces inconvénients, le cabinet français consentit avec empressement à laisser insérer dans le protocole du 2 janvier une clause importante en vertu de laquelle les matières visées par les articles exclus des ratifications de certaines puissances continueraient « jusqu'à un accord ultérieur, à être régies par les stipulations et les arrangements actuellement en vigueur ». C'était en quelque sorte consolider les instructions de 1867 concertées entre la France et l'Angleterre ⁽¹⁾. Le ministre des Affaires étrangères s'engageait en outre à donner des instructions pour permettre l'application des articles 30 à 41 de l'Acte de 1890 dans les territoires d'Obock et dans les îles de Madagascar et Comores, suivant les nécessités. En effet, ces articles contenaient l'engagement des puissances d'exercer une active

(1) Les instructions données à la marine anglaise au lendemain de l'Acte de Bruxelles montrent nettement la situation différente de la France et des autres pays. Les instructions à la marine française se bornent à reproduire celles de 1867. Or, la différence n'est pas grande avec l'Acte de Bruxelles. C'est encore ces instructions qui nous régissent. L'Institut de droit international a préparé en 1894, sur rapport de M. Engelhard à la session de Hambourg, un règlement uniforme sur la police des négriers (t. 11, p. 235). Il s'inspirait des instructions de 1867. Il admettait comme suffisante pour toutes les puissances la vérification des papiers de bord. « Toute recherche sur un autre fait que la nationalité est interdite » (art. 3). Les mesures prises dans les ports devaient empêcher l'usurpation du pavillon. Ainsi le droit de visite était écarté. Il est remarquable d'observer que les juristes anglais n'ont pas protesté. Toutefois, il proposait (art. 4 et 6) une surveillance périodique et à tour de rôle des puissances maritimes. Un signe distinctif distinguerait les croiseurs désignés à ces fins.

surveillance sur les bâtiments autorisés à porter leur pavillon dans la zone définie par l'article 21. La France n'ayant pas ratifié cet article, l'engagement qu'elle avait accepté se serait évanoui si le ministre n'avait loyalement comblé la lacune.

Le 2 janvier, le Portugal obtint encore que le protocole pour le dépôt des ratifications de Sa Majesté Très Fidèle, demeurerait ouvert jusqu'au 2 février, comme cela avait été antérieurement accordé aux États-Unis. Le représentant des Pays-Bas signa le protocole. Il fit remarquer que les États généraux n'ayant pas encore tenu de séances, n'avaient pu donner leur autorisation. Mais il ajoutait que la Reine ferait le nécessaire pour l'obtenir dès leur prochaine session. Les États-Unis ratifièrent la Convention le 2 février (Clerq, t. 18, p. 547). La résolution du Sénat autorisant le Président de la République à ratifier, contenait comme « partie intégrante de la ratification », la déclaration que les États-Unis entendaient rester étrangers aux questions territoriales en Afrique. La Conférence consentit à ce qu'elle fût insérée en langue anglaise dans le protocole. Le délégué russe fit remarquer qu'on aurait pu l'accompagner d'une traduction française et déclara que ce ne devait pas être un précédent. C'est seulement le 30 mars que furent déposées les ratifications du Portugal, après une nouvelle prorogation du délai. Le 1^{er} avril, le baron de Lambermont était avisé de l'approbation donnée après coup par les Chambres des Pays-Bas à la ratification du Gouvernement de la Reine.

L'Acte général et la Déclaration de Bruxelles sont entrés en vigueur le 2 avril 1892, grâce à l'accord unanime des puissances et conformément à une circulaire du Gouvernement belge du 17 février 1892.

TROISIÈME PARTIE

LES RÉSULTATS

CHAPITRE VII

Résultats dus à l'action des Gouvernements.

Organisation des institutions destinées à assurer l'exécution de l'Acte général. — Fonctionnement et travaux du bureau de Zanzibar. — Le bureau de Bruxelles et la publication annuelle des documents concernant la traite. — Mise en accord par les puissances de leur législation pénale avec les prescriptions de l'Acte de Bruxelles. — Application des mesures destinées à assurer la répression de la traite aux lieux d'origine et la protection des esclaves libérés : dans les colonies allemandes, dans les colonies françaises. — Les villages de liberté au Soudan. En Érythrée. — Système inauguré en Égypte et au Soudan par l'Angleterre. — Organisation politique, économique et religieuse de l'État indépendant du Congo. — Le régime des armes à feu et munitions. — Exécution minutieuse des mesures de répression de la traite maritime. Activité et efficacité de la surveillance d'après les rapports et les statistiques. — Comment les pays dont les institutions comportent l'existence de l'esclavage domestique ont tenu leurs engagements. — Mise en pratique de la réglementation du commerce des spiritueux et boissons assimilées, la nouvelle Conférence de 1899. — Abolition de l'esclavage à Madagascar en 1896, à Zanzibar en 1897. — De quelques expéditions qui servirent la cause antiesclavagiste.

CHAPITRE VII

Résultats dus à l'action des Gouvernements.

Organisation des mesures destinées à assurer l'exécution de l'Acte général.

La Conférence avait créé un Code complet de répression de la traite tant sur terre que sur mer. L'Acte général réalisait un grand progrès. Il indiquait aux Gouvernements les chemins à suivre en traçant un plan sage et qui paraissait le plus efficace. Mais en réalité le traité ne devait valoir que par son application. Son succès ne pouvait être que proportionné à la persévérance et à l'énergie apportées par les puissances dans l'exécution des mesures qu'il indiquait. Il ne contenait pas autre chose qu'un programme élaboré en commun et dont l'application était laissée aux soins et à la bonne volonté de chacun. Aucun organe d'impulsion ou de contrôle n'assurant la mise en pratique des prescriptions de la Conférence, on pouvait craindre que devant la lassitude de l'opinion trop longtemps tendue cette charte d'émancipation fût impuissante. Heureusement les puissances avaient décidé que les documents législatifs, administratifs et statistiques dont

l'échange entre elles était prévu à l'article 81 de l'Acte général seraient publiés périodiquement par le bureau spécial de Bruxelles. C'est par ces volumes annuels que nous pouvons connaître les résultats de l'œuvre des plénipotentiaires de 1890.

Le bureau de Zanzibar devait fonctionner dès que trois puissances auraient désigné leur représentant. Il s'est réuni pour la première fois le 9 novembre 1892. Chacune des puissances pouvait s'y faire représenter, mais en fait cinq d'entre elles seulement déléguèrent leur consul à Zanzibar : l'Allemagne, l'Angleterre, la France, l'Italie, le Portugal. La France et l'Italie admirent dès le début que les pouvoirs délégués seraient transmissibles de plein droit à la personne qui prendrait la direction du poste consulaire, pour éviter les inconvénients du mode de nomination personnelle. En 1895, les trois autres États se rallièrent à notre système. Dans la première séance le consul général d'Angleterre, Sir Gérald Portal fut élu président et le consul de France, M. Labosse, vice-président. Les fonctions de secrétaire furent confiées à M. Blanchon, drogman chancelier du Consulat de France. Sir Gérald Portal ayant été chargé en janvier 1893 d'une mission dans l'Ouganda, M. Labosse reçut la présidence et le consul d'Allemagne, M. Anton, la vice-présidence. Le bureau lui-même devait élaborer un règlement fixant le mode de ses attributions sous réserve de la sanction des puissances qui s'y feraient représenter. Le comte de Mérode Westerloo, ministre des

Affaires étrangères de Belgique, avait fait remarquer (Documents, 1893, p. 259) que le bureau de Bruxelles n'avait ni droit de contrôle sur la gestion du bureau de Zanzibar ni droit d'approbation de son règlement organique et de son budget et que ces diverses questions devaient être traitées directement par le bureau de Zanzibar avec les puissances représentées, qui seules avaient compétence pour cela. Pourtant, après un échange de vues de ces puissances, le Gouvernement belge accepta de reviser le règlement du bureau de Zanzibar.

Le texte définitif approuvé fut transmis au bureau international avec le devis des frais le 29 décembre 1893 (Annexe 1, Doc., 1893, p. 269). Il fut communiqué aux délégués par le président dans la séance du 9 février suivant et immédiatement mis en vigueur. Le Gouvernement de Zanzibar fit préparer une maison spéciale pour recevoir le bureau. Le règlement du bureau décidait qu'il se réunirait régulièrement une fois par mois, sauf les séances extraordinaires (art. 5). Le Gouvernement britannique, exerçant son protectorat sur les États du Sultan de Zanzibar et représentant comme tel la puissance territoriale, devait faire l'avance des fonds nécessaires au fonctionnement du bureau (Rapport du bureau de Zanzibar, fascicule 2, 1894, p. 10). Un compte devait être ouvert à ces fins au Consulat général britannique de Zanzibar. Le Foreign Office de Londres devait liquider et encaisser les quote-parts respectives des frais répartis par parts égales entre les puissances représentées (art.

14). Le bureau de Zanzibar recueillit les documents visés par l'Acte général. Les délégués remirent les modèles-types des papiers de bord dont les boutres indigènes devaient être munis pour naviguer dans la zone dite de traite. Dès l'année 1893 furent mis également aux Archives du bureau international un certain nombre de titres de navigation délivrés par les autorités des différentes puissances et certifiés conformes, dix jugements dont sept portant condamnation, rendus par la Cour anglaise de Zanzibar à la suite de captures de boutres négriers, ou pour des faits de traite terrestre et différentes communications portées à sa connaissance par les délégués au cours des séances. Tout ceci se trouve relaté dans le 1^{er} rapport du bureau international, contenu dans le volume publié pour 1893 par le bureau de Bruxelles. Une décision du bureau en faveur de l'unification des pénalités applicables aux contraventions à l'Acte de Bruxelles établit un minimum d'amende de une roupie (1 fr. 40). Elle fut soumise aux Gouvernements par chaque délégué. Dans le but de faciliter le contrôle et l'identité des boutres le bureau discuta longuement une question relative à leur enregistrement, celle de faire choix d'une échelle unique de jaugeage, dont il recommanderait l'emploi à toutes les administrations établies dans la zone de traite (art. 21). La proposition fut arrêtée dans la séance du 9 mars 1894 pour être transmise par chacun des délégués à son Gouvernement respectif. Le délégué anglais prenant prétexte d'un fait

de traite survenu quelques jours avant la séance du 25 mai 1894 proposa que les manifestes délivrés par les différents consuls aux bâtiments indigènes allant à la côte arabe exclusivement fussent visés par un représentant de l'agent et Consul général d'Angleterre, quelle que soit la nationalité des bâtiments. La proposition soumise aux Gouvernements fut rejetée par la France et l'Allemagne (20 octobre 1894).

Un vœu de M. Cinatti, délégué portugais, en faveur du rachat des esclaves par eux-mêmes ou les gens de leur famille le 27 décembre 1894 fut reconnu inspiré par des sentiments humanitaires et sa communication aux différents Gouvernements laissée à l'appréciation des délégués. Ce sont les seules questions de principe que le bureau a discutées. Pendant les années suivantes les délégués se bornèrent à remettre les documents intéressant la traite. Leur zèle ne se démentit pas. Le bureau fonctionna régulièrement. Il recueillit tous les renseignements susceptibles d'aider à prévoir ou à réprimer des faits contraires aux lois et traités sur l'esclavage.

Le budget du bureau ne dépassa jamais les fonds mis à sa disposition, soit pour l'année 1897 : 6.027 roupies, loyer compris. En 1896 les dépenses s'étaient soldées par 5.382 roupies, 2 annas, 2 paras, la location du Palais n'étant pas comprise. En 1899 : 5.978 roupies. Le loyer était de 1.320 roupies par an, soit 110 roupies par mois. Les dépenses approuvées par le bureau se sont pourtant montées à 6.428 roupies en 1900 pour retomber en 1901

à 5.942 roupies, 6 annas. En 1905 le rapport accuse encore 5.941 roupies, 6 annas. On constate qu'à l'occasion de certaines fêtes religieuses, pour ne pas blesser les mœurs du personnel indigène musulman, des gratifications sont accordées.

La Russie avait notifié dès 1893 son intention de se faire représenter au bureau de Zanzibar. Elle ne donna pas suite à son projet. La Belgique n'ayant pas depuis deux ans de consul à Zanzibar avait remis à plus tard la désignation de son représentant. Mais en 1905, le bureau international maritime était toujours constitué par les délégués des cinq puissances, comme aux premiers jours de sa réunion. En 1900, il figurait à l'Exposition Universelle de Paris, où il avait envoyé des photographies d'esclaves libérés, de négriers, de condamnés, de boutres. D'autres bureaux auraient pu être créés dans la zone de surveillance maritime, après entente entre les puissances, mais nulle part on ne retrouve trace de ces bureaux auxiliaires.

Le bureau central de Bruxelles établi près du ministère des Affaires étrangères de Belgique a toujours accompli sa tâche soigneusement. Il a adressé régulièrement vers le milieu de chaque année un volume (quelquefois deux fascicules comme pour 1894) sous couverture d'un gris spécial, contenant le rapport du bureau international de Zanzibar, avec les autres documents envoyés par les différents Gouvernements signataires, conformément à l'article 81. Ces volumes forment un précieux recueil d'infor-

mations et constituent un contrôle de fait. En effet, ils contiennent des mémoires concernant l'exécution de l'Acte; des rapports de gouverneurs coloniaux, des documents législatifs et administratifs, des statistiques et jugements émanant des principaux États signataires et relatifs à la traite. C'est ainsi que les lois françaises du 25 avril 1827 et du 4 mars 1831, le texte des instructions envoyées au commandant des croiseurs français et anglais en 1867 figurent dans le recueil de 1892. On y trouve aussi des ordres, des circulaires des différents Gouvernements, notamment une circulaire du sous-secrétaire d'État des colonies aux gouverneurs du Sénégal, de la Guinée et ses dépendances, d'Obock et du Congo français en date du 13 avril 1892, par laquelle il attire leur attention sur les articles de l'Acte général spécialement relatifs à la répression de la traite pour prendre les mesures de vigilance nécessaires. Les différents objets traités sont rangés sous une rubrique spéciale (spiritueux, armes, traite des esclaves) par pays. Une traduction en langue française accompagne le plus souvent les différents textes. Une table des matières placée à la fin de chaque recueil facilite les recherches. Ceci montre que les puissances se sont conformées scrupuleusement à l'engagement qu'elles avaient pris de se communiquer dans la plus large mesure les documents intéressants.

Elles avaient promis de compléter leur législation pénale de façon à frapper l'esclavage et la traite sous toutes leurs manifestations et de sanctionner toutes les

défenses contenues dans l'Acte de Bruxelles. Elles l'ont tenu. L'Autriche-Hongrie fit connaître que les dispositions législatives existantes dans tout l'Empire semblaient de nature à assurer l'exécution complète des stipulations de l'Acte en ce qui concerne les chasses, captures, mutilations. L'emprisonnement, la réclusion simple, ou dure, les frapperaient. Dès 1891 un projet de loi était soumis au Reichstag, pour combler quelques lacunes du Code relativement à la punition des chasseurs, marchands et transporteurs d'esclaves. Une loi du 28 juillet 1895 punit de la réclusion les organisateurs d'expéditions, de chasses et participants et de la mort s'il y a eu mort d'esclaves. En exécution de l'article 5 de l'Acte de Bruxelles, la Belgique, malgré certaines dispositions utiles de son Code et de lois spéciales, a déposé un projet de loi à la Chambre des représentants le 25 juin 1894, adopté l'année suivante. L'État indépendant du Congo a de même complété sa législation pénale. La France avait une loi concernant la traite maritime des noirs du 4 mars 1831 et une loi du 27 avril 1848 (Docum., 1892, p. 148-149). Le 12 décembre 1905, M. Clémentel, ministre des Colonies, présentait à la signature du Président un décret ⁽¹⁾ d'une portée géné-

(1) En effet un sénatus-consulte du 3 mai 1854 attribuait à l'Empereur le soin de régir par décrets les colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion. Ce sénatus-consulte est considéré comme étant toujours en vigueur. Il n'a plus que la valeur d'une loi ordinaire. Mais il donne très largement encore le droit au pouvoir exécutif de régir les colonies par simples décrets au lieu de lois.

rale, applicable à tous les citoyens, sujets français ou étrangers pour les territoires de l'Afrique occidentale et du Congo (p. 49, Docum., 1905). Il frappe sous quelque forme qu'il se présente tout acte accompli avec l'intention de disposer de la liberté d'un individu contrairement à sa volonté, d'un emprisonnement de 2 à 5 ans, d'une amende de 500 à 1.000 francs et d'interdiction de séjour. *La loi de 1848*⁽¹⁾ était insuffisante, elle n'édicteait que la perte de la qualité de Français pour réprimer ces faits. En Angleterre un Acte de 1876 établissait des peines sévères pour les infractions aux lois concernant la traite des esclaves. Une loi pénale du 18 décembre 1896 dans l'État indépendant du Congo érige en délits spéciaux les actes d'anthropophagie et l'épreuve du poison et, pour que la répression soit exemplaire, en confie les poursuites aux officiers du ministère public sans les abandonner à la juridiction du chef local.

(1) La loi du 28 mai 1858 a modifié l'article 8, § 2 du décret du 27 avril 1848 (Duvergier, t. 48, p. 194). Cet article 8 donnait un délai de trois ans aux propriétaires d'esclaves pour affranchir ou vendre leurs esclaves sous peine d'être dénationalisés par l'effet de la loi et l'échéance du terme. La vente des esclaves c'était la ruine complète pour nos nationaux, l'affranchissement partiel exposait le maître à une grave responsabilité. Pour éviter le péril une loi du 11 février 1851 a fixé à dix ans le délai prévu par le décret de 1848. Enfin, pour régler définitivement la condition des Français possesseurs d'esclaves en pays étrangers, la loi de 1858 a légitimé absolument et sans condition de durée : 1° les droits acquis aux Français possesseurs d'esclaves avant le décret de 1848 ; 2° les droits acquis postérieurement par héritage, don, ou par convention matrimoniale.

Des ordonnances furent prises par les gouverneurs des colonies, allemandes, anglaises, françaises et autres pour régler le régime des entrepôts destinés à recevoir les armes et munitions. C'est ainsi que nous voyons un décret pris le 30 décembre 1892 par le président Carnot relatif à l'importation des armes et munitions de guerre au Sénégal et au Congo français. De même un décret du 23 juillet 1892 établit pour la Guinée et dépendances des règles précises pour sanctionner l'interdiction du commerce des armes et fixer les pénalités en rapport avec la gravité des infractions qui pourraient se produire. Une résolution royale du 24 septembre 1892 règle pour la Norvège les infractions au commerce des armes. En ce qui concerne les colonies anglaises, une ordonnance du 1^{er} mai 1892 réglemente le commerce des armes à feu, poudres, etc... et édicte l'amende, l'emprisonnement avec ou sans travaux forcés pour les infractions à la Côte d'Or. L'Italie en 1893 a pris des dispositions en ce qui concerne les armes à feu, les bâtiments indigènes et les restrictions au commerce des alcools.

La Conférence demandait aux puissances signataires d'établir solidement l'organisation politique, administrative, judiciaire, militaire et religieuse, d'organiser des stations et des postes fortifiés, des colonnes mobiles, d'ouvrir les voies de communication, de restreindre l'importation des armes à feu et munitions, de protéger les esclaves libérés, en un mot de faire pénétrer progressivement en Afrique la civilisation pour le plus grand bien

des populations indigènes. Ainsi espérait-on lutter victorieusement contre la traite.

Toutes les puissances possessionnées en Afrique ont respecté leurs engagements. Un rapport du gouverneur de l'Afrique occidentale allemande pour 1892 montre l'établissement de stations dans l'intérieur et surtout sur la route des caravanes. Au Togo et dans le Cameroun elles ont constitué des barrières efficaces contre les chasseurs d'esclaves. Une société particulière, la Loterie antiesclavagiste, s'est donné pour mission d'introduire des bateaux à vapeur sur les lacs africains de l'intérieur. Un grand nombre d'esclaves ont été libérés et remis à différentes missions catholiques et protestantes pour y être instruits. Conformément à l'ordonnance sur le rachat des esclaves, on a délivré dans l'Afrique orientale allemande de 1895 à 1896 : 1.887 lettres. Pour réprimer d'une manière plus efficace le trafic des esclaves, on a annoncé aux indigènes l'établissement de primes à la dénonciation en matière d'esclavage de 5 à 100 roupies. Ces efforts, le Gouvernement allemand les a continués. Il a accordé aux missions un subside officiel de 25 marcs par an et pour chaque enfant de moins de 8 ans. De ce fait s'est accru le nombre des enfants confiés aux missions en 1893 (Mém. du chancelier de l'Empire, 1^{er} sept. 1893, aux autorités coloniales. Docum., 1893). Mais pour les adultes il fallait songer à organiser des institutions spéciales de refuge, quand il était impossible de les renvoyer dans leur pays d'origine. C'est ce qu'a décidé le Conseil colonial (Doc., 1893, p. 29).

On a utilisé également les établissements déjà existants où l'exemple de leurs congénères pouvait leur être profitable. Dans les établissements nouvellement créés, ils se procurent par la culture leurs propres moyens d'existence. On a condamné à mort et pendu ou condamné à la réclusion des capteurs, marchands d'esclaves et autres accusés. L'organisation de la justice pour les indigènes a tenu compte des mœurs des tribus et de leurs coutumes. Le chef de station juge sur procédure orale et les résultats sont satisfaisants selon un rapport du 30 octobre 1893 du gouverneur de l'Afrique orientale (Doc., 1893). Un adoucissement a été réalisé dans la vie des esclaves.

Dans les possessions françaises, l'attention des gouverneurs a été attirée sur les dispositions de l'Acte de Bruxelles et des mesures de vigilance ont été prescrites. Les caravanes de l'intérieur vers la côte ont été sévèrement contrôlées et les traitants punis. Le gouverneur de la Côte d'Ivoire, Binger, écrivait le 29 janvier 1894 au sous-secrétaire d'État aux Colonies que des postes d'administrateurs avaient été établis à l'intérieur. Il ajoutait que dans l'année 1893 ils n'avaient signalé ni rapt, ni ventes. De semblables postes avaient été créés sur la côte. Ils n'avaient relevé aucun engagement illicite de nègres. Au Sénégal, M. Lamothe, le gouverneur a passé des conventions en 1893-94 avec les chefs indigènes pour interdire le trafic d'esclaves sur leur territoire. Ces chefs eux-mêmes arrêtaient des caravanes et les dispersèrent conformément à ces actes. Les postes libérèrent 2.656 escla-

ves en 1894-95. Nos postes ont d'abord été les asiles des fugitifs, plus tard les territoires des communes constituées y furent assimilés. Le fait d'y venir résider constituait un acte de libération certifié par une patente délivrée par le procureur général, chef du service judiciaire. En Guinée, on a affranchi des captifs auxquels on a concédé des terrains pour se constituer des plantations. On a favorisé surtout l'émancipation des captifs qui se rachètent par le travail. Ainsi sont respectées les coutumes locales. Au Dahomey et au Bénin, le général Dodds a obtenu des rois indigènes l'abolition des pratiques ou coutumes ayant pour résultat des sacrifices humains (annexes, Doc., 1894, 1^{er} fascic., p. 54, 55; Doc., 1898, p. 20). Au Soudan français, de grands efforts ont été tentés pour paralyser le commerce des esclaves dans cette vaste colonie.

Des lignes de postes surveillent les routes. Malheureusement beaucoup de routes sont situées en dehors. A côté de chaque poste des villages dits « de liberté » recueillent les captifs enlevés aux caravanes des Maures ou Touaregs et ceux qui viennent demander protection. Le général Galliéni a affermi l'existence de ces villages. Cette œuvre fut successivement poursuivie par les généraux Archinard et de Trentinian. La route de ravitaillement du Sénégal au Niger entre Kayes et Bammako fut ainsi jalonnée. Les maîtres des fugitifs ont trois mois pour venir les réclamer conformément à la législation instituée. Un certificat de liberté est délivré au captif fugitif, passé ce

délai. Il lui assure près des indigènes l'inviolabilité. Le général de Trentinian a posé ce principe, qui consacre la liberté des esclaves : « Les réclamations des Maures au sujet de leurs non-libres ne sont pas admises; ces derniers sont libres d'office ». Moyennant paiement d'une somme de 200 francs au maître qui le réclame l'esclave peut se racheter et celui-ci est forcé d'accepter ⁽¹⁾. La surveillance de ces villages fut confiée aux commandants de cercle. Les esclaves reçoivent des soins physiques et des consolations morales quand ils se trouvent près des missions. Les enfants sont instruits et quand ils sortent des écoles professionnelles, on les emploie comme ouvriers dans les ateliers d'artillerie ou de génie, ou comme magasiniers, secrétaires et interprètes.

Les hommes reçoivent des graines et se livrent à la culture contre rémunération. Parfois aussi ils travaillent sur les routes à des corvées ou dans les camps en construction moyennant salaire. On les marie aux femmes du village. Celles-ci peuvent aussi épouser des tirailleurs de la garnison. Ainsi se constituent les familles. Parfois on confie des enfants, munis de certificats de liberté et soigneusement inscrits aux cercles, à des négociants européens ou à des familles indigènes honorables, dans les grands centres. Les commandants de cercle et procureurs de la République sont leurs tuteurs légaux. Ainsi par l'amour du travail et de la famille

(1) Cf. Doc. 1894, p. 47 et *Bulletin de la Société antieslavagiste de France*, mars 1904, en note.

on a donné aux captifs le sentiment de la liberté, le goût de la propriété (rapport du colonel Trentinian, gouverneur du Soudan français, Doc. 1896, Supplément, p. 325). C'est là une idée heureuse de la France dans la voie de l'utilisation des esclaves libérés. En 1894 au 1^{er} mai, la population des cercles comptait 3.868 habitants. Un an après, il y avait au Soudan 44 villages de liberté avec 7.934 âmes (Doc. 95) et le mouvement se poursuivit à ce point que la population doubla en six mois dans un village créé près de Kayes. Le Gouvernement français, allant encore plus loin dans la protection des esclaves, a réglementé l'émigration des indigènes. Ainsi pour le Dahomey (Doc. 1903, p. 251), les contrats de louage de service ont été soumis à la surveillance des autorités les plus proches de la résidence de l'engagé. Ainsi en est-il au Congo, en vertu d'un décret du 11 mai 1903. L'engagé possède un livret avec les conditions du contrat (Doc. 1903, p. 29). Du 1^{er} janvier 1893 au 1^{er} janvier 1894, 641 lettres de liberté avaient été délivrées. En 1895, en l'espace de dix mois seulement, 997.

En Érythrée, le Gouvernement italien a groupé les populations sous des chefs de tribus responsables. Des agents inspecteurs les surveillent. Des croisières fonctionnent. Une justice pénale sévère, la justice militaire s'applique aux indigènes, conformément au décret royal du 22 mai 1894. Outre les esclaves libérés par les autorités italiennes, commandants, résidents, tribunaux, certains

se sont rachetés eux-mêmes et ont assuré leur existence en s'enrôlant dans les « répartis indigènes », ou en travaillant. En 1898, on pouvait considérer la traite des esclaves comme ayant cessé d'exister en Érythrée. Une loi du 25 mai 1898 approuvait la concession à la Société italienne du Bénadir des villes et territoires du Bénadir et de son Hinterland. La Société s'engageait à poursuivre le développement administratif et matériel de la colonie. Le Gouvernement devait lui payer des annuités pour l'entretien ou la fondation de stations.

Ces efforts en vue de la mise en pratique des prescriptions de la Conférence nous les constatons dans tous les pays d'Afrique soumis aux États européens. En étudier le détail nous entraînerait trop loin. Aussi pensons-nous, qu'en nous en tenant aux créations-types, nous donnerons une idée vraie des résultats obtenus. Or, aucune puissance ne semble avoir organisé le service de répression mieux que l'Angleterre en Égypte et au Soudan. En 1895, l'Égypte a conclu avec la Grande-Bretagne une Convention précisant la Convention de 1877 pour la suppression de la traite et de l'esclavage. L'interdiction de l'importation et de l'exportation des esclaves était ainsi confirmée. Les peines applicables aux faits d'esclavage et la procédure judiciaire ont été réglées. Tous les faits susceptibles de porter atteinte à la liberté sur le territoire égyptien ont été prévus avec soin par la nouvelle législation (Congrès libre de Paris, 1900, p. 78 et suiv.). Mais pour appliquer la loi, l'Angleterre a organisé au Caire un

bureau dit « de la répression de la traite », qui concentre dans ses mains tout ce qui se réfère à l'esclavage et à l'affranchissement. Dans chaque province ou Gouvernement fonctionne un bureau de transmission, sous le contrôle du bureau de répression. Toute personne qui se dit esclave et qui réclame une carte d'affranchissement n'a qu'à se présenter pour l'obtenir des « moudirs » gouverneurs et leurs agents. Ils ont pour auxiliaire une cavalerie légère et rapide montée sur dromadaires (Doc. 1901, p. 209). Des postes de surveillance sont établis sur les routes qui servent d'entrée aux marchands d'esclaves. Les méharistes poursuivent et capturent les caravanes à esclaves, livrent les trafiquants à la justice et conduisent les victimes aux gouverneurs ou autres fonctionnaires. La sortie d'Égypte est également contrôlée. Tout nègre ou Abyssin ne peut être embarqué sur un bâtiment indigène sans avoir obtenu au préalable son certificat de liberté. Les enfants doivent être accompagnés de leurs parents ou répondants. Mais d'autre part les pèlerinages de La Mecque pouvaient servir de moyen de dissimulation facile à l'exportation au Hedjaz par les traitants musulmans d'enfants ou d'adultes capturés au Soudan. On décida que les pèlerins devraient faire inscrire sur un livret le signalement de leurs serviteurs de couleur. Ce certificat est contrôlé et enregistré au port d'embarquement. Au retour nul n'est admis sans la production de cette pièce d'identité. Cette méthode fut également appliquée au Soudan après sa conquête. Elle produisit de bons résultats.

Le bureau de répression devait encore rechercher les trafiquants, auteurs ou complices et les amener avec preuves à l'appui devant les tribunaux compétents. Ainsi en 1896, 11 procès ont été poursuivis en Égypte et tous les accusés de trafic d'esclaves ont été condamnés à des peines variant de l'emprisonnement aux travaux forcés.

Des institutions spéciales ont été fondées pour recevoir les enfants, femmes ou adultes arrachés par les agents du service de la répression aux mains des esclavagistes. Depuis 1895 le Gouvernement égyptien ne se charge plus lui-même de faire face aux besoins de ces malheureux. Les femmes et les enfants sont confiés à une institution privée « Home for liberated female slaves » moyennant une subvention annuelle de 300 livres, versée par le Gouvernement. Les garçons y restent jusqu'à 10 ans. Les filles y apprennent le service domestique et sont ensuite placées comme servantes. Dans le Bornou, en Nigérie septentrionale, le rapport annuel du général Sir F. Lugard pour 1902 (Doc. 1903, p. 143), constate la création d'asiles pour esclaves libérés « Freed Slaves Home », dont les résultats sont excellents. En février 1904, on a ouvert un deuxième Home. Là on apprend aux esclaves à travailler contre salaire. On les soigne. En 1904 on a soigné 167 pensionnaires dans l'asile de Bornou et 401 dans celui de Zoungeroun (Doc. 1905, p. 201).

Au point de vue politique, économique et religieux, nul État n'a plus fait que l'État indépendant du Congo. Il travaillait dans un pays absolument neuf et pourtant il a

obtenu des résultats considérables dans les divers ordres d'idées préconisées par l'Acte de Bruxelles. Des stations fortement occupées ont été poussées très loin, au cœur même de l'Afrique, dans des régions ravagées autrefois par les chasseurs d'hommes. Pour agir sur les tribus, sans heurter leurs mœurs ou leurs habitudes, en même temps que pour remédier au morcellement indéfini des populations, on s'est servi d'un trait d'union naturel entre l'État et les indigènes. Pour cela on a eu recours aux « chefferies ». Autour de chefs reconnus par les noirs et solennellement investis par l'État se groupent des populations de même race, dont les besoins, les mœurs et les intérêts sont identiques (Doc. 1900, p. 34). Ainsi a-t-on pensé éviter l'exploitation directe ou indirecte des noirs. Les chefs sont placés sous la dépendance des commandants de districts. Ils sont responsables de tous les méfaits de leurs sous-ordres. Comme conséquence les guerres civiles sont peu à peu disparues. Les mœurs se sont humanisées et l'on a pu combattre plus facilement les coutumes barbares des sacrifices humains et de l'anthropophagie. Les rapports des secrétaires généraux au Roi en font foi.

En ce qui concerne l'organisation des voies de communications et des moyens de transports, les Belges ont accompli de grands travaux et réalisé de merveilleuses améliorations (Doc. 1894, fascic. 1. Doc. 1896-1900, Rapp. du secrétaire général au Roi souverain). Ils ont ouvert des routes, construit des ponts. Il n'y a pas en Afrique

de chemin de fer plus important que celui des cataractes. Son trajet de Matadi au Stanley Pool compte environ 400 kilomètres, mais il supprime l'obstacle énorme de la chaîne côtière et des chutes du Congo. Il constitue en quelque sorte la base même de tout le développement économique du pays. Car il relie à un bassin de 3.800.000 kilomètres carrés et à un réseau navigable de rivières et de fleuves long de 18.000 kilomètres, l'Atlantique. Des services rapides de messageries fluviales ont été créés. Ils font des transports importants. L'essor commercial et agricole se développe prodigieusement. En 1894, on construisait une ligne télégraphique de Boma au lac Tanganyika. Le secrétaire général, en 1900, espérait que le développement de la télégraphie sans fil viendrait aider au développement des communications. Tout ceci a contribué à diminuer le portage à dos d'esclaves. On a essayé d'utiliser les éléphants⁽¹⁾ et des études ont été faites pour arriver à établir des transports par automobiles. Pour favoriser l'agriculture et la culture des plantes indigènes, des jardins d'essai et des jardins botaniques ont été créés avec des laboratoires. On a construit des hôpitaux, développé les services d'état civil et de notariat.

Une grande surveillance est exercée sur les contrats de travail. Les abus d'autorité sont déférés à une Commission composée d'hommes impartiaux, sans attache

(1) De pareils essais de domestication ont été faits au Congo français aussi (*Bulletin de la Soc. Ant. de Fr.*, déc. 1898, p. 127).

gouvernementale ou administrative, qui apprécie les actes et les renvoie à l'autorité judiciaire. Un décret royal du 2 décembre 1896 a modifié le Code pénal pour la répression des actes arbitraires des fonctionnaires. Des tribunaux existent assez nombreux dans le Bas et le Haut Congo (Léopoldville. Nouvelle-Anvers); un tribunal territorial est établi au Tanganika. Les caravanes circulent librement à l'intérieur. Mais en exécution de l'article 17 de l'Acte général, elles doivent être munies, conformément à l'article 1 du décret du 16 octobre 1896, d'une autorisation de circuler avec une liste nominative enregistrée par le commissaire de district. L'armement en est strictement limité et prévu. Un cautionnement est exigé avant le départ. L'entreposage rigoureux des armes a produit au Congo comme dans les autres colonies européennes d'Afrique de bons résultats. Des inspecteurs d'État reçoivent des missions de surveillance. Beaucoup d'esclaves ont été libérés au lieu même de capture. On a répondu aux préoccupations des articles 6 et 88 de faciliter leur établissement, de pourvoir à l'éducation des enfants surtout et de recueillir les femmes dans des établissements de refuge. Des colonies agricoles et professionnelles ont été organisées par l'État mais dirigées par des missionnaires. Le personnel laïc donne l'instruction militaire à ceux dont la vocation se tourne vers les armes. Les sœurs reçoivent les enfants du sexe féminin libérés ou abandonnés dans des établissements spéciaux. L'État a d'ailleurs fait appel aux

associations privées, philanthropiques et religieuses déjà installées et les a autorisées à recueillir les enfants indigènes libérés se réservant seul le droit de surveillance pour éviter les abus.

Les missionnaires catholiques ou protestants ont été de précieux auxiliaires pour la moralisation de l'indigène. Ils sont entourés d'une protection spéciale de la part des agents de l'État. Une circulaire prescrivait aux commissaires de districts et autres fonctionnaires de leur prêter aide et assistance. Aussi en 1902, il y avait dans l'État indépendant du Congo 180 missionnaires belges, 36 établissements, 7.000 prosélytes, 120 missionnaires étrangers, anglais, américains, suédois, 40 établissements.

Comme les Arabes esclavagistes razziaient très loin et prenaient pied de plus en plus, l'État a dû asseoir sa domination dans les régions exposées à leurs chasses et à leur œuvre méthodique de dévastation. Il a fallu entreprendre des engagements et même des expéditions. Les campagnes victorieuses de Dhanis, Chaltin et Ponthier ont empêché la jonction avec les Madhistes au Nord, amené la débandade des Arabes et procuré en 1893 la tranquillité dans le Tanganika, le Nyangwe et le Manyema. L'aire de la traite s'est considérablement rétrécie de ce fait. Des postes se sont installés sur les itinéraires des explorateurs pour maintenir la paix. Il n'y eut bientôt plus que des bandes sans importance vers le lac Albert Nyanza. Mais ces expéditions

attirèrent des difficultés à l'État du Congo, agrandissant ses territoires sous prétexte de repousser les négriers, et contrairement à l'Acte de Berlin qui l'avait reconnu avec des frontières immuables. En 1891, il lançait des troupes sur les territoires français de la rive droite de l'Oubanghi-Ouellé. La France éleva des protestations. On lui répondit, qu'ils s'agissait là de territoires vacants et qu'ils devaient appartenir à leur premier occupant. En 1892, les négociations entreprises échouèrent. Un nouvel essai infructueux eut lieu le 16 avril 1894. Pendant ce temps, pénétrant dans la vallée du Nil, le major Von Kerkhoven annexait au nom de l'État indépendant une partie de cette région avec la ville de Lado. L'Angleterre réclama. Une commission d'enquête examina les actes reprochés à l'État du Congo. Bientôt intervenait un traité avec l'Angleterre le 12 mai 1894 : L'État du Congo pensait ainsi trancher les questions territoriales sans nous et contrairement à l'Acte de Berlin qui prescrivait la médiation d'une tierce puissance. Grâce à ce traité, il accroissait ses possessions. L'Angleterre lui donnait à bail deux provinces du Soudan égyptien (Bahr-el-Gazal et province Équatoriale). L'État du Congo donnait à bail, à l'Angleterre une bande de terrain de 25 kilomètres de large, s'étendant du lac Tanganika au lac Albert-Édouard. Le Congo nous fermait ainsi la route du Nil ; tandis que l'Angleterre, en disposant libéralement de provinces placées sous la suzeraineté de la Porte assurait tranquillement sa domination en Égypte. Aux

protestations de la Turquie et aux remontrances énergiques de l'Allemagne, la France joignit les siennes. L'Angleterre dut renoncer à la bande de terrain concédée par l'État du Congo. La France, par le traité conclu avec la Belgique le 14 août 1894, obtenait l'abandon presque complet, par le Congo, des territoires que l'Angleterre lui avait cédés à bail.

Régime des armes.

Le régime des armes a été sévèrement organisé par toutes les puissances signataires possessionnées en Afrique. A cet effet de nombreuses ordonnances et décrets ont été rendus par les autorités compétentes, le plus souvent par les gouverneurs coloniaux. Partout on a créé un régime rigoureux d'entrepôt sous contrôle de l'autorité et moyennant paiement de droits pour les armes et munitions importées. Six entrepôts existaient en 1892 pour la seule colonie du Cameroun. Dans les contrées où le commerce en a été autorisé, des précautions ont été prises pour l'importation, la vente, l'achat et même pour l'emploi. Un arrêté de M. Roume, gouverneur général de l'Afrique occidentale française, du 8 juin 1903 est en ce sens. Le plus souvent la vente n'a été autorisée que pour les fusils à silex seuls et pour les poudres communes dites « de traite ». Les licences contre paiement de droits élevés ont été établies à ces fins. On a imposé une tenue régulière et sérieuse des livres d'achat et de vente dans

les colonies où ce commerce n'était pas interdit. Des modèles de ces licences et de ces livres ont été annexés aux ordonnances rendues sur la matière. Des rapports d'ensemble sur la mise en vigueur de l'Acte général de Bruxelles à la Côte d'Ivoire et dans la Guinée française annoncent dès 1892 les bons effets de l'exécution des mesures prescrites. On constate que les importations d'armes ont diminué au profit des tissus. Il en est de même en Sierra-Leone (Lettre de la Légation britannique au ministre des Affaires étrangères belge, 1^{er} sept. 1893). Pour l'achat des munitions ou armes à feu, on a exigé l'octroi de permis spéciaux timbrés et oblitérés contre paiement de certains droits. Ainsi décide, par exemple, une proclamation de Sir Henry Brougham Loch, haut-commissaire pour l'Afrique du Sud, le 4 octobre 1892, modifiée le 31 décembre 1892 pour le protectorat de Béchuanaland.

Les armes sorties des entrepôts ont été soumises à un estampillage. Pour les porter au dehors on a exigé des permis de port d'armes révocables. En Érythrée, on a opéré ainsi le retrait de plusieurs centaines de fusils en deux ans de temps (Doc. 1903, p. 189). Conformément à la déclaration faite par le plénipotentiaire anglais au protocole XII de la Conférence concernant la surveillance du commerce des armes dans les colonies britanniques de l'Afrique du Sud, les gouverneurs de ce pays, du Natal et du Zouloulund ont donné l'assurance qu'ils appliqueraient strictement les lois existantes pour surveiller les territoi-

res en contact avec la zone définie à l'article 8. Ces dispositions se retrouvent à peu près identiques dans toutes les ordonnances des différentes puissances. Les statistiques trimestrielles montrent que les importations d'armes n'ont jamais été anormales. Des peines sévères sont venues rappeler les coupables au respect des lois. Elles ont été la confiscation, l'amende, l'emprisonnement, quelquefois la pendaison. La traite a subi de ce fait une grande diminution. L'interprétation de l'article 9 de l'Acte général a amené des divergences de vues entre les représentants des puissances au bureau de Zanzibar. Le directeur des douanes de Zanzibar, M. Strickland ne voulut pas consentir à laisser sortir pour être conservées à la Procure des armes à feu réclamées par le R. P. Bresson et destinées aux missions des Pères Blancs de l'intérieur de l'Afrique. En effet, l'article 9 stipule expressément qu'aucune sortie d'armes à feu des entrepôts ne pourra avoir lieu sans l'autorisation préalable de l'Administration. Deux exceptions sont faites cependant l'une en faveur des personnes offrant une garantie suffisante que les armes et munitions qui leur seraient délivrées ne seraient pas cédées à des tiers, l'autre en faveur de voyageurs munis d'une déclaration de leur Gouvernement. Comme ces armes n'étaient pas personnellement pour le Père, il devait se conformer aux formalités de l'enregistrement et de la marque des armes prescrites au § 5. Il était désirable qu'une exception en faveur des missionnaires fût admise. Mais le bureau de Zanzibar ne pouvait modifier par interpré-

tation le sens de l'article 9 (Cf. Rapp. du bureau de Zanzibar sur ses travaux pour 1895).

*Exécution des mesures de répression
de la traite maritime.*

Les articles 20 et suivants de l'Acte général prévoyaient des mesures minutieuses pour réprimer la traite maritime. Il s'agissait, nous l'avons vu, d'une partie très importante de l'Acte. L'œuvre de la Conférence aurait été stérile, si les puissances avaient négligé de mettre en pratique les décisions arrêtées en commun. Heureusement elles ont accompli scrupuleusement leur devoir. Elles ont adressé à leurs fonctionnaires coloniaux des ordonnances renfermant des prescriptions au sujet de la concession à des bâtiments indigènes du droit d'arborer le pavillon, la tenue du rôle des équipages et la liste des passagers noirs. Ces ordonnances ont été appliquées sans retard. Conformément à l'article 50 de l'Acte général, on a préparé des dispositions légales concernant l'installation des autorités chargées de procéder à l'enquête et au jugement des navires arrêtés. Les instructions ont été rédigées concernant les commandants des bâtiments de guerre.

Dans les documents de 1892 on trouve des instructions adressées par l'Angleterre aux capitaines et commandants de ses navires de guerre employés à la répression de la traite des esclaves. Elles prescrivent une grande diligence, mais aussi la modération dans l'exercice des pou-

voirs qui leur sont confiés. Elles définissent minutieusement les pouvoirs, en vertu de la juridiction britannique et des traités passés avec la Grande-Bretagne, déterminent le temps et le lieu où ils doivent être exercés conformément aux stipulations de l'Acte général. La procédure est décrite avec précision. Les pièces trouvées à bord qui peuvent amener à conclure au commerce d'esclaves en dehors de la présence d'indigènes sont les chaînes, les colliers, les menottes. Les multiples cloisons, le grand nombre de provisions, la disposition des planchers et des écoutilles peuvent renseigner sur la nature du trafic auquel se livre le navire arrêté. L'inventaire du bord devra être dressé, quand un navire soumis à l'autorité britannique sera saisi. On pourra détruire le navire que l'on ne pourra conduire à son port de juridiction.

Les considérations d'humanité devront guider pour recevoir à bord les esclaves fugitifs sans prendre l'apparence de défaut de courtoisie internationale. Des rapports devront être adressés pour ces différentes opérations à l'autorité britannique de qui relève le navire enquêteur ou capteur. S'il s'agit d'un navire britannique ou sans nom, la juridiction compétente sera le port le plus proche où siège une amirauté, vice-amirauté, Cour consulaire, Cour coloniale d'amirauté britannique. Des instructions générales concernent l'application de l'Acte de Bruxelles. L'action des croiseurs est limitée à la zone déterminée par cet acte. Une distinction est faite en termes techniques entre les bâtiments indigènes et les autres. Des instruc-

tions spéciales visent les bâtiments sous pavillon français en pleine mer. Vis-à-vis d'eux, les officiers anglais devront toujours se borner à l'enquête sur la nationalité. Les instructions de 1867 les guideront. Conformément à l'arrangement entre la France et l'Angleterre du 2 juillet 1892 des instructions identiques ont été données aux croiseurs français. On trouve en annexe les copies de « l'acte de francisation » et du « congé », dont doivent être munis les navires autorisés à arborer le pavillon français, conformément aux instructions de 1867. Ce congé est une réquisition de laisser passer ce navire « à tous souverains, États, amis et alliés de la France et leurs subordonnés ». Des modèles du certificat d'affranchissement qui sera remis aux esclaves réfugiés à bord figurent aussi. On constate que les Cours britanniques d'Aden, Mascate, Tamatave, Zanzibar reçoivent compétence en matière de traite d'esclaves dans la zone maritime⁽¹⁾.

(1) Exemple d'un jugement en matière de traite rendu par la Cour britannique de Zanzibar. Il peut être intéressant de citer le texte. *Cause n° 4 de 1894*. Jugement relatif à un bâtiment indigène sans pavillon ni papiers. Devant le tribunal de l'agent diplomatique et consul général de Sa Majesté Britannique à Zanzibar, juridiction de l'amirauté. *Jugement*. En Cour de Sa Majesté la Reine contre un bâtiment indigène avec son équipement, sans pavillon, ni papiers, nom, propriétaire et patron inconnus, saisi pour confiscation par Charles Campbell, esq., capitaine dans la marine royale commandant le navire de Sa Majesté « Philomel ». Par devant H.-W. de Sausmarez, esq., juge assistant au tribunal consulaire de Sa Majesté Britannique à Zanzibar, le 31 janvier 1894.

Sur comparution personnelle du lieutenant Gore-Browne, M. R. du navire de Sa Majesté « Philomel » et sur production de sa déclaration sous serment faisant connaître les circonstances dans lesquelles le bâtiment

L'enregistrement des dhows sera valable pour un an. Il se fait contre paiement de droits. Les autres puissances ont agi de même. La Cour d'assises de la Réunion est compétente (art. 14, L. du 4 mars 1831) pour le jugement des crimes commis sous pavillon français. L'enquête est confiée au consul de Zanzibar quand un lougre arborant le pavillon français est arrêté. Il agit alors en vertu des pouvoirs de magistrat instructeur dont sont investis les consuls dans les pays du Levant et d'Extrême-Orient en matière criminelle, conformément à l'édit de 1778 et à la loi du 28 mai 1836. Si l'arrestation paraît justifiée, il renvoie l'affaire devant le tribunal compétent pour en juger.

indigène, sans pavillon, ni papiers, nom, propriétaire et patron inconnus, et dont la description et les dimensions sont spécifiées dans le certificat de mesurage dressé par les capteurs, a été arrêté par lui à Kizim Kazi, à la pointe Sud de l'île de Zanzibar, le 30 janvier 1894.

Moi juge soussigné, après avoir entendu et examiné les témoignages produits par les capteurs et à défaut de comparants du côté de la défense, ayant acquis des preuves suffisantes que ladite dhow, au cours de la traversée qu'elle accomplissait au moment de sa capture, avait servi, en violation des traités existants entre la Grande-Bretagne et Zanzibar, au transport illicite d'un certain nombre d'esclaves que le patron avait entraînés à abandonner leur maître pour venir à son bord; je déclare ledit bâtiment avec son équipement légalement saisi et confisqué au profit de Sa Majesté la Reine et le condamne en conséquence. J'ordonne en outre que ladite dhow soit détruite et vendue par pièces détachées en adjudication publique.

En foi de quoi, j'ai signé le présent jugement et y ai apposé mon sceau le 31 janvier 1894.

H.-W. DE SAUSMAREZ,

*Juge-assistant au tribunal consulaire
de Sa Majesté.*

(Documents 1894, fasc. 1).

Une ordonnance du Gouvernement impérial de l'Afrique orientale allemande concernant la concession du pavillon impérial aux bâtiments indigènes ainsi que la confection des rôles d'équipage et des listes des passagers en date du 1^{er} avril 1893, définit le bâtiment indigène d'après son gréement et la majorité des hommes indigènes dans l'équipage. L'autorisation n'est accordée qu'à des armateurs sujets ou protégés allemands contre des garanties de propriété ou caution. L'autorité douanière délivrera le rôle d'équipage, la liste des passagers et les contrôlera. C'est elle qui percevra les droits dans les ports. Le 1^{er} mars 1893, une ordonnance complémentaire étendait ces dispositions à tous les territoires allemands situés dans la zone de surveillance maritime. Les autorités consulaires recevaient alors les fonctions confiées aux autorités douanières dans l'Afrique orientale. Une ordonnance (Doc. 1893, p. 55), pour l'exécution des dispositions de l'Acte général de la Conférence contenues dans les articles 50 à 59, détermine les prescriptions à observer pour la procédure à suivre à l'égard des bâtiments naviguant sous pavillon allemand, arrêtés par un croiseur étranger. Le capitaine allemand pourra en appeler du jugement rendu en 1^{re} instance dans le port où il a été amené au fonctionnaire chargé de la juridiction en 2^e instance.

Le 2^e fascicule de 1894 contient des instructions du Gouvernement italien aux navires de guerre stationnant dans la mer Rouge pour la répression de la traite, les

modèles d'actes de nationalisation pour la marine marchande d'Érythrée, le rôle d'équipage d'une sambouque de la capitainerie royale du port de Massaoua. Un navire de guerre italien était en station à Massaoua pour empêcher la traite maritime par la mer Rouge.

Tout ceci montre bien que la répression de la traite maritime n'est pas restée lettre morte. Les puissances ont déployé une grande activité pour organiser des croisières et procéder au jugement des cas de traite. L'Angleterre surtout a établi des stations navales à Aden, Zanzibar et au Cap de Bonne-Espérance. Des croisières nombreuses et importantes se font dans l'Océan Indien. Des rapports d'officiers supérieurs montrent l'efficacité des opérations entreprises dès 1892. Les stipulations de l'Acte de Bruxelles sur l'enregistrement et le numérotage des dhows ont été parfaitement observées. Le commandant en chef de la station navale du Cap de Bonne-Espérance apprend que sur la côte orientale d'Afrique en 1892, on a trouvé plus de 90 0/0 des dhows arabes en règle (Doc. 1893). Grâce à cette surveillance, les risques étaient devenus très grands pour l'embarquement des esclaves sur le territoire de la Compagnie britannique de l'Est africain. Aussi les esclaves nouvellement capturés étaient-ils le plus souvent dirigés par terre vers la côte des Somalis, pour être expédiés vers l'Arabie. Les grandes dhows renoncèrent à courir les risques de la capture. Sur 486 dhows abordées en 1895 dans la division navale de Zanzibar, 6 seulement ont été condamnées qui portaient au total

27 esclaves. La traite par mer diminua considérablement. Mais les Arabes ont déployé une grande audace et beaucoup de ruse et sans ce contrôle rigoureux, cette étroite surveillance des bâtiments indigènes en mer, les autres modes de répression seraient restés inopérants.

A Zanzibar, le Sultan a, conformément à ses engagements, prêté un concours loyal aux autorités britanniques. Ses soldats ont saisi des esclaves jusque dans les maisons du quartier indigène. Dans le golfe Persique et à Aden la situation était satisfaisante en 1894. En 1897, le contre-amiral Drummond ne signalait rien de relatif au transport d'esclaves dans le rayon de la division d'Aden et de la station des Indes orientales dans son rapport à l'amirauté. La sévérité des condamnations prononcées contre les navires saisis a beaucoup contribué à ces bons résultats. Nous trouvons à la suite des rapports officiels sur les croisières des jugements annexés. Leur lecture prouve que les prescriptions de l'Acte de Bruxelles concernant la visite, l'arrestation et la saisie ont été observées. On y voit la pratique du mesurage de la prise du tonnage des navires saisis. Des certificats de destruction de bateaux négriers et de réception d'esclaves fugitifs à bord sont contenus dans différents volumes.

Les statistiques de plusieurs années semblent prouver après perquisition de milliers de dhows cette diminution des cas de traite qui se réduisaient à peine à 8 ou 10 par an en moyenne. Si le navire *Philomel* a parfois capturé jusqu'à 200 esclaves par mois, c'est qu'alors il s'agis-

sait des mois où les vents favorables de la mousson rendent plus facile la navigation vers le Nord. En 1898, Zanzibar était déjà en pleine décadence comme entrepôt d'esclaves. Le rapport du Bureau international pour cette année constate la décroissance des faits de traite. La navigation boutrière elle-même, à Zanzibar s'était ressentie des effets de la Conférence. Elle comportait 13.890 boutres de 202.231.049 tonnes. La recrudescence du trafic d'esclaves constatée en 1899 (Rapp. du bureau de Zanzibar, 1899), a été provoquée par la famine qui suivit la grande sécheresse. Les patates et le manioc venant à manquer les noirs ont vendu leurs femmes, leurs enfants et leur propre personne. Les Arabes ont voulu profiter de ces gains faciles pour ravitailler les ports de la mer Rouge et du golfe Persique. L'énergie des autorités a déjoué beaucoup de tentatives. De nombreux jugements en font foi. Une aventure curieuse survenue dans le port même de Zanzibar, montre le zèle des autorités. Une dhow, sous pavillon français, chargée d'esclaves, sur le point de faire voile vers Mascate, fut signalée à Sir Lloyd Mathews, 1^{er} ministre du sultan. Le consul de France, ayant consenti à ce qu'un officier de police locale fût autorisé à se rendre à bord et à visiter le navire suspect, fit accompagner l'officier de police par un cavass (gendarme du consulat), pour procéder à l'inspection. Le cavass, obstinément assis sur une écouteille, déclara qu'il ne voyait rien de suspect. L'officier intrigué souleva l'écouteille et découvrit 20 nègres. La dhow fut capturée, mais, malgré les

circonstances, la présence de 20 esclaves embarqués sur un même navire était exceptionnelle (Doc. 1899, p. 117, rapp. de M. Cave au marquis de Salisbury). A cette même époque, le consul de France à Mascate constatait que malgré l'augmentation du nombre des esclaves pouvant faire l'objet du trafic, les propriétaires n'avaient pu s'en procurer à n'importe quel prix. La guerre du Transvaal avait permis un certain développement de la traite sur la côte portugaise du Mozambique. Des postes, des croisières, de petites canonnières dans les rivières ont enrayé le trafic. En 1901, aucun jugement relatif à la traite n'a été remis au bureau. Le rapport du bureau maritime de Zanzibar pour 1905 constate l'efficacité des mesures de surveillance.

*Comment les pays dont les institutions comportent
l'existence de l'esclavage domestique ont tenu
leurs engagements.*

Ces bons résultats sont dus surtout à l'active surveillance des autorités européennes et en particulier des croisières anglaises et allemandes qui ont livré des chasses sans merci aux boutres négriers. Il semble bien en effet que les puissances musulmanes dont les institutions comportent l'existence de l'esclavage domestique n'aient pas déployé le même zèle. Leurs engagements n'ont pas toujours reçu d'exécution. Le Sultan de Zanzibar a coopéré loyalement à l'action anglaise et son concours a souvent

été efficace. Il a fait opérer des saisies à domicile dans des lieux d'importants marchés secrets. Ainsi fit-il à Malindi le 12 mai 1893. Le décret de Seyyid Ali du mois d'août 1890 a d'ailleurs par son application rigoureuse enrayé efficacement l'importation, l'exportation, le transit des esclaves et amélioré leur condition. Il est vrai que le 1^{er} ministre du Sultan est un fonctionnaire anglais.

La Perse et la Turquie, indépendantes, n'ont pas mérité les mêmes éloges. C'est ainsi que le commandant en chef de l'escadre de Sa Majesté Britannique de l'Océan Indien déclare dans son rapport du 12 février 1893 (Doc. 1893, p. 134) que si, grâce aux efforts des croisières anglaises, la traite a diminué considérablement dans son ensemble, on ne peut être aussi affirmatif pour ce qui se passe dans le golfe d'Aden. La surveillance active prescrite par l'article 69 de l'Acte de Bruxelles et consentie par le Shah de Perse n'a même pas été essayée par son navire de guerre le *Persépolis*, chargé de cette mission. Des importations se faisaient dans tous les ports de Perse et surtout dans le golfe d'Oman. Un rapport persan de janvier 1895 affirme cependant que l'introduction des esclaves africains par le golfe Persique est complètement abandonnée, grâce à la surveillance des autorités locales (Doc. 1895, p. 237). Mais l'indifférence de ces autorités, en réalité, était telle, que les résidents politiques anglais ont souvent dû les rappeler au respect des obligations qui leur étaient imposées par différents traités, en exigeant de fortes amendes pour les infractions commises

par leurs subordonnés et la reddition des esclaves importés par des négriers du pays. Sur les côtes arabiques du golfe d'Oman et du golfe Persique il en fut de même. Les esclaves importés venaient pour la plupart de Zanzibar sur des bateaux appartenant à des tribus arabes ou persanes. Les Cheiks étaient complices. Il fallait souvent la présence des navires de guerre britanniques pour obtenir le recouvrement des amendes qui les frappaient, en cas de participation à des affaires de traite. Le commissaire anglais Johnston constate encore, dans son rapport en 1894 (Doc. 1894, 2^e fascic.) qu'un grand nombre de nègres sont dirigés sur Mascate pour répondre aux demandes de la Perse, tandis que la Turquie les exporte de Tripolitaine sous le nom de serviteurs libres pour ses harems. En 1894, l'agence britannique obtenait du Sultan de Mascate la libération d'un homme libre africain enlevé et la délivrance de 26 lettres d'affranchissement. Mais, le rapport du bureau de Zanzibar pour 1902 déclare, que sur le marché de Mascate on paie cher les esclaves et que cela constitue un attrait pour le commerce des négriers. Des documents statistiques de toutes les provinces ottomanes communiqués par la Turquie il ressort, que, du 1^{er} mars 1890 à fin septembre 1894, les autorités de trois districts ont libéré 955 esclaves africains, 10 dans le district de Tursous. A Yaffa, à Gaza, en Syrie, il en fut de même et le tribunal de première instance de Djeddah a délivré bon nombre de lettres d'affranchissement au cours de cette même période. En Égypte, de 1884 à 1893, 13.550 es-

claves ont été libérés par les agents préposés à la surveillance de la traite; 213 conducteurs et marchands d'esclaves ont été condamnés par les cours martiales au cours des dernières années. On trouve des listes d'esclaves nègres et négresses affranchis par les autorités turques, soit par suite de capture ou par suite des mauvais traitements que leurs maîtres leur infligeaient. Beaucoup d'esclaves affranchis par le tribunal de Hodeïda ont été placés comme domestiques par ordre du gouverneur. De 1317 à 1319 de l'Égire (1901 à 1904), 328 personnes ont été libérées sur leur demande par les autorités impériales. Il y a là, semble-t-il, un effort sérieux. Et s'il faut en croire Tevfik Pacha, l'envoi d'esclaves nègres à Constantinople a complètement cessé. C'est ce qu'écrit, le 20 février 1906, le ministre belge à Constantinople au ministre des Affaires étrangères, Baron de Favereau (Doc. 1905, p. 281). Mais ce sont là des affirmations officielles et trop optimistes sans doute.

Réglementation du commerce des spiritueux.

Conformément aux mesures restrictives du trafic des spiritueux décidées par le chapitre VI de l'Acte de Bruxelles, le commerce de ces boissons a été soumis à une réglementation. Il avait été convenu que chaque puissance devrait notifier les « limites de la zone de prohibition des boissons alcoolisées dans ses possessions ou protectorats » (art. 91). Le Gouvernement anglais

fit connaître qu'il y plaçait les possessions du Sultan de Zanzibar dans les îles et le continent, le protectorat du Witou, Nyassaland et une partie du territoire du Niger. Le Portugal fit cette notification pour ses colonies le 1^{er} octobre 1892 au Gouvernement belge (Doc. 1892, p. 338). On retrouve des traits communs dans les ordonnances des gouverneurs. C'est en général l'entreposage, la défense de vendre ou de donner de l'alcool aux indigènes, sauf certaines exceptions comme le cas de maladie, sur ordonnance médicale écrite ou autorisation de l'autorité. La vente n'est autorisée que moyennant permis et paiement d'un droit de licence, ainsi que la fabrication à l'intérieur. Des droits frappent chaque alambic. Certains Gouvernements ont fait des efforts pour remplacer par des boissons moins fortes les spiritueux dans les relations des autorités avec les indigènes. C'est ainsi que le vin est prescrit par une circulaire, en date du 13 avril 1893, du ministre de la Marine et des Colonies portugaises aux gouverneurs généraux des provinces de Mozambique et d'Angola. La préoccupation des puissances étant de remédier aux funestes conséquences morales et matérielles qu'entraînent pour les populations indigènes les abus des boissons alcoolisées, elles n'ont pas limité leurs mesures restrictives à l'alcool simplement. Ainsi un arrêté du gouverneur de la Guinée française, pris le 9 décembre 1893 (Doc. 1894, 1^{er} fasc.) imposait non seulement les alcools, mais les vins, bières, cidres ou poirés. Poussant

très loin le souci de la protection des noirs, viciés au contact de notre civilisation, ce même gouverneur frappait le kilogramme de tabac d'un droit de 0 fr. 50. Dans le même esprit un décret du vice-gouverneur général de l'État du Congo en 1903 interdisait la culture, la vente, la détention du chanvre à fumer qui détruit la santé et pousse au crime.

Les termes liqueurs spiritueuses et boissons enivrantes ont même été étendus parfois à l'eau de Cologne pour empêcher les mesures prises d'être tournées (Proclamation de Sir Henry Brougham Loch, haut-commissaire de l'Afrique du Sud, 22 déc. 1892). Des mesures restrictives ont été étendues même en dehors de la zone définie à l'article 90, afin d'empêcher l'introduction des spiritueux dans les territoires de la zone par les frontières intérieures, ainsi dans tout le protectorat Sud-Ouest africain allemand (Ordonnance du gouverneur impérial, 1^{er} août 1891). Dans toutes les colonies européennes l'importation, la fabrication, le débit, la consommation des boissons spiritueuses ont été réglementés. Les importations ont diminué au profit des autres produits commerciaux, grâce aux surtaxes élevées qui frappent la consommation indigène. Le tarif des spiritueux a souvent été supérieur au tarif minimum de l'Acte général. En Guinée française, c'était en 1896, 35 francs par hectolitre d'alcool. Le tracé des zones a varié avec les progrès des communications. Ainsi dans l'État indépendant du Congo, l'avancement de la voie ferrée a permis l'infiltration des boissons distillées

au delà de la rivière Inkissi, autrefois limite de la zone de prohibition absolue. Pour éviter l'alcoolisme il a fallu prendre une mesure radicale. Un décret du 4 mars 1896 a étendu la prohibition jusqu'au Kwilu, le 15 avril 1898 jusqu'à la rivière M'pozo. Malgré toutes ces mesures le Comité Uni des races indigènes et du trafic des spiritueux présentait un mémoire à M. Joseph Chamberlain, le 4 mars 1896 (Doc. 1897, p. 126) demandant des mesures plus sévères sur la côte occidentale d'Afrique, afin d'ouvrir des débouchés aux produits manufacturés et montrant les ravages de l'alcoolisme dans certaines colonies anglaises, malgré les protestations de la Chambre de commerce de Liverpool. En octobre 1895, un Congrès présidé par l'attorney général de S. M. B. sir Richard Webster, et tenu à Bruxelles (Doc. 1897, p. 127, mémoire adressé au Colonial Office, par le Comité des races indigènes et du trafic des spiritueux), avait demandé la prohibition des spiritueux là où la chose était possible et ailleurs l'établissement de taxes et de droits de licence plus élevés. La résolution adoptée se terminait par «un sérieux appel aux différentes puissances européennes possessionnées en Afrique pour qu'elles agissent individuellement et en commun de manière à obtenir l'application et l'extension la plus complète possible du principe établi dans l'Acte général de Bruxelles de 1890-91 ». La période de six ans prévue pour la révision des droits sur les spiritueux (art. 92) venant à expirer, une nouvelle convention fut conclue à Bruxelles, le 8 juin 1899. Elle élevait l'impôt mini-

minimum à 70 francs par hectolitre d'alcool titrant 50 degrés pendant six ans. Toutefois ce minimum était fixé à 60 francs au Dahomey français et dans le Togoland allemand. Le droit d'entrée pouvait être augmenté proportionnellement pour chaque degré au-dessus de 50 et diminué proportionnellement pour chaque degré au dessous. Les boissons distillées fabriquées dans ces régions ne pouvaient être frappées d'un droit d'accise inférieur au minimum du droit d'entrée. La nouvelle Conférence avait attiré l'attention des puissances sur l'opportunité de prendre des mesures propres à empêcher la contamination des indigènes, à mesure que les moyens de transport se multiplieraient. Au Congrès international antiesclavagiste de 1900, M. Fox Bourne ⁽¹⁾ dénonçait l'insuffisance de ces mesures et la propagation de l'alcoolisme parmi les populations indigènes. Il réclamait d'autres mesures. Ce sont « les jalousies et égoïsmes internationaux qui ont empêché jusqu'à maintenant toute réforme, disait-il ». Le 16 octobre 1906, la Conférence internationale pour la révision du régime des spiritueux en Afrique s'ouvrait à Bruxelles, conformément à l'article 1^{er} de la Convention du 8 juin 1899. Le délai de six ans prévu pour la révision était expiré. La Convention adoptée le 3 novembre 1906 décidait dans son article 1^{er} d'élever le droit d'entrée sur les spiritueux

(1) Compte rendu des séances du Congrès international antiesclavagiste tenu à Paris en 1900, p. 145 et suiv. Cf. également, p. 162 et suiv., l'intéressante communication du Dr Harford Battersby.

« au taux de 100 francs par hectolitre à 50 degrés centésimaux ».

Le droit d'entrée devait être élevé proportionnellement pour chaque degré au-dessus de 50 degrés centésimaux et pouvait être pareillement diminué pour chaque degré au-dessous de 50 degrés.

Le droit d'accise établi sur les boissons distillées fabriquées dans la zone où les spiritueux n'étaient pas prohibés ne pouvait être inférieur au minimum du droit d'entrée prévu à l'article 1 (art. 2).

L'Acte devait avoir une durée de dix ans. Le droit d'entrée serait révisé à l'expiration de ce délai, avec faculté pour chaque puissance contractante de provoquer une révision à l'expiration de la 8^e année. Un régime de faveur applicable à l'Érythrée réduisait à 70 francs le droit d'entrée par hectolitre à 50 degrés. Afin d'éviter l'infiltration dans l'État du Congo des alcools fabriqués dans l'Angola, on soumit ces alcools à un droit d'accise de 100 francs (art. 2). Mais afin de sauvegarder les intérêts du Portugal dans sa colonie, on lui permit de prélever sur ces 100 francs une ristourne de 30 francs en faveur des propriétaires des distilleries actuelles pour assurer leur transformation complète en fabriques de sucre, dans un délai qui ne pourrait excéder la durée de la Convention.

Les puissances ne s'en sont pas tenues aux mesures prescrites par l'Acte de Bruxelles, elles ont voulu parachever son œuvre. L'Acte visait la traite et non pas l'esclavage directement, car l'esclavage n'est pas contraire au

droit des gens. Cependant la France en 1896 a proclamé l'abolition de l'esclavage à Madagascar. Un arrêté du résident général Laroche, en date du 26 septembre 1896, déclare que sont libres tous les habitants de l'île. En conséquence le commerce des personnes y est interdit (Doc. 1896, p. 40). Peu de temps après le général Galliéni exprimait l'espoir que les bons résultats de l'abolition s'accroîtraient bientôt. En 1896, le Gouvernement britannique fit savoir qu'il voulait amener l'abolition de l'esclavage dans son protectorat Est Africain. Déjà le sultan Ali avait interdit l'importation des esclaves dans les îles de Zanzibar et Pemba en 1890. La population esclave était dans la plus déplorable condition, mal logée, mal nourrie, démoralisée et malade, au dire du consul O'Sullivan. Le 7 avril 1897, le Sultan publiait un décret dans la gazette de Zanzibar (1^{er} de Zilkada) abolissant le statut légal de l'esclavage dans les îles, mais admettant le droit du propriétaire à une indemnité pécuniaire (Rapports, p. 62, Doc. 1898). Au début, il y eut peu de changement dans la condition des esclaves. Mais l'émancipation a progressé, quand des fonctionnaires anglais ont été mis à la tête des tribunaux de district. La situation des esclaves a de ce fait été sérieusement améliorée. Les maîtres ont compris l'intérêt qu'il y avait pour eux à retenir leurs esclaves sur leurs plantations par de bons traitements, car ils étaient libres de demander ou non leur liberté. Cet affranchissement graduel a produit d'heureux résultats. L'abolition à Zanzibar et à Madagascar a porté un coup très grand à la traite.

La Conférence n'avait pas non plus décidé que des campagnes seraient entreprises contre les esclavagistes. Cependant cela fut fait et cela contribua beaucoup à extirper la traite. En effet, si l'antiesclavagisme ne fut pas la préoccupation première et principale des expéditions, ce furent pourtant des ennemis esclavagistes que la France, l'Angleterre et l'État indépendant du Congo combattirent; car tous ces aventuriers, fanatiques, marchands d'ivoire étaient par dessus tout marchands de nègres. La conquête du Dahomey par la France a fait faire un grand pas à la répression de la traite. Le traité de protectorat passé, le 29 janvier 1894, par le général Dodds avec le nouveau roi d'Abomey après la prise de Behanzin, contenait l'interdiction du commerce des esclaves et des sacrifices humains. Les Rois s'engageaient encore le 4 février 1894 par le traité d'Allada à proscrire les coutumes sanglantes (Doc. 1894 et 1898, p. 20). Dans le Soudan nous avons lutté contre Samory de 1882 à 1898, contre Rabah de 1899 à 1900. Tous deux enlevaient des populations entières pour les réduire en servitude. Les Anglais ont reconquis le Soudan égyptien par les victoires de Kitchener sur les Madhistes de 1898 à 1900. Des milliers d'esclaves venaient chaque année à Omdurmann. Le lieu principal de leur recrutement s'est trouvé fermé aux chasseurs d'esclaves. Les Belges enfin sur le Haut Congo ont expulsé en 1892-93 les sultans arabes Gongo-Lutété, Rimaliza et autres qui menaçaient

de constituer dans cette partie du bassin un Empire musulman. Non seulement ces expéditions ont supprimé de dangereux négriers, mais elles ont permis de rendre l'occupation de l'Afrique plus effective et d'organiser graduellement l'administration politique et militaire.

CHAPITRE VIII

Résultats dus à l'initiative privée.

Action civilisatrice des établissements commerciaux et industriels : L'association cotonnière coloniale. — Les sociétés antiesclavagistes ; l'anti Slavery Society. — La Société antiesclavagiste de France. — Action particulièrement éducatrice et moralisatrice de ses « Villages de liberté » — Exemple suivi par d'autres Sociétés. — Promesses d'avenir fondées sur les villages de liberté. — Progrès des missions en Afrique : leurs stations.

CHAPITRE VIII

Résultats dus à l'initiative privée.

Mais les Gouvernements ne furent pas les seuls à livrer combat à la traite africaine. Les particuliers furent pour eux de précieux auxiliaires. L'initiative privée a obtenu de sérieux résultats. De nombreux établissements commerciaux se sont répartis sur la surface du continent, qui employaient les indigènes moyennant salaire et répandaient la civilisation européenne.

L'Association cotonnière coloniale a introduit les plants américains en Afrique. Elle intéresse les noirs au développement de la culture du coton. Et ses heureux débuts font espérer pour l'indigène une grande source de richesses. En semant le coton le paysan Bambara prend le goût du travail assidu et prévoyant et le désir de perfectionner sa vie matérielle et morale. Déjà les populations du Soudan viennent avec entrain aux méthodes nouvelles. Et le mouvement qui se dessine tend à embrasser l'Afrique occidentale tout entière.

L'État indépendant du Congo est devenu une vaste exploitation commerciale, agricole et industrielle. Les colonies allemandes, anglaises, françaises, portugaises

sont devenues des centres de trafic importants. Le commerce total a progressé. Il était de 40 millions en 1820, de 378 millions en 1872, de 975 millions en 1885, de 2 milliards et demi en 1897 ⁽¹⁾. Ce contact croissant avec les éléments européens contribue au développement général et entraîne une amélioration des conditions d'existence de l'indigène.

Mais c'est surtout aux sociétés antiesclavagistes et aux missions qu'appartient le premier rôle dans les efforts et dans les succès dus à l'initiative privée. La société antiesclavagiste anglaise (British and Foreign Antislavery Society) fut fondée en 1839 après l'émancipation des esclaves dans les possessions anglaises pour travailler à l'extinction de la traite des nègres par l'abolition générale de l'esclavage. Elle a fait de vaillants efforts pour obtenir dans les différentes Conférences internationales des puissances européennes une reconnaissance pratique de la nécessité de traiter du commerce des esclaves, mais sans succès. Elle obtint pourtant de la Conférence de Berlin en 1885, une résolution relative à la traite dans le bassin du Congo. Elle fit exprimer ses vues sur les moyens d'enrayer la traite aux représentants des puissances à la Conférence de Bruxelles, de 1889. Elle remua profondément l'opinion publique et obtint l'édit d'abolition de l'esclavage dans les îles de Pemba et Zanzibar en 1897. Des délégués

(1) Nous empruntons ces renseignements au cours de droit international professé à la Faculté de droit de Paris en 1901-1902 par notre savant maître M^r L. Renault.

envoyés par elle ont souvent visité les contrées où sévit la traite et l'esclavage. C'est ainsi que récemment encore, elle attirait l'attention des Gouvernements sur les marchés d'esclaves au Maroc.

D'autres sociétés organisées à son instar furent fondées partout en Europe en 1888, conformément aux articles 6 et 9 de l'Acte de Berlin, sous l'influence du cardinal Lavigerie. Elles eurent pour but de répandre par tous les moyens la connaissance des faits relatifs à la traite et à l'esclavage, de prendre, de provoquer ou d'appuyer les mesures propres à hâter la suppression immédiate ou progressive de ces institutions et de s'intéresser le plus activement possible au sort des esclaves libérés. Mais il ne s'agissait plus pour elles de conquérir l'opinion encore hésitante à la cause abolitionniste, comme cela avait été la tâche des sociétés analogues qui avaient existé dans la première moitié du siècle dernier. Ce n'était donc pas en Europe mais en Afrique, dans les régions où l'esclavage sévissait encore qu'il fallait agir désormais. L'action directe était nécessaire. Le cardinal avait un moment caressé le rêve de nouveaux chevaliers de Rhodes et de Malte. Les sociétés antiesclavagistes ont adopté des vues plus modestes, mais aussi plus pratiques. Elles ont dépensé leur argent et leur activité pour arracher les noirs à la servitude. Le plus souvent leurs délégués rachetaient des esclaves. Mais il y avait à craindre que les résultats obtenus ne fussent diamétralement opposés à ceux que l'on recherchait. Le remède aurait alors envenimé le mal au

lieu de le guérir. En effet, le rachat généralisé pouvait provoquer une recrudescence du trafic, en excitant la cupidité des négriers. La société antiesclavagiste italienne rendit pourtant de grands services en Tripolitaine où ses six agences délivrèrent par centaines des noirs et signalèrent aux autorités compétentes les navires suspects.

La Société antiesclavagiste de France.

En 1897, la Société antiesclavagiste de France a créé des « villages de liberté » qui, malgré la similitude de nom ne doivent pas se confondre avec ceux organisés par le Gouvernement dans nos colonies soudanaises. Elle ne se contente pas d'affranchir des esclaves, elle accomplit une œuvre persévérante d'éducation. Bien souvent les nègres dans leur ignorance persistent à retourner à leur ancien état et s'obstinent à abdiquer une liberté dont ils ne comprennent pas le prix. Le but des villages de liberté est précisément de donner aux nègres libérés l'apprentissage de la liberté et de leur enseigner la loi du travail. Il y a là une œuvre des plus intéressantes et des plus moralisatrices, qui semble appelée peut-être à exercer une influence incontestable sur les destinées de la race noire. L'idée première de cette institution remonte aux colonies de Saint-Cyprien, des Attafs et de Sainte-Monique, que le cardinal Lavigerie établit entre Miliana et Orléansville pour recueillir 1.800 enfants qu'il avait sauvés après la grande famine de 1867. Le général

Galliéni en 1887 appliqua un principe analogue au Soudan français et reconnut ainsi officiellement « les villages de liberté ». Il y recueillit, nous l'avons vu, des captifs arrachés aux traitants et des fugitifs. Mais cet essai généreux ne produisit pas tous les résultats que l'on aurait pu espérer. La direction de ces agglomérations établies près des postes de ravitaillement du Sénégal au Niger dut être confiée à des sous-officiers, presque toujours indigènes. La civilisation ne marcha pas de pair avec l'émancipation et de grands abus se produisirent. Les sous-officiers et leurs auxiliaires manquaient des qualités morales nécessaires pour mener à bien leur mission délicate. Les noirs munis de leur certificat de liberté rejoignaient en hâte leur ancienne tribu, fuyant le plus souvent ces lieux qui n'avaient pas su les retenir. La Société antiesclavagiste fit de la mission le centre de l'agglomération nouvelle. En 1900, elle avait établi 5 villages au Dahomey, au Soudan et vers l'Oubanghi, devenus de véritables « écoles d'affranchissement ». Le village de liberté fut alors « l'essence même de l'œuvre » ⁽¹⁾ et depuis lors les fondations se sont multipliées à l'Ouest de l'Afrique. En 1902, 7 villages existaient seulement. En 1904, on en comptait 21, au Gabon, au Congo, en Guinée, au Dahomey, sur la Côte d'Ivoire, dans le Soudan, la Northern Nigeria et le Haut Oubanghi, confiés à la direction des missionnaires du

(1) Cf. G. Picot. Congrès antiesclavagiste de Paris, 1900, p. 10.

Saint-Esprit, des Pères Blancs de Notre-Dame d'Afrique, des missionnaires Africains de Lyon. C'est surtout vers le Soudan que se créent maintenant ces villages, en plein centre d'esclavage. En 1906, la Société antiesclavagiste de France comptait 25 villages. Les Pères Blancs du Saint-Esprit possèdent en outre 2 villages au Gabon, fondés par des Congrégations avec les ressources personnelles des particuliers.

Le groupement de quelques ménages, de nouveaux convertis, généralement établis à proximité de la chrétienté, devient le noyau du village de liberté. La population s'augmente bientôt des esclaves rachetés par les missionnaires, des captifs libérés que l'autorité confie aux Pères, des fugitifs en quête d'un asile, des malingres et des malades abandonnés ou chassés par leurs maîtres et des enfants devenus orphelins. Grâce aux subsides envoyés par la Société, les cases se construisent avec des matériaux achetés par la mission. Les champs sont répartis entre les habitants et sont défrichés avec les instruments qui leur sont fournis. L'organisation d'un village ressemble à une petite « république ⁽¹⁾ ». En échange de la nourriture, du vêtement et de l'habitation, chaque membre doit par semaine quatre jours de travail. Il a pour la culture de son champ personnel les deux autres jours. C'est là son bénéfice. Les hommes s'embauchent à la mission comme ouvriers pendant la saison

(1) *Bulletin de la Société antiesclavagiste de France*, décembre 1906, p. 361. Joseph Brun, supérieur de la mission de Kita (Soudan).

sèche, ou bien s'en vont au loin récolter le caoutchouc. Les deux tiers de leurs bénéfices sont versés dans la caisse commune. Grâce à ces épargnes les habitants du village peuvent traverser sans souffrances les années de disette. Ainsi les noirs apprennent à devenir économes, prévoyants et à secouer leur paresse. Devenu son maître, le nègre comprend peu à peu la nécessité du travail et sa dignité. Il prend goût à ses occupations et relève ses conditions d'existence morales et matérielles. Mais ce n'est pas là la partie la moins difficile de l'œuvre. Il faut s'attaquer à ce qu'il y a de plus profond, à ce qu'il y a de plus difficile à modifier et que l'éducation seule peut créer. Il faut apprendre aux hommes à se servir de la liberté. Et les hommes auxquels le Père annonce qu'ils sont libres ne saisissent pas le sens de ce mot. Affranchis, ils ne comprennent pas facilement qu'ils doivent travailler pour vivre. Volontiers ils accepteraient d'être servis à leur tour par d'autres esclaves. Ils ne conçoivent que ces deux alternatives : avoir des esclaves ou être esclaves. C'est au prix de grands efforts et de déboires que l'on arrive au développement de l'homme et de sa volonté.

D'autres obstacles se dressent encore devant le missionnaire qui a assumé la tâche de créer et d'administrer un village de liberté. Il lui faut faire oublier au noir les excès de l'anthropophagie, le détourner de l'ivrognerie importée avec les alambics par d'autres civilisés que n'anime pas le zèle apostolique.

Il ne lui est pas toujours commode de procéder au mariage de ses indigènes. Dans l'intérieur du continent, il peut unir selon les lois de l'Église, les enfants du village devenus adultes. Il les tire ainsi du concubinage sans s'exposer, grâce à l'absence d'autorités, aux peines édictées par nos lois contre les prêtres qui célébreraient un mariage qui n'aurait pas été contracté au préalable devant l'officier de l'état civil. Mais sur les côtes déjà européanisées on a astreint prématurément les noirs aux dispositions du Code civil. Il en est ainsi notamment dans l'Ouest africain, au Congo. Les seuls mariages, regardés comme valables par l'autorité française, sauf ceux contractés suivant les règles du Coran, sont ceux conclus conformément aux prescriptions de notre Code civil. Et comme elles sont très détaillées, que les officiers de l'état civil sont rares, les mariages civils sont des plus difficiles; les mariages religieux se trouvent du même coup condamnés et le missionnaire est impuissant à empêcher la désagrégation de la famille primitive, qui existe dans ces régions. C'est contre cet état de choses, que M. l'abbé Lemire a protesté à la Chambre des députés dans la séance du 11 décembre 1899. Il a demandé la simplification des formalités nécessaires pour le mariage des indigènes et la multiplication des agents chargés de constater l'état civil. Le 6 janvier 1900, M. Decrais, ministre des Colonies, invitait le commissaire général au Congo français à déléguer ces fonctions dans la plus large mesure aux colons et agents de la colonie (Cf. *Bulletin de la*

Société antiesclavagiste française, mars 1900, p. 288).

Le labeur du chef de village est incessant car il se complique d'autres fonctions que celles de prêtre et d'officier municipal. Autour de l'église se groupe avec l'habitation du religieux, l'hôpital et l'école. Et c'est encore au même Père qu'incombent ces nouvelles fonctions. A l'hôpital, il soigne les malades et nourrit les affamés. A l'école il donne quelques notions de lecture, d'écriture et de calcul. Entre temps il exerce une foule de métiers manuels.

Telle est la vie des villages de liberté. Ils se sont multipliés et déjà plusieurs d'entre eux ont donné des résultats consolants. Un exemple nous est fourni par ce qui se passe au village de Saint-Antoine à Carabane en Casamance (*Bulletin de la Société antiesclavagiste de France*, mars 1906, p. 271-72). La mission possède un petit bateau à vapeur grâce auquel se créent des débouchés pour les produits du village. Une lettre écrite par son mécanicien permet de constater les progrès que l'on peut attendre de l'éducation des noirs. Ce jeune boy de 18 ans n'a jamais quitté le seuil de la mission. Et cependant il sait conduire un moteur, il chante en s'accompagnant de l'harmonium. Il remplit les fonctions de cuisinier et enseigne le catéchisme. Et, dit le père Wintz, son éducateur, les visiteurs « sont tellement frappés du maintien et des bonnes manières de ce jeune homme, qu'ils me demandent si je ne l'ai pas déjà conduit en France ».

Ainsi se comprend facilement l'intérêt qu'il peut y avoir au point de vue politique, social et religieux, à

développer en Afrique les villages de liberté. La Congrégation romaine de la foi a permis la création d'un village au Gabon chez les Eshiras, populations essentiellement esclavagistes. Dans un rapport de 1902 le gouverneur anglais de la Northern Nigeria, sir Frédéric Lugard, a montré l'importance qu'il attachait à la création des « Free Slaves Houses ». Enfin, le Congrès antiesclavagiste réuni à Rome en 1903 par la Société italienne, pour examiner les moyens d'action les plus féconds pour son activité, a émis un vœu, réalisé peu après en partie, favorable à la création de villages de liberté, de colonies agricoles ou d'institutions semblables, dans la Cyrénaïque, la Tripolitaine et les autres colonies italiennes. Et sans doute d'autres sociétés antiesclavagistes suivront les traces de la Société française.

La Société antiesclavagiste de France, poursuivant son œuvre civilisatrice, a subventionné en 1902 la répression du trafic des esclaves dans certaines îles océaniques. Elle a secouru en 1903 bon nombre d'esclaves à Madagascar. Et par une extension volontaire de son programme, elle s'associe à l'étude des moyens d'enrayer la maladie du sommeil. Dans un remarquable rapport présenté à la Chambre sur le budget des Colonies en 1906, le 13 juillet 1905 (Docum. parlementaires, p. 1563-1564, annexe, n° 2674), M. Le Hérissé a mis sous les yeux du Parlement un exposé des principales œuvres coloniales, auxiliaires du Gouvernement. Il rend hommage à la Société antiesclavagiste de France. Et en effet, en s'efforçant de racheter

la liberté des noirs, en exerçant en Afrique une action moralisatrice, charitable et désintéressée, elle contribue à sauvegarder l'honneur de l'Europe. La carte des villages de liberté lui a valu une médaille d'or à l'Exposition de Saint-Louis, un diplôme d'honneur à Liège.

Mais ce qu'escompte surtout la Société antiesclavagiste de France, c'est l'avenir. Elle espère une ample moisson de succès, quand ses villages de liberté devenus beaucoup plus nombreux et mieux dotés pourront recueillir les jeunes générations. C'est avant tout l'esprit des enfants qu'il importe de former. Ils sont moins réfractaires que les adultes, toujours prêts à retomber dans les errements au milieu desquels ils ont grandi. C'est dans ces agglomérations de nègres libres, ainsi formées que « s'élabore discrètement l'Afrique de l'avenir », suivant les paroles du baron d'Avril⁽¹⁾. En effet, le but de la création des villages de liberté n'est pas seulement de former des îlots de populations civilisées sans influence sur les noirs qui les entourent. Par la force des choses, les villages se trouvent formés d'éléments étrangers au pays. L'orgueil de race, inné chez le noir, lui fait mépriser l'étranger et surtout les anciens captifs. Pourtant, on peut constater que de bonnes relations s'établissent entre les protégés et les habitants des villages voisins, au grand profit moral de ces derniers. On pourrait peut-être objecter qu'il ne s'agit là que de petites et trop rares oasis au milieu des déserts

(1) *Bulletin*, janvier 1889, p. 241.

brûlants d'Afrique. Mais nous avons vu la Société italienne imiter cet exemple. Si d'autres la suivent, si les philanthropes et les Gouvernements apportent leur concours et leur appui à ces fondations, elles peuvent couvrir une surface appréciable du continent, d'où elles exerceront leur action bienfaisante. En tout cas il y a là des exemples encourageants, une voie intéressante et féconde.

Progrès des missions en Afrique.

De très étroits rapports rattachent les missions à l'œuvre des sociétés antiesclavagistes, sans pourtant qu'elles se confondent. Elles faisaient également partie du programme de combat du cardinal Lavigerie. Déjà l'Acte de Berlin de 1885 contenait un encouragement à l'action des missions auxquelles la Conférence de Bruxelles de 1876 avait fait appel pour ouvrir l'Afrique centrale à la civilisation et réprimer la traite. Le cardinal leur donna une vive impulsion. La Conférence de Bruxelles de 1890 leur assurait formellement la protection des puissances « sans distinction de culte » (art. 2, 3°). C'est sur la foi de cet engagement international qu'elles ont fondé un grand nombre d'œuvres dans les colonies européennes, souvent secondées par des congrégations de religieuses. Parmi les Lazaristes, Jésuites, Pères du Saint-Esprit, Missionnaires de Lyon, Franciscains et Capucins, il semble que les plus hardis aient été les Pères Blancs d'Alger, pénétrant jusque dans les contrées les plus reculées, les moins

connues et aussi les plus dangereuses. Quels qu'ils soient, ils constituent des stations de refuge et d'éducation dont le rôle est assez semblable à celui des villages de liberté : lieux de piété, de secours, agences matrimoniales et écoles.

Bon nombre de nègres se façonnent dans leurs écoles professionnelles aux métiers industriels et surtout agricoles. C'est parmi les plus intelligents d'entre eux que souvent se recrute le personnel indigène subalterne des administrations des États ou des Compagnies commerciales. Chacune de ces missions constitue pour ainsi dire un îlot de civilisation en pleine barbarie⁽¹⁾. C'est pour reconnaître le grand dévouement des Pères Blancs d'Alger et des Pères du Saint-Esprit de Paris, les deux grandes Sociétés françaises de missionnaires, que l'Institut de France leur a attribué en 1896 le grand prix Audiffred.

(1) L'application dans les colonies françaises des lois de la métropole sur les congrégations produirait ce résultat que les congrégations françaises pourraient être dispersées, tandis que les congrégations étrangères, établies dans nos possessions africaines, invoqueraient l'appui de leur Gouvernement respectif, en vertu de la protection spéciale qui leur est garantie par l'engagement pris par les puissances en 1890.

CHAPITRE IX

De l'état actuel de la traite et de l'esclavage et de certains faits fâcheux que l'Acte de Bruxelles ne prévoyait pas.

Décroissance de la traite signalée par les rapports officiels. — Persistance de certains faits de traite et d'esclavage dénoncée par des particuliers, spécialement au Soudan et confirmée par le décret du 12 décembre 1905. — Le Maroc entrepôt d'esclaves et le vœu adopté par la Conférence d'Algésiras. — Les *Fautes des Blancs* résultant : a) d'un système d'exploitation coloniale défectueux; la grande corvée et le travail forcé; — b) d'abus d'autorité. — Les commissions d'enquête. — Mauvais exemples : Une maison d'exportation de jeunes négresses nubiles. — « L'esclavage militaire », devant le Sénat français.

CHAPITRE IX

**De l'état actuel de la traite et de l'esclavage
et de certains faits fâcheux
que l'Acte de Bruxelles ne prévoyait pas.**

Tous ces efforts combinés des puissances et des initiatives individuelles, la stricte application des mesures décidées par la Conférence ne devaient pas rester stériles. Et en effet, nous pouvons mesurer par les rapports contenus dans les derniers documents publiés annuellement par le bureau de Bruxelles les progrès réalisés. Dans les différentes colonies européennes la traite est signalée comme étant en pleine décroissance. Elle a complètement cessé à Zanzibar. Le vice-consul docteur O'Sullivan Beare et Sir Lloy Mathews constataient en 1901 les excellents résultats du décret de 1897 et la disparition graduelle de l'esclavage. La classe ouvrière, même de ceux qui n'avaient pas encore réclamé leur liberté, était devenue plus confiante et avait même relevé son niveau intellectuel. Sir A. Hardinge écrivait au marquis de Salisbury, le 9 avril 1900 : « Il n'existe plus de rapport entre la traite et l'esclavage nominal dans lequel se complaît encore une grande partie de la popula-

tion de Zanzibar et Pemba. Mais l'ignorance les confond souvent » (Documents, 1901, p. 131). A Madagascar, après les troubles causés par l'insurrection des Hovas, la libération s'accomplit sans amener de désordres criminels et sans troubles économiques appréciables (Doc. 1898, France) et le général Galliéni écrivait que l'esclavage et la traite disparaissaient avec les progrès de notre occupation. Le gouverneur de la Guinée française, en 1898, déclarait que la traite n'existait plus au sens strict du mot. La vente des captifs ne pouvait être que très exceptionnelle et se produire dans les centres intérieurs éloignés de toute surveillance. Au Congo, le lieutenant-gouverneur s'exprimait dans les mêmes termes. Les mesures de police avaient rendu impraticable l'exportation ou l'importation des esclaves. Peu après la conquête du Fouta Djallon, on prévoyait la complète suppression de la traite. Les mêmes espérances étaient fondées sur l'ensemble du Dahomey pour un très prochain avenir, car déjà dans toute la région comprise entre la côte et le Niger la traite ne se faisait plus que très secrètement. L'esclavage domestique, lui-même, avait reçu un coup mortel par la mise en liberté et le rapatriement des anciens captifs d'autrefois. Dans la région du Niger, le voyage accompli par M. Roume, gouverneur de l'Afrique occidentale française, en 1903-1904 à travers le Soudan, a fait faire un pas sérieux pour l'abolition de la captivité. Partout, on constate que ces progrès sont dus au développement des voies de communications, à la pacification des pays et aux

efforts des services indigènes et judiciaires. Dans les possessions italiennes d'Érythrée, la direction des affaires civiles affirmait que la traite avait cessé d'exister en 1902. Le bureau maritime de Zanzibar a bien enregistré la recrudescence de la traite en 1899. Mais il ne s'agissait là que de circonstances exceptionnelles funestes pour une grande partie de l'Afrique orientale. Encore la vigilance des autorités a-t-elle déjoué presque toutes les tentatives d'embarquement. En 1901 et 1902, le rapport du bureau maritime déclarait avec satisfaction qu'aucun fait saillant intéressant la traite ne lui avait été communiqué. Grâce à la défaite des grands chefs musulmans et aux mesures sévères de répression, la traite a été abolie à cette même époque dans les colonies anglaises de Nigérie. Pourtant ce fut jusqu'à cette date une des régions du continent noir où la chasse à l'homme sévissait cruellement et sur une large échelle. Au Lagos, le trafic d'esclaves paraît avoir cessé d'après les rapports de 1904. Dans l'Afrique orientale allemande, l'institution de l'esclavage elle-même semblait à son déclin. Ces résultats satisfaisants sont encore corroborés par le témoignage d'un Père Blanc, Monseigneur Dupont, vicaire apostolique du Nyassa. Il raconte que, grâce à l'influence moralisatrice de sa mission, la traite n'existe plus dans la vaste contrée qui s'étend à l'intérieur de l'Afrique entre le Tanganika et le Bangwéola. Les redoutables Wabembas ont abandonné leurs razzias, chassé les Arabes esclavagistes et aboli l'esclavage (*Bulletin Société antiesclavagiste de France*, sept. 1904, p. 77).

Sur mer il semble bien aussi que l'exercice du commerce des esclaves se réduise à quelques cas isolés. Traqués par les croiseurs européens, arrêtés, confisqués et sévèrement punis, les boutres indigènes ont renoncé à leur trafic, jadis si florissant. La traite ne peut donc plus se faire que subrepticement et sans grands profits. Elle a cessé d'être inquiétante. Les derniers documents officiels parus ne contiennent aucun jugement relatif à la traite, ni pour crimes commis contre la liberté des indigènes. Il ne s'agit pas là d'une situation passagère, mais d'une situation « franchement améliorée ». Le dernier fascicule publié par le bureau de Bruxelles pour 1905 en fait foi. Et durant l'année qui vient de s'écouler aucune accusation n'a été portée contre la navigation boutrière.

Pourtant quelque agréables que soient ces conclusions, il faut bien se garder de croire à un triomphe absolu de l'antiesclavagisme. Il s'en faut de beaucoup que le tableau soit aussi riant que les rapports officiels le peignent, quelquefois à côté de semi-aveux. L'anti Slavery Reporter a signalé en 1902 la persistance de l'esclavage et de la traite dans le Cameroun, surtout dans l'Hinterland, malgré l'installation du protectorat allemand. Des marchés d'esclaves existaient encore dans le Sud-Est africain. Ils étaient publics. Le rapport de la Grande-Bretagne sur la Côte d'Ivoire pour 1905 en constatant l'abolition graduelle de la traite contient cet aveu ! « Bien que la traite existe encore » (Doc. 1905, p. 200). Les lettres de missionnaires affirment que l'anthropophagie existe encore au Gabon et

au Congo, sur la Côte d'Ivoire, dans l'Oubanghi, au Soudan où l'esclave est encore une monnaie courante⁽¹⁾. Si la traite ne s'y pratique plus ouvertement, les noirs libres sont cependant toujours fournis d'esclaves. Ils s'entendent à tromper la surveillance des postes. Dans le Bas-Ogoué (Congo français), selon un rapport du révérend père Monnier, aucun traitant de la tribu des Galwas ne revient au village sans ramener des femmes ou des enfants esclaves volés dans leur pays (*Bulletin de la Soc. antiesclav. de France*, décembre 1903, p. 6). Au dire du supérieur général des Pères du Saint-Esprit dans le Haut-Oubanghi, Monseigneur Leroy, la population de cette contrée a conservé des « habitudes invétérées d'anthropophagie et d'esclavagisme ». L'esclavage y existe dans tout ce qu'il a de plus odieux. Les grands fournisseurs de négriers soudanais se recrutent dans cette contrée. C'est la guerre sans trêve, la chasse à l'homme pour le réduire en servitude. Les femmes, les enfants à la mamelle ne sont pas épargnés. Si le « bondjos » vainqueur ne peut en tirer un profit assez rémunérateur, il les mange. Dernièrement encore, l'administration militaire du Haut Oubanghi arrêtait des caravanes de négriers arabes se dirigeant vers le Caire et leur arrachait 181 petits esclaves⁽²⁾. Sans doute

(1) *Bulletin de la Soc. antiesclav. de France*, juin 1898, p. 59 ; 1897, p. 583 ; mars 1902, p. 18 ; décembre 1900, p. 340 ; mars 1905, p. 133 de M^{re} Augouard.

(2) *Bulletin*, mars 1904, p. 3 ; décembre 1904, p. 3 ; septembre 1905, p. 199.

au Gabon l'on n'assiste plus aux grandes razzias, mais la polygamie chez les Pahouins constitue un esclavage misérable et à peine déguisé. La femme vendue à un mari contre une série de marchandises qui représente environ 1.500 francs en argent peut être par lui revendue, louée, cédée à son gré. C'est elle qui porte les plus lourds fardeaux; malade ou vieillie elle est abandonnée à la vermine dans une case sans toiture, tuée pour la moindre négligence dans l'exécution d'un ordre de son tout-puissant et farouche époux. C'est encore au Gabon que les Issogos pourchassent les peuplades voisines à coups de fusil et emmènent en captivité les femmes et les enfants (*Bulletin de la Soc. antiesclav. de France*, 1906, p. 335). Contre un prix dérisoire ils livrent même les membres de leur famille aux Eshiras, maîtres des routes de l'intérieur et grands marchands d'esclaves. L'occupation française a bien porté un coup à la traite telle qu'elle se pratiquait « au bon vieux temps ». Mais malgré l'abolition officielle proclamée par nos lois, l'esclavage et la traite existent toujours et pèsent lourdement sur leurs victimes.

La France a fait aussi de grands efforts au Soudan, tant dans les territoires administrés par l'autorité civile que par l'autorité militaire. Et pourtant les esclaves y trouvent un débouché facile. Sans doute, ce n'est plus comme par le passé les grandes captures des bandes armées, accompagnées de massacres et d'incendies. Mais l'esclavage et la traite subsistent sous des formes plus voilées. Quand la sécheresse ou les invasions de sauterelles

ont provoqué la famine, les indigènes vendent leurs enfants et leurs femmes à des trafiquants arabes, qui les écoulent sur des territoires où les Européens sont sans influence. D'autres fois, ils se contentent de les mettre en gage contre un prêt de denrées ou d'argent et faute de remboursement le fils engagé reste le captif du prêteur. C'est ainsi qu'en 1903 fut délivrée dans le Mossi une troupe d'une trentaine d'enfants de moins de quinze ans qui furent confiés aux missionnaires. Le 12 décembre 1905, M. Clémentel, ministre des Colonies, reconnaissait cette persistance de « l'infâme trafic », « d'une manière dissimulée, il est vrai, dans certaines contrées reculées, où le contrôle de nos administrateurs ne peut que difficilement se faire sentir en raison de l'éloignement et de la difficulté des communications » ⁽¹⁾, lorsqu'il soumettait à la signature du Président de la République un décret punissant sévèrement ces faits, applicable aux territoires de l'Afrique occidentale française et au Congo français.

Des faits semblables existent dans d'autres possessions européennes. La plupart du temps ils sont causés par des marabouts fanatiques. Les troubles qui ont éclaté en Mauritanie en octobre 1906 n'ont pas une autre origine. Ce rôle a été nettement mis en lumière par un membre de la mission hydrographique du Maroc, le docteur Léon Dyé ⁽²⁾. C'est parce qu'il redoutait de voir fermer ses débouchés marocains que le chérif Ma-el-Aïnin,

(1) Lettre au Président de la République, Doc., 1905, p. 49.

(2) *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, novembre 1906, p. 332.

vieux bandit esclavagiste a fait attaquer par ses grands convoyeurs, les maures de l'Adrar, un détachement français à Tikjidja et qu'il a provoqué des menées anti-européennes à Casablanca, Marrakesch et Mogador. Il n'est peut-être pas une ville marocaine qui n'ait son marché d'esclaves noirs, réglementé par le Makhzen ou clandestin. A Fez et à Tanger les jeunes négresses sont vendues à un cours très élevé.

Les sociétés antiesclavagistes ont attiré l'attention de leurs Gouvernements respectifs sur le grand obstacle qu'opposait à la cause abolitionniste l'existence de ce trafic au Maroc. La Conférence d'Algésiras, dans la séance du 2 avril 1906 ⁽¹⁾, sur proposition de Sir Arthur Nicholson acceptait un vœu en faveur de l'abolition de l'esclavage et de la vente publique des esclaves dans l'Empire Chérifien. Elle laissait au Sultan le choix et l'opportunité des mesures à prendre. Notre délégué, M. Révoil, adhéra d'autant plus volontiers que notre action dans les régions soudanaises et sahariennes contribuait à ce but. Le 17 juillet, à la Chambre des Communes, Sir E. Grey exprimait, au nom du Gouvernement anglais, l'espoir qu'il fonderait sur la police nommée par le Sultan dans les villes maritimes du Maroc pour réaliser en partie le vœu des puissances.

(1) Cf. Protocoles et comptes rendus de la Conférence d'Algésiras, 1906, p. 248.

Les fautes des blancs.

Telle est la pratique de la traite et de l'esclavage chez les barbares, chez « les non civilisés ». Mais les blancs eux-mêmes contribuent parfois à entretenir ces deux fléaux et même à les encourager. On présente volontiers, la mainmise de l'Europe sur le continent africain comme un grand pas de la civilisation. Et certes, c'était le rôle des nations les plus avancées de mettre un terme aux dévastations et aux crimes épouvantables dont l'Afrique était victime. Beaucoup d'énergie et d'héroïsme ont été dépensés dans la pénétration du mystérieux continent. Mais à côté des pages glorieuses ne trouve-t-on pas des ombres au tableau? Trop souvent l'Européen par ses exemples comme par ses actes est loin de n'accomplir auprès des noirs qu'une œuvre d'amélioration et de relèvement. Certains ont été jusqu'à porter contre les blancs en général de terribles accusations ⁽¹⁾. Ils leur reprochent de pratiquer la traite et l'esclavage en Afrique sous prétexte de mettre en valeur le continent noir, et d'agir « avec le même dédain de l'humanité que les négriers leurs prédécesseurs ».

La colonisation invoquerait des sophismes économiques pour attenter à la liberté des Africains. Et les contrats

(1) Cf. les vigoureuses paroles de l'explorateur Hess dans une séance du Conseil d'administration de la Société antiesclavagiste de France. *Bulletin*, décembre 1895, p. 184. Cf. encore, Congrès libre de 1900, p. 141-142-143. Communication de M. le Prince de Cassano.

prétendus consentis librement seraient imposés par le bâton. Un réquisitoire aussi violent, prononcé par des témoins oculaires, par des hommes dignes de foi, initiés à la vie africaine, serait bien fait pour nous émouvoir. Il semble malheureusement trop vrai que la mise en valeur des colonies et l'exploitation commerciale ne soient pas complètement innocentes. Plusieurs Gouvernements, selon M. Le Myre de Villers ⁽¹⁾, ont entrepris des expéditions inavouées. Pour ne pas recourir au vote de crédits par leurs Parlements, ils n'ont pas hésité à recourir à la grande corvée. Des milliers de malheureux, hommes ou femmes, ont été arrachés de leurs foyers, emmenés au loin pour porter des charges énormes. Ils ont été abandonnés sans ressources quand leurs services n'étaient plus utiles. D'autres ont été employés sans rémunération à des travaux sur les chantiers de travaux publics où les maladies impitoyablement les décimaient. Mais s'il nous donne l'assurance que le Gouvernement français a renoncé à ce système pour recourir à la main-d'œuvre libre, il s'en faut cependant que la cause de la liberté soit gagnée dans les colonies allemandes, anglaises, belges et même dans les nôtres. Monsieur Le Hérissé, dont nous avons déjà cité le rapport, a reconnu l'existence de ces abus le 13 juillet 1905. La corvée du portage est la plus effroya-

(1) Cf. *Bulletin Société antiesclavagiste française*, septembre 1904, p. 81.

ble que l'on puisse imposer aux indigènes. Elle donne lieu aux actes les plus inhumains. Il l'a vu fonctionner, notamment en 1902 au départ d'Abomey de la mission française de délimitation. Et pourtant le capitaine Moll qui la dirigeait usait de ménagements. Aussi ne s'étonne-t-il pas que le portage puisse susciter des révoltes parmi les noirs. Toute réquisition est bien interdite en principe, mais dans bien des cercles on y recourt pour les travaux de voirie, pour ceux des postes, pour le transport des fonctionnaires, leur ravitaillement et même pour le portage des marchandises de commerçants. Encore ces réquisitions ne sont-elles pas toujours payées. Les porteurs des maisons de commerce sont en général mal nourris, accablés par des charges supérieures aux 28 kilos réglementaires, surtout à cause du personnel secondaire indigène.

Aux mains d'administrateurs de cercles éloignés du siège du Gouvernement, de commis subalternes, de colons sans pitié, la grande corvée et le travail forcé deviennent plus meurtriers que l'esclavage proprement dit, dont ils ne diffèrent que par la durée. Tout cela a donné lieu à des abus d'autorité, à des actes de violence allant jusqu'à des exécutions sommaires. Peut-être alors ces actes s'expliquent-ils par l'influence pernicieuse des climats tropicaux, par des accès palustres, par la nécessité où se trouve le jeune administrateur de faire exécuter ces travaux malgré les faibles moyens d'action mis à sa disposition. Si ces faits constituent des désordres exceptionnels,

ils n'en sont pas moins profondément déplorables et contraires au but civilisateur et antiesclavagiste que les puissances ont pris l'engagement de poursuivre ⁽¹⁾.

Les Gouvernements et les administrations ont fini par s'émouvoir et des enquêtes officielles ont constaté le mal. Le 13 mars 1905, le ministre des Colonies donnait des instructions confidentielles à Monsieur P. S. de Brazza, qu'il chargeait d'enquêter au Congo français sur les pratiques condamnables, dont les plaintes confuses montaient vers la métropole à la suite des crimes de Gaud et de Toqué. Il exprimait son souci de connaître les conditions dans lesquelles l'impôt indigène était perçu, la condition matérielle et morale des populations indigènes. Monsieur de Brazza constata que les indigènes avaient été contraints à se mettre au service d'entreprises privées par certains administrateurs et que les dispositions relatives au contrat de travail avaient été violées. L'Administration d'accord avec les Compagnies concessionnaires avait perçu l'impôt en caoutchouc. Elle avait organisé la violence pour le faire rentrer. A Bangui 58 femmes et 10 enfants avaient été enfermés dans des camps d'otages, insuffisamment nourris et entassés dans des locaux étroits. Quarante-cinq femmes et deux enfants étaient morts en cinq semai-

(1) Sous le nom de « travail libre » n'a-t-on pas couvert un véritable état d'esclavage ? On a fait ainsi contracter des engagements de 10 ans aux indigènes des Comores. Le gouverneur de Mayotte en proclamant enfin l'abolition de l'esclavage à la Grande Comore, par un décret du 29 février 1904, entendait bien supprimer de telles atteintes à la liberté des travailleurs.

nes. De Brazza écrit lui-même : « l'enlèvement des femmes dans les villages indigènes a été, au contraire, employé d'une manière courante comme moyen de réquisition de porteurs, sur la route de Fort de Possel à Fort Crampel ⁽¹⁾ ».

Ces abus existent dans les colonies des autres peuples contre les races soumises. Aussi bien, la comparaison entre le sort des indigènes dans nos colonies et dans les colonies étrangères est-elle à notre avantage. Les excès de certains agents cruels sont contraires aux habitudes et au caractère français. L'État indépendant du Congo dont nous avons dit les grands efforts dans l'exécution des mesures décidées par la Conférence de Bruxelles n'a pas échappé aux accusations les plus violentes ⁽²⁾ et les plus répétées. On a vu dans les mauvais traitements infligés aux indigènes, une tyrannie méthodique, un système organisé en vue d'accélérer le succès de l'exploitation commerciale du « domaine privé » du Roi. On a prétendu que pour obtenir de prochaines récoltes de caoutchouc les fonctionnaires du Gouvernement et les agents des Compagnies concessionnaires réduisaient l'indigène au travail forcé, le soumettaient à des châtiments corporels barbares, la fustigation, la mutilation du pied ou de la

(1) Cf. Correspondant, 10 janvier 1907. *Histoire de la dernière mission Brazza*, p. 53, 55, 59. Cité en bibliographie par nous.

(2) Le *Courrier européen*, n° du 23 novembre 1906, « Le Caoutchouc sanglant » et *Journal de Genève*, 17, 18 novembre 1906, « La civilisation au Congo ».

main des enfants du récolteur et sous ses yeux. Enfin les femmes emmenées en otage dans des camps spéciaux venaient répondre de la quantité de caoutchouc exigée. En août 1903 lord Landsdowne signalait ces troublantes accusations et considérait qu'elles devaient contenir une part de vérité. Les missionnaires du Haut Congo confirmaient ces atrocités dans leurs lettres. La Commission d'enquête nommée en juillet 1904 a constaté ces faits horribles, tout en louant le Roi d'avoir multiplié les services de bateaux et les voies ferrées. L'enquête a reconnu les abus des prestations : corvées, portage, payage, travaux de route, prélèvements extralégaux imposés au nom de la force sur les produits fabriqués et sur les produits naturels ou d'élevage. En Belgique certains ont prétendu que toutes ces critiques étaient « extravagantes »⁽¹⁾ et ont nié l'oppression de l'indigène en invoquant les affirmations de témoins oculaires. Le Gouvernement belge a rendu une série de décrets le 3 juin 1906 qui ont pour but de protéger les noirs contre tous les abus et d'assurer la pleine liberté des contrats. Pourtant la Chambre des Lords en Angleterre a critiqué ces décrets dans la séance du 3 juillet 1906 et qualifié d'esclavage l'impôt de quarante heures de travail par mois.

La Fédération pour la défense des intérêts belges à l'étranger, par la voix de son organe, *La vérité sur le*

(1) Cf. *La vérité sur le Congo*, 13 novembre 1906.

Congo, a reproché au Gouvernement anglais d'user de cruautés envers les indigènes du Natal et de « dissimuler une véritable traite » sous de prétendus contrats de travail ⁽¹⁾. Mais il nous semble bien percevoir à travers ces campagnes exacerbées, peut-être, par des jalousies de marchands d'ivoire ou de caoutchouc, ou par des rivalités coloniales, de véritables abus. Sans doute, nous espérons aussi que le développement des voies de communications, le meilleur recrutement du personnel colonial contribueront à faire disparaître une exploitation du faible par le fort, qui fait échec aux dispositions humanitaires proclamées en 1890 par les représentants des puissances civilisées.

Il nous est pénible d'insister sur les fautes commises par les blancs à l'égard des Africains. Mais l'étude consciencieuse que nous nous sommes proposé de faire a retenu notre attention sur des atteintes plus directes encore à l'œuvre de Bruxelles, qui constituent de véritables cas d'esclavage et de traite. A côté des bons résultats obtenus au Congo français ⁽²⁾ par les écoles et orphelinats de missionnaires, on signalait l'existence d'une maison de commerce allemande, dont la spécialité consistait dans l'exportation de jeunes filles nubiles à l'usages des colons du Cameroun. Ces jeunes négresses étaient abandonnées par leurs parents aux tristes com-

(1) Cf. *La vérité sur le Congo*, 15 février 1906 et juillet 1906, p. 307 et 325.

(2) *Bulletin de la Société antiesclavagiste de France*, juin 1898, p. 67.

merçants qui avaient pris soin de les endetter dans ce but.

M. Paul Viollet dans son *Histoire du droit français* (3^e édition, p. 337) a protesté vivement contre « l'effroyable esclavage militaire » qui accompagne les campagnes coloniales des Européens et qui s'abrite parfois « à l'ombre du drapeau français ». Et en effet le 17 juin 1895 à la tribune du Sénat, M. Isaac dénonçait l'existence de cet esclavage au Sénégal et au Soudan. Il s'appuyait sur des précédents nombreux et authentiques, rapportés par des explorateurs et des officiers de marine, comme M. Guillaumet et M. Vigné d'Octon. Il montrait les expéditions de miliciens indigènes, dirigées par des administrateurs civils ou militaires, revenant jusqu'à Médine avec des captifs vendus à vil prix sur le marché. Il rappelait (1) la distribution entre les tirailleurs d'une colonne expéditionnaire des femmes et des enfants d'un chef indigène. Ceci s'était passé sous les yeux et par ordre d'un officier. Le ministre des Colonies, M. Chautemps, avouait qu'il avait eu sous les yeux le tableau de cette répartition « dressé par le lieutenant lui-même » et essayait de justifier ces faits en invoquant l'intérêt des vaincus.

(1) Cf. *Journal Officiel* du 18 juin 1895. Sénat, p. 623, 3^e colonne et p. 626, 2^e colonne.

CONCLUSION

La responsabilité des puissances européennes serait grande, si elles n'avaient mis la main sur la race noire que pour hâter sa ruine. La politique coloniale se fera beaucoup pardonner l'exploitation séculaire des noirs, lorsque les blancs conscients de leur véritable rôle associeront les indigènes à leur œuvre économique. L'emploi de la violence, les châtiments immérités entraînent une soumission momentanée, mais non la pacification complète. Les colonisateurs ne font une œuvre féconde que lorsqu'ils traitent les indigènes avec fermeté, mais aussi avec humanité, lorsqu'ils se les attachent par leur propre intérêt. Ils doivent les considérer comme des frères qu'ils ont pour mission d'éduquer. Aussi bien, si les faits répréhensibles que nous avons relevés retardent l'œuvre civilisatrice et constituent une méconnaissance directe des engagements d'éducation et de protection pris vis-à-vis des noirs, s'ils sont un mauvais exemple pour les noirs, ils ne sauraient toujours engager la responsabilité des Gouvernements. On ne peut les invoquer pour proclamer la faillite de l'Acte de Bruxelles, car la Conférence de 1890 ne les a pas prévus. Mais il y a peut-être là une lacune à combler.

L'esclavage existe encore. Il est très répandu en Afrique. Les plénipotentiaires réunis à Bruxelles se refusaient à le reconnaître en droit comme en fait. Mais ils ne décidaient pas son abolition. La traite est, il est vrai, la conséquence et non la cause de l'esclavage. Elle est le produit nécessaire d'un état social qui repose tout entier sur l'esclavage. Les puissances pourtant ne pouvaient d'un trait de plume abolir l'esclavage. Sa suppression brusque aurait engendré des maux plus grands encore que ceux dont souffrait l'Afrique. Beaucoup d'autres préjugés, passions et habitudes barbares connexes à l'esclavage persistent aussi. Telles sont les superstitions sanguinaires qui coûtent la vie à un grand nombre de victimes immolées soit dans les sacrifices du culte, soit à l'occasion de la mort et des funérailles du chef, l'influence fatale des sorciers, le jugement par le poison, le trafic des jeunes filles, l'infanticide, l'anthropophagie. On ne saurait isoler l'esclavage de cet ensemble de faits. Mais le mal est profond et séculaire. Il forme si l'on peut dire le « tempérament moral de la plupart des peuples africains » (1). Une transformation complète des mœurs africaines serait nécessaire pour lutter victorieusement contre de tels maux. Or il n'est pas possible de faire franchir en quelques années à la société noire la distance que les Européens, Latins ou Slaves, ont mis des siècles à parcourir. Ni les règlements les plus sages édictés dans les Conférences diplomatiques ou les

(1) Le cardinal Perraud. Congrès, 1900, p. 189.

Congrès, ni l'emploi de la force militaire déployée pour protéger les faibles, ne pourront avoir raison des coutumes et des institutions auxquelles tient l'esclavage par des liens logiques et très étroits. Il faudra descendre dans la conscience même des malheureux noirs qui en sont les auteurs ou les victimes.

La question que la Conférence de Bruxelles se proposait de résoudre était celle de la suppression de la traite des noirs. L'Acte général n'a peut-être pas donné tous les résultats qu'on en espérait. La traite persiste sous des formes parfois voilées. Nous n'ignorons pas que l'on capture encore des noirs, hommes, femmes ou enfants. Nous savons que le Soudan est un repaire de brigands esclavagistes, que l'on vend couramment des nègres dans des marchés publics ou clandestins sur différents points de l'Afrique. Cependant les puissances ont mis tout leur bon vouloir à surveiller l'exécution d'un acte qu'elles avaient souscrit loyalement. Il convient peut-être de compléter les dispositions de cet acte, d'exiger l'exécution plus rapide et plus décisive des mesures décidées en commun. Il sera à coup sûr utile pour réprimer efficacement la traite à l'intérieur de multiplier les postes militaires, d'augmenter et de renforcer les stations de troupes capables de surveiller, de poursuivre et de châtier les négriers. Car les puissances européennes ont assumé des devoirs de surveillance, de protection et de répression sur des espaces immenses avec un personnel insuffisant.

Mais actuellement, déjà de grands résultats ont été

obtenus par l'application de l'Acte de Bruxelles⁽¹⁾. Au temps de la Conférence, la traite se faisait ouvertement dans des proportions gigantesques. Des caravanes considérables sillonnaient incessamment l'Afrique en tous sens. De grands navires chargeaient ouvertement leurs esclaves. De véritables flottes de négriers entraînaient sur les mers des milliers de vies africaines. Il y a maintenant bien loin des chasses à l'homme décrites par les explorateurs et les missionnaires. Nous n'assistons plus aux grandes razzias dont le tableau magistralement peint par Cameron, Livingstone, Lavigerie avait ému l'opinion publique et « soulevé la colère du monde ». Il ne s'agit plus que de faits considérablement réduits et relativement isolés. Les quelques boutres qui osent se risquer sur l'océan Indien ou la mer Rouge fuient timidement vers les côtes arabiques avec de petites cargaisons et sont exposés aux plus grands périls⁽²⁾.

Vu : *Le Président*,
RENAULT.

Vu : *Le Doyen*,
CH. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

(1) D'aucuns ont douté de l'efficacité de ces mesures et prétendu que « depuis que les croisières ont été établies contre les négriers (1819) les souffrances des malheureux esclaves ont augmenté dans une mesure inouïe ». Rivier, t. I, p. 378.

(2) Telle est aussi sur ce point l'opinion exprimée par notre savant maître, M. Louis Renault (*cours cité*), membre de l'Institut.

APPENDICE

Au moment où les dernières pages de cette étude sont sous presse, nous recevons communication des Documents publiés par le Bureau de Bruxelles en avril 1907 (Année 1906). Nous croyons devoir en donner une analyse sommaire.

Les mesures prises pour surveiller le commerce des *armes et munitions* ont été sérieusement appliquées. Le contrôle est, en général, devenu plus sévère (Colonies allemandes du Togo, Cameroun, Afrique orientale). Pour empêcher les boutres de se livrer à des actes de contrebande des armes, en venant chercher à Djibouti, Aden, Périm, Zeila, Massaua, Assab, des armes destinées à être transportées en dehors de la zone définie à l'article 8, un arrangement est intervenu entre la France, la Grande-Bretagne et l'Italie. Il est relatif à l'importation des armes et munitions en Abyssinie. Il a été fait à Londres le 13 décembre 1906. Les trois gouvernements se sont engagés à se prêter leur concours pour agir près du Négus en vue d'obtenir l'interdiction du trafic visé en territoire abyssin. Il est intéressant de remarquer que, si le Gouvernement français a accepté l'application dans les eaux territoriales anglaises et italiennes des mesures de surveillance auxquelles sont soumis dans ces

mêmes eaux les petits bâtiments de commerce indigènes, italiens et anglais, aux boutres portant le pavillon français, il a maintenu expressément les principes de notre législation sur le droit de visite. Les deux gouvernements italien et anglais ont maintenu également leurs principes sur cette question.

La traite des esclaves a diminué dans les colonies européennes. Cependant elle se fait encore activement au Bornou, malgré la sévérité de la répression, grâce à ses grands bénéfices. Elle a disparu dans la région de Kano. Cependant on enlève encore beaucoup de femmes et d'enfants (Rapport pour la Nigérie septentrionale, p. 197).

La traite se pratique secrètement sur les deux rives de la Benue. On vend dans le district de Nupe des enfants amenés du Nord par les caravanes et achetés pour être adoptés. Au Soudan égyptien, les trafiquants se rendent mieux compte maintenant des dangers qui entourent leur commerce. Grâce à l'amélioration croissante des moyens de communication la traite a considérablement diminué (p. 212).

Colonies françaises.

Nous avons eu le souci d'enrayer ce trafic dans nos colonies. Un *décret du 15 juillet 1906* punit de 2 à 5 ans d'emprisonnement et de 500 à 1.000 francs d'amende quiconque tente, auteur ou complice, en Algérie et dans les territoires du Sud, de conclure des conventions ayant pour but d'aliéner la liberté d'une tierce personne (p. 100). Pour permettre au décret du 12 décembre 1905 relatif à la répression de la traite en Afrique occidentale française de recevoir une application utile, une circulaire du 5 mars 1906 (p. 102) adressée aux administrateurs des cercles du Sénégal les

informe que tous les faits visés par le décret de 1905 seront déférés aux *tribunaux de cercle* présidés par l'administrateur, lorsque les inculpés seront justiciables des tribunaux indigènes.

Pour éviter le retour des abus d'autorité signalés au Congo français et pour assurer une meilleure colonisation, un arrêté de M. Gentil, du *20 mai 1906*, a créé près des sociétés concessionnaires un service de contrôle local, sous le nom de commissariat spécial du Gouvernement (p. 104). Un arrêté portant la même date, parmi les attributions des commissaires, leur donne la mission de contrôler l'exécution du cahier des charges et de s'assurer de l'exécution des contrats de travail. Dans les instructions qui complètent ces arrêtés, on affirme la nécessité d'assurer la liberté de la main-d'œuvre indigène et de la rétribuer par un « salaire suffisant ». Des recommandations sont faites en vue d'empêcher les abus dans la perception de l'impôt et de fournir à l'indigène « toute l'aide » possible. Il ne faut pas perdre le but final à atteindre, qui est, y est-il dit, « le groupement et l'association, pour la poursuite d'un intérêt commun, du colon et de l'indigène, ces deux éléments de la colonisation. Le commissaire général du Gouvernement le 9 juillet 1906 recommandait aux administrateurs (p. 111) de suivre une politique pacifique.

État indépendant du Congo.

Les mêmes préoccupations, d'assurer la bonne administration des colonies et de protéger les indigènes contre les abus d'autorité de la part des fonctionnaires ou des commerçants, se retrouvent dans l'État indépendant du Congo. Le rapport des secrétaires généraux au Roi souverain fait res-

sortir les avantages des décrets du 3 juin 1906, réorganisant le régime administratif du Congo. Des inspecteurs d'État surveillent leur application. Le payage est payé et non plus exigé à titre de prestation. Des exemplaires des rôles d'imposition, des procès-verbaux d'investiture des chefs, des modèles des contrats passés par les noirs qui s'engagent au service de l'État figurent en annexes.

Le 2 février 1907, Tefvik Pacha écrivait au ministre de Belgique à Constantinople (p. 258) que la traite des noirs disparaissait, sur terre et sur mer, de jour en jour, grâce aux mesures prises par l'autorité impériale (*Turquie*).

Le Bureau international maritime (le 9 janvier 1907, p. 259) constatait dans son rapport la diminution de la traite à Zanzibar, Pemba et sur la côte africaine de l'océan Indien. « En 1903, pour la première fois, le Bureau international de Zanzibar ne reçut avis d'aucun jugement pour transport ou pour entraves à la liberté des indigènes et, depuis lors, ce silence satisfaisant n'a plus été troublé ».

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

Actes de la Conférence de Bruxelles, 1889, 2 juillet 1890, 2^e édition, Bruxelles, 1890.

Actes de la Conférence pour la révision du régime des spiritueux en Afrique, Bruxelles 1906 (Hayez, Imp.).

Annuaire de l'Institut de droit international, t. 9, 1887-88, p. 251, t. 10, 1889, p. 201, t. 11, 1889-92, p. 269 à 272.

Annuaire de législation française 1892, p. 58. Décret du 12 février 1892. Notice de M. de Bæck.

Archives diplomatiques, t. 18, p. 257 et suiv., année 86; 2^e série, t. 39, p. 161. L'acte de Bruxelles devant la Chambre des députés.

Compte rendu des séances du Congrès international antiesclavagiste tenu à Paris en 1900 (Société antiesclavagiste de France, 11, R. du Regard, Paris).

Documents relatifs au Congrès libre antiesclavagiste, tenu à Paris 1890 (Société antiescl. de Fr., Paris).

Documents relatifs à la répression de la traite des esclaves publiés en exécution des articles 81 et suiv. de l'Acte général (1892-1906).

Traite des esclaves en Afrique (La). Documents recueillis pour la Conférence de Bruxelles (1840-90). Bruxelles, Imp. Hayez, 90.

OUVRAGES

BLANCHARD (G.). — *Étude sur la formation et la Constitution politique de l'État indépendant du Congo*. Thèse, Grenoble, 1899.

LAVIGERIE (Cardinal). — *Documents sur la fondation de l'œuvre antiesclavagiste*. Saint-Cloud, Belin, 1889.

LEBEAU (Aug.). — *De la condition des gens de couleur libres sous l'ancien régime*. Paris, Guillaumin, 1903.

LOUIS (Paul). — *Le colonialisme*. Paris, Bellais, 1905.

MONTARDY (de). — *La traite et le droit international* (thèse). Paris, 1899.

SCELLE (Georges). — *Histoire politique de la traite négrière aux Indes de Castille. Contrats et traités d'Assiento* (thèse). Paris, 1906.

TEIL (Le Baron Joseph du). — *L'antiesclavagisme en Afrique*. Paris, de Soye, 1903.

VIOLLET (Paul). — *Histoire du droit civil français*. Paris, 1905, 3^e édition (second esclavage, l'abolition, p. 329, 335, 337).

WALLER (Horace). — *Dernier journal du Dr Livingstone*, 2 vol. Paris, Hachette, 1876, traduction Loreau.

WALLON. — *L'esclavage dans les colonies (1847). Introduction de l'Histoire de l'esclavage dans l'antiquité*, 2^e édition, 1879. Paris, 3 vol.

X. — *L'Acte général de la Conférence de Bruxelles devant les Chambres françaises. Réflexions d'un homme politique*. Saint-Cloud, Belin, 1891.

PÉRIODIQUES

Bulletin de la Société antiesclavagiste de France (collection complète).

Bulletin du Comité de l'Afrique française, année 1906.

Courrier européen, 13 novembre 1906. Le caoutchouc sanglant.

Correspondant, 10 janvier 1907, Britsch (Amédé).

Au Congo Français, la dernière mission Brazza d'après son registre de correspondance inédit et les communications de sa famille.

Étoile africaine (L'), année 1906.

Journal de Genève, 17-18 novembre 1906, R. C. La civilisation au Congo.

Journal officiel du 18 juin 1895. Sénat, interpellation Isaac, p. 619, 629.

13 juillet 1905. Chambre, rapport fait au nom de la Commission du budget par M. Le Hérissé, annexe 2674, p. 1543, 1622.

Réforme sociale (La), 1^{er} octobre 1904. Du Teil, Les villages de liberté en Afrique.

Revue des Deux-Mondes (La), 15 novembre 1889. Plauchut, Le Congrès antiesclavagiste de 1889.

15 octobre 1891. A. Desjardins, La France, l'esclavage africain et le droit de visite.

Revue de droit international, t. 22, p. 603. Engelhardt, La Conférence de Bruxelles de 1890 et la traite maritime.

T. 22, p. 316-35, 454-75. Barclay, Le droit de visite, le trafic des esclaves etc., 1889, p. 602. Rolin Jaequemyns, Note sur la conférence antiesclavagiste de Bruxelles, 1892, p. 206. *Id.*, Note sur les ratifications de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles.

Revue d'histoire diplomatique. D'avril, t. 5, p. 66 et 176. La Conférence antiesclavagiste de Bruxelles.

Vérité sur le Congo (La). Fédération pour la défense des intérêts belges à l'étranger, année 1906.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

	Pages.
Définition de l'esclavage et de la traite. — Connexité de ces deux faits. — Leur distinction. — Différence entre la traite et la piraterie. — Origine ancienne de l'esclavage et de la traite. — Leur universalité. — L'esclavage en Orient, en Grèce, à Rome. — Influence libératrice du christianisme. — Le servage. — Objet de la présente étude.....	1

PREMIÈRE PARTIE

Historique.

CHAPITRE PREMIER

La traite coloniale.

Persistance de l'esclavage ancien jusqu'au XIII ^e siècle. — Les origines de la traite coloniale. — La monopolisation du trafic des noirs, l'Espagne et les contrats d'Assiento. — La rivalité économique des puissances et les Compagnies coloniales. — Concessions de l'Espagne aux États européens. — Les dévastations. — La législation de l'esclavage, le Codenoir, 1685. — Édit de 1724. — Les mœurs publiques au XVII ^e siècle et l'état de l'opinion. — L'ordonnance de 1762. — Abolition des encouragements au commerce des noirs	11
---	----

CHAPITRE II

Le mouvement abolitionniste.

	Pages.
Origines du mouvement : les philosophes français à la fin du XVIII ^e siècle. — Abolition de la traite au Danemark, 1792. — La Convention abolit l'esclavage dans les colonies françaises, 1794. — Attitude de Bonaparte en 1802. — Les Quakers en Amérique et l'abolition de la traite. — La politique anglaise. — Abolition de la traite en 1807. — Les Congrès : condamnation de la traite par les déclarations des puissances. — Mesures prises par les législations internes : lois françaises de 1817, 1818, 1827, 1831. — Les traités conclus par l'Angleterre et le droit de visite réciproque. — Conventions franco-anglaises de 1831-33. — Traité de Londres de 1841. — L'opinion en France. — La Convention de Londres du 29 mai 1845. — Les instructions aux croiseurs anglais et français, 1845-59-67. — Hostilité des États-Unis pour le droit de visite. — Traité de 1842. — Leur nouvelle attitude en 1862. — Convention anglo-égyptienne, 1877 ; anglo-turque, 1880 ; anglo-italienne, 1889. — L'abolition de l'esclavage en Angleterre, 1833. — L'abolition en France et le décret de 1848. — L'abolition aux États-Unis, 1863, dans les colonies portugaises, espagnoles, aux Brésil, 1888.	25

CHAPITRE III

La traite orientale et le mouvement africaniste.

L'esclavage en Afrique. — La traite dans l'intérieur du continent et sur la côte orientale. — Caractères nouveaux de l'esclavage. — Ses causes particulières. — Horreur de la traite orientale. — Comment elle se pratique. — Ses résultats. — Le mouvement africaniste. — Ses causes. — Léopold II, l'Association internationale africaine de Bruxelles et l'Association internationale du Congo. — La Conférence africaine de Berlin de 1885 et l'engagement des puissances. — Félicitations de l'Institut de droit international en 1885. — Insuffisance de l'Acte général. — Les marchés d'esclaves. — Persistance de la traite. — Nécessité d'une entente internationale. — Le blocus de Zanzibar, 1888. — Le cardinal

	Pages.
Lavigerie et l'œuvre antiesclavagiste. — Son influence. — Son projet de Congrès à Lucerne. — Le projet de Conférence antiesclavagiste à Bruxelles. — Vœux de l'Institut de droit international en 1888. — Nouvelles données du problème.....	67

DEUXIÈME PARTIE

La Conférence de Bruxelles.

L'Acte général du 2 juillet 1890 et ses ratifications.

CHAPITRE IV

L'organisation de la Conférence.

Le caractère de la Conférence. — Sa composition. — Les causes de difficultés. — Son procédé. — Son cadre ; le Livre Gris. — Sa méthode ; les commissions d'étude.....	103
---	-----

CHAPITRE V

L'Acte général à travers les rapports et les protocoles.

CHAP. I et II. — <i>Répression de la traite sur terre.</i> — CHAP. I. <i>Measures à prendre aux lieux d'origine pour empêcher les captures.</i> — Pénétration progressive de l'Afrique et organisation des différents services. — Rôle des stations croisières et postes militaires. — Accueil des initiatives privées. — Dispositions pénales. — Réglementation du commerce des armes à feu et munitions.....	117
CHAP. II. — <i>Routes des caravanes et transport des esclaves par terre.</i> — Surveillance des routes, arrestation et poursuite des négriers. — Protection des esclaves libérés. — Régime répressif.....	128
CHAP. III. — <i>Répression de la traite sur mer.</i> — Importance de la question. — La Commission et les projets. — Caractère transactionnel du projet de M. de Martens. — La surveillance maritime consacrée par l'Acte. — Affranchissement des esclaves fugitifs ou retenus à bord des navires indigènes. — Règlement concernant l'usage du pavillon et la surveillance des bâtiments indigènes. —	

	Pages.
De l'arrêt des bâtiments suspects, de l'enquête locale et du jugement des bâtiments saisis.....	132
CHAP. IV. — <i>Mesures prises aux pays de destination.</i> — Influence de l'esclavage domestique sur la traite. — Insuffisance des traités conclus avec les pays musulmans. — Attitude de la Conférence à l'égard du statut légal de l'esclavage domestique. — Les engagements généraux pris par les États musulmans pour empêcher le trafic des esclaves de traite. — Surveillance spéciale à raison de la situation géographique de certains.....	148
CHAP. V. — <i>Institutions destinées à assurer l'exécution de l'Acte général.</i> — Leur utilité. — Le bureau international maritime de Zanzibar. — Son rôle, sa constitution. — Les bureaux auxiliaires. — Le bureau spécial de Bruxelles. — Efforts de l'Angleterre pour lui donner une mission de haute surveillance. — De la protection des esclaves libérés : les bureaux d'affranchissement et institutions analogues.....	154
CHAP. VI. — <i>Mesures restrictives du trafic des spiritueux.</i> — Système transactionnel adopté par la Conférence. — Zone de prohibition. — Zone de réglementation.....	163
CHAP. VII. — <i>Dispositions finales.</i> — Abrogation des dispositions antérieures contraires à l'Acte. — Fixation des délais pour la ratification de l'Acte et sa mise en vigueur.....	167
<i>Déclaration séparée en faveur de l'établissement de droits à l'importation dans le bassin conventionnel du Congo.....</i>	168
Considérations sur la Conférence.....	171

CHAPITRE VI

Les ratifications.

L'Acte devant la Chambre des députés en France, 2 mai, 24, 25 juin 1891. — Cet Acte était-il inutile et inefficace ? Étions-nous dupés ? Étions-nous humiliés ? — Confusion de la vérification du pavillon avec le droit de visite. — Succès de notre diplomatie. — Impression causée par le vote de la Chambre qui surseoit à l'autorisation de ratifier. — Protocole du 2 juillet 1891. — Protocole

final du 2 janvier 1892. — Retour aux instructions de 1867 (rati- fication des États-Unis, le 2 février, du Portugal le 30 mars 1892).	Pages.
— Entrée en vigueur de l'Acte général.....	173

TROISIÈME PARTIE

Les Résultats.

CHAPITRE VII

Résultats dus à l'action des Gouvernements. — Organisation des Institutions destinées à assurer l'exécution de l'Acte général.

Fonctionnement et travaux du bureau de Zanzibar. — Le bureau de Bruxelles et la publication annuelle des documents concernant la traite. — Mise en accord par les puissances de leur législation pénale avec les prescriptions de l'Acte de Bruxelles. — *Application des mesures destinées à assurer la répression de la traite aux lieux d'origine et la protection des esclaves libérés* : dans les colonies allemandes, dans les colonies françaises : les villages de liberté au Soudan. — En Érythrée. — Système inauguré en Égypte et au Soudan par l'Angleterre; organisation politique, économique et religieuse de l'État indépendant du Congo. — Le régime des armes à feu et munitions. — *Exécution minutieuse des mesures de répression de la traite maritime*. — Activité et efficacité de la surveillance d'après les rapports et les statistiques. — *Comment les pays dont les institutions comportent l'existence de l'esclavage domestique ont tenu leurs engagements*. — Mise en pratique de la réglementation du commerce des *spiritueux et boissons assimilées*, la nouvelle Conférence de 1899. — Abolition de l'esclavage à Madagascar en 1896, à Zanzibar en 1897. — De quelques expéditions qui servirent la cause antiesclavagiste..... 193

CHAPITRE VIII

Résultats dus à l'initiative privée.

	Pages.
Action civilisatrice des établissements commerciaux et industriels : l'association cotonnière coloniale. — <i>Les Sociétés antiesclavagistes</i> : L'anti Slavery Society, la Société antiesclavagiste de France. — Action particulièrement éducatrice et moralisatrice de ses « villa- ges de liberté ». — Exemple suivi par d'autres sociétés. — Promesse d'avenir fondées sur les villages. — Progrès des mis- sions en Afrique : leurs stations.....	241

CHAPITRE IX

De l'état actuel de la traite et de l'esclavage et de certains faits fâcheux que l'Acte de Bruxelles ne prévoyait pas.

Décroissance de la traite signalée par les rapports officiels. — Persistance de certains faits de traite et d'esclavage dénoncés par des particuliers, spécialement au Soudan et confirmée par le décret du 12 décembre 1905. — Le Maroc entrepôt d'esclaves et le vœu adopté par la Conférence d'Algésiras. — <i>Les fautes des blancs</i> résultant : <i>a)</i> d'un système d'exploitation coloniale défectueux. — La grande corvée et le travail forcé. — <i>b)</i> D'abus d'autorité. — Les commissions d'enquête. — Mauvais exemples : une maison d'exportation de jeunes négresses nubiles. — « L'esclavage mili- taire » devant le Sénat français.....	257
---	-----

CONCLUSION.....	275
-----------------	-----

APPENDICE.....	279
----------------	-----

BIBLIOGRAPHIE.....	283
--------------------	-----

TABLE DES MATIÈRES.....	287
-------------------------	-----

IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRE



BAR-LE-DUC